

TOTAL

1998

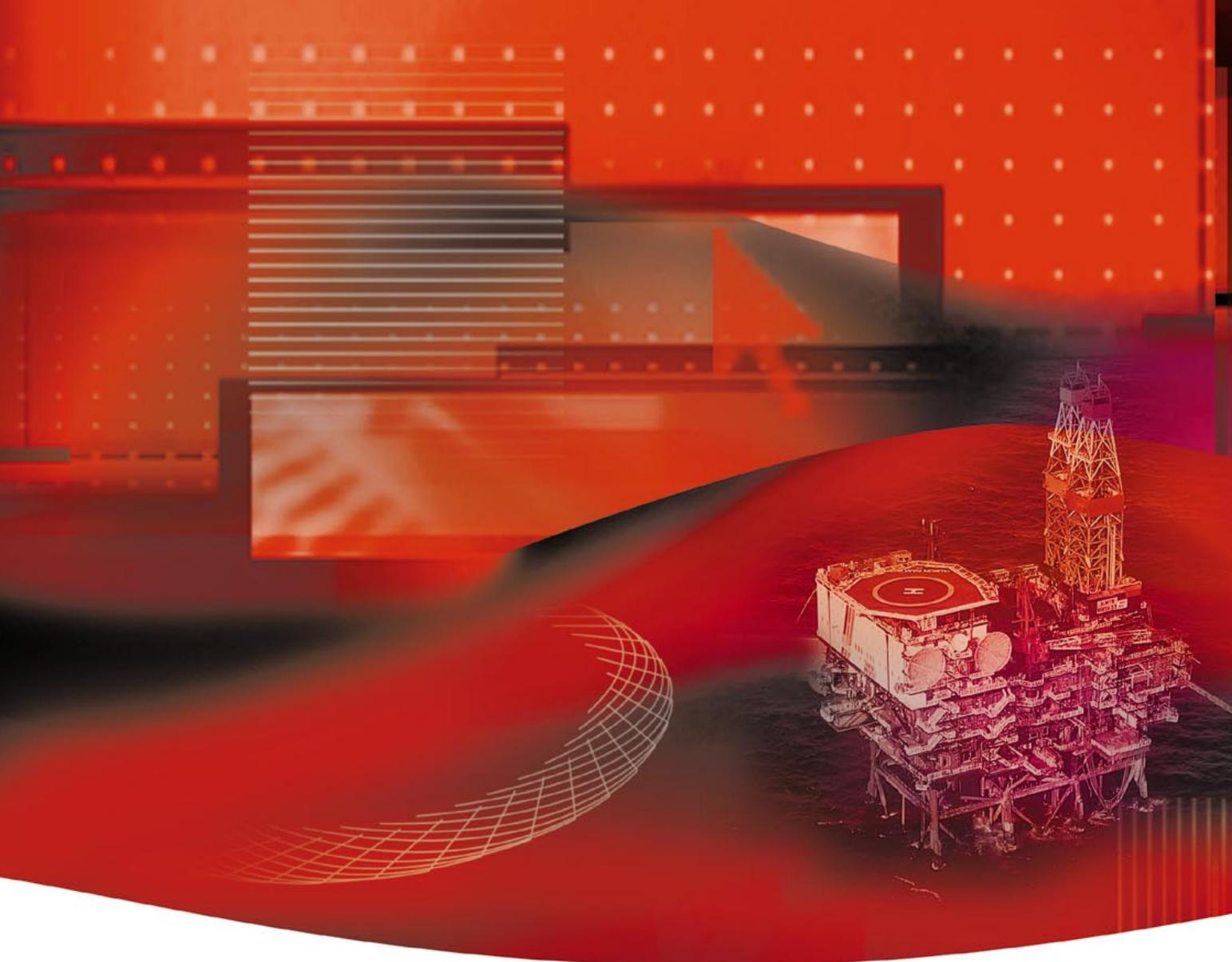
RAPPORT ANNUEL



1924
1999

75

ans d'INNOVATION et de PROGRÈS



Configuration requise et standards techniques d'utilisation :

- Sur la base de standards minimums de compatibilité, le CD-ROM TOTAL Rapport Annuel 1998 a été optimisé pour les spécifications suivantes :
- Votre ordinateur doit être équipé d'un processeur Pentium 166 mhz ou supérieur.
 - Le système doit fonctionner sous Windows 95 avec 32 MB de mémoire vive ou sous Windows NT 4.0 / Windows 98 avec 48 MB de mémoire vive ou plus.
 - Un espace de 80 MB ou plus doit être libre sur le disque dur.
 - Votre écran couleur peut supporter 8-bits (256 couleurs) ou 16-bits de préférence avec une résolution de 800 X 600 pixels.
 - Votre ordinateur doit être équipé d'une carte son 16-bits
 - La vitesse de votre lecteur CD est égale ou supérieure à 16 X.

Instructions d'utilisation du CD-ROM

- Placer le CD-ROM dans le lecteur CD de votre ordinateur.
- Si vous avez *AutoRun* activé, le programme démarrera automatiquement.
- Si vous n'avez pas *AutoRun* activé, suivez ces instructions :
 1. Double-cliquez sur l'icône de votre lecteur CD,
 2. Pour démarrer le programme, double-cliquez sur le fichier *Setup.exe*, dans la fenêtre du lecteur CD.
- Pour ouvrir les tableaux Excel de ce CD-ROM, vous devez avoir Microsoft Excel installé sur votre ordinateur.
- Pour accéder au site Internet de TOTAL (www.total.com) par l'intermédiaire du CD-ROM, vous devez avoir le navigateur Netscape ou Internet Explorer installé sur votre ordinateur.



Pour la première fois, le Rapport Annuel 1998 de TOTAL contient un CD-Rom. Il regroupe les informations financières et légales de l'exercice, de même que le "20 F" 1998 et le "FactBook" 1998, documents d'information en anglais, plus spécifiquement destinés aux investisseurs anglo-saxons. Nous avons souhaité que nos actionnaires puissent ainsi avoir tous accès, simultanément, à la même information.

Le design du Rapport Annuel 1998 décline l'histoire de la Compagnie que vous trouverez dans les pages du Rapport et sur le CD-Rom.

SOMMAIRE

Questions au Président	5
Organisation	8
TOTAL en 1998	10
Amont	12
Aval	20
Chimie	26
Informations financières et légales	31
CD-ROM :	
Annexe aux comptes consolidés	F1
Réserves	F40
Comptes Société mère	F44

1998 EN CHIFFRES

DONNÉES FINANCIÈRES

(en millions de francs ou d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende et des pourcentages)

	1998		1997	
	FRF	€	FRF	€
Chiffre d'affaires	159 614	24 333	191 085	29 131
Résultat opérationnel des secteurs d'activités	12 430 ⁽²⁾	1 895 ⁽²⁾	13 623	2 077
Résultat net (part du Groupe)	6 916 ⁽³⁾	1 054 ⁽³⁾	7 611	1 160
Résultat par action ⁽¹⁾	28,2 ⁽³⁾	4,29 ⁽³⁾	31,0	4,73
Résultat par ADS (US\$) (2 ADS par action) ⁽¹⁾	2,52		2,58	
Dividende par action (F)	13,12	2,0	13,0	1,98
Capitaux propres	67 865	10 346	66 632	10 158
Dette nette/Fonds propres	32,7 %	32,7 %	26,8 %	26,8 %
Rentabilité des fonds propres	10,9 % ⁽³⁾	10,9 % ⁽³⁾	12,7 %	12,7 %
Marge brute d'autofinancement	17 040	2 598	16 749 ⁽⁴⁾	2 553 ⁽⁴⁾
Investissements bruts	21 315	3 249	22 659	3 454

DONNÉES OPÉRATIONNELLES

	1998	1997
Production de pétrole (en milliers de b/j)	563	532
Production de gaz (en millions de m ³ /j)	42,6	42,1
Traitement en raffineries (en milliers de b/j)	854	916
Ventes de produits finis (en milliers de b/j) ⁽⁵⁾	1 403	1 459

Abréviations

b baril	t tonne métrique	M million
m ³ mètre cube	/j par jour	G milliard
bep baril équivalent pétrole	/an par an	€ euro

(1) Calculé sur la base du nombre d'actions moyen dilué.

(2) Hors éléments non-récurrents du résultat opérationnel en 1998 : effet de stock négatif non couvert (-1 572 M FRF ; -240 M €) et FAS 121 (-584 M FRF ; -89 M €).

(3) Hors éléments non-récurrents du résultat net en 1998 : effet de stock négatif non couvert (-1 481 M FRF ; -226 M €), FAS 121 (-466 M FRF ; -71 M €) et plus-values de cessions (+845 M FRF ; +129 M €).

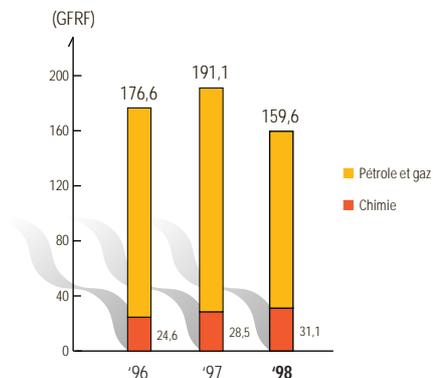
(4) En 1997, le Groupe a "externalisé" certains engagements de pensions et retraites en France pour un montant de 2 441 millions de francs (372 M €). Avant cette opération, la marge brute d'autofinancement s'élevait à 19 190 millions de francs (2 925 M €).

(5) Ventes de trading incluses.

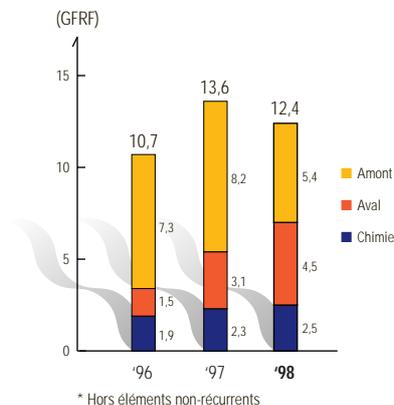
1998 PANORAMA FINANCIER

FRF

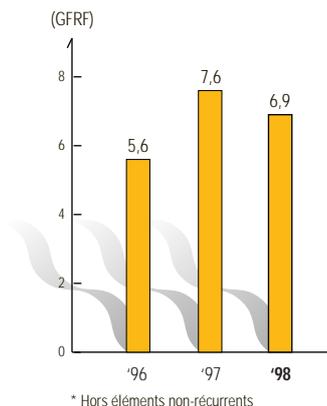
CHIFFRE D'AFFAIRES



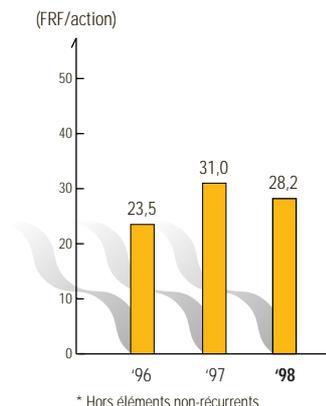
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL *



RÉSULTAT NET [PART DU GROUPE] *



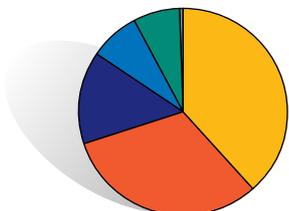
RÉSULTAT PAR ACTION *



RESSOURCES HUMAINES

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE *

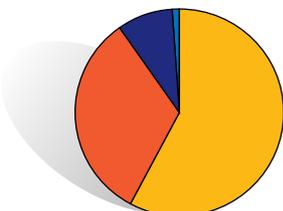
France	38,6 %
Reste de l'Europe	31,5 %
Amériques	14,5 %
Afrique et Océanie	7,7 %
Extrême-Orient	7,2 %
Moyent-Orient	0,5 %



* Sociétés consolidées. Effectifs : 57 166 au 31-12-1998

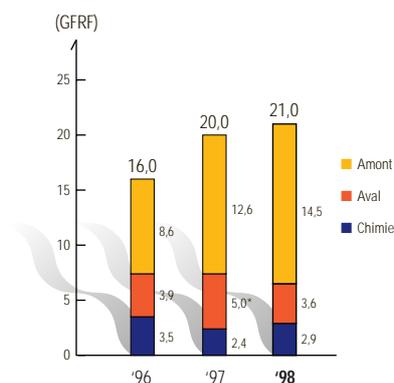
RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ *

Chimie	58,0 %
Aval	32,3 %
Amont	8,7 %
Holding	1,0 %

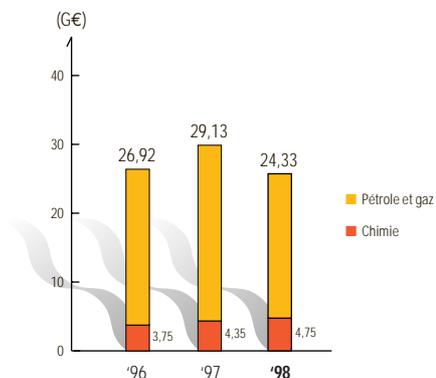


* Sociétés consolidées. Effectifs : 57 166 au 31-12-1998

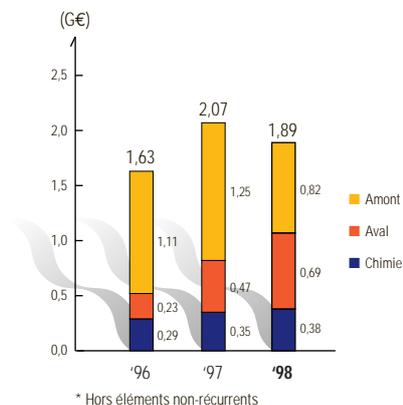
INVESTISSEMENTS BRUTS PAR ACTIVITÉ



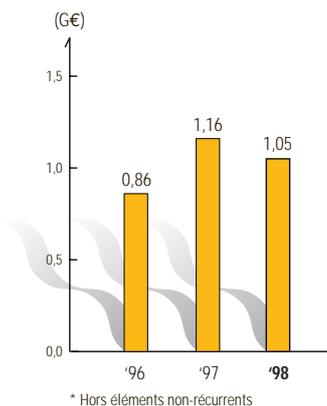
CHIFFRE D'AFFAIRES



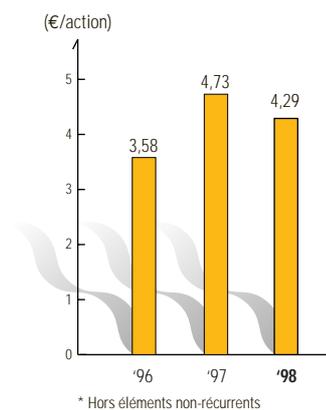
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL *



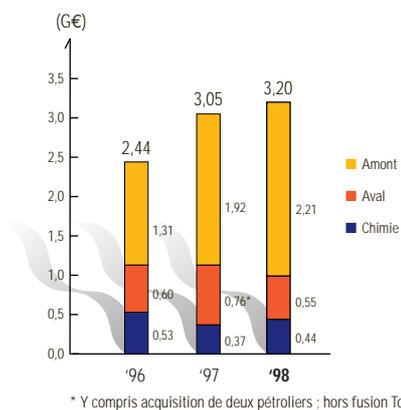
RÉSULTAT NET [PART DU GROUPE] *



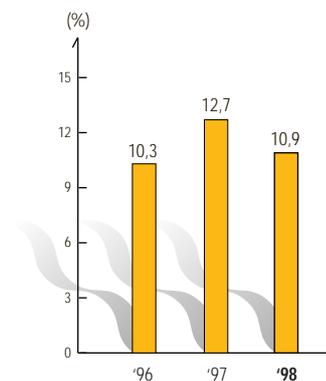
RÉSULTAT PAR ACTION *



INVESTISSEMENTS BRUTS PAR ACTIVITÉ



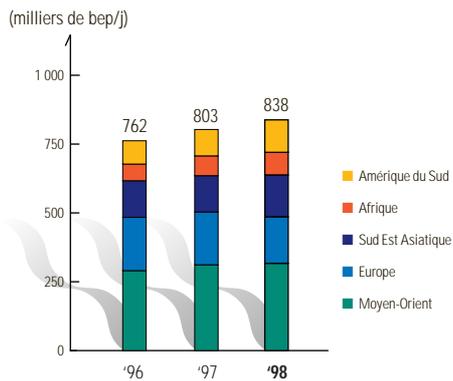
RENTABILITÉ DES FONDS PROPRES



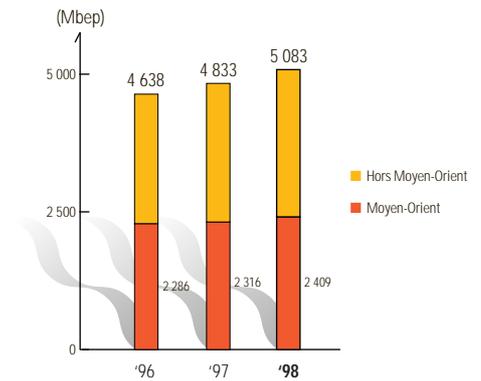
ACTIVITÉS DES SECTEURS

AMONT

Production de pétrole et de gaz

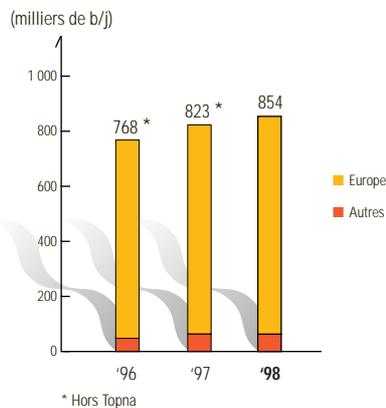


Réserves de pétrole et de gaz

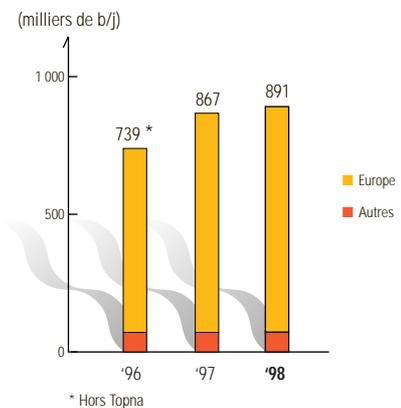


AVAL

Pétrole brut traité en raffinerie



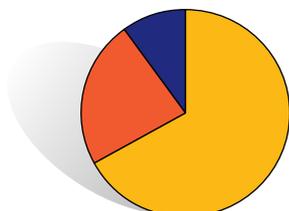
Capacité de raffinage (en fin d'année)



CHIMIE

Chiffre d'affaires Chimie 1998* par zone géographique

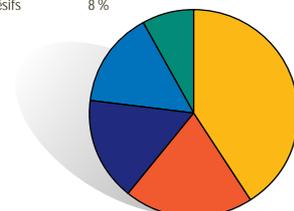
Europe	67 %
Amérique du Nord	23 %
Autres	10 %



* 31,1 milliards de francs

Chiffre d'affaires Chimie 1998* par activité

Hutchinson	41 %
Résines	20 %
Encres	16 %
Peintures	15 %
Adhésifs	8 %



* 31,1 milliards de francs

LE MOT DU PRÉSIDENT

1999 constitue une année charnière pour TOTAL. Le Groupe va célébrer le soixante-quinzième anniversaire de sa création et acquérir une dimension nouvelle avec la naissance de TOTAL FINA. Je suis fier de partager avec vous ces moments passionnants qui feront date pour TOTAL. Connaissant l'intérêt que vous portez à la vie de notre Groupe ainsi qu'à ses développements, nous avons souhaité mettre à votre disposition une information détaillée sur tous ces événements. Une large part des "Questions au Président" est ainsi consacrée à la création de TOTAL FINA.

Par ailleurs, le rapport annuel 1998 incorpore pour la première fois un CD-Rom dont le contenu élargit notablement le volume, la forme et les possibilités d'utilisation des informations qui vous sont présentées chaque année.

Plus encore que par le passé, dans cette étape décisive de notre développement auquel concourt avec détermination l'ensemble de nos équipes, je souhaite que vous soyez un partenaire privilégié des succès de votre Groupe.



“Avec ses perspectives de croissance, votre Groupe peut légitimement prétendre figurer au cours de la décennie à venir dans le peloton des toutes premières compagnies pétrolières au monde en termes de compétitivité et de productivité.”

Thierry Desmarest

Quel est votre jugement sur les résultats de TOTAL en 1998 ?

“TOTAL a enregistré un résultat net hors éléments non-récurrents de 6,9 milliards de francs en 1998 (1,05 milliard d'euros), contre 7,6 milliards l'année précédente (1,16 milliard d'euros), dans un environnement dégradé où le prix du pétrole est revenu d'une moyenne supérieure à 19 dollars en 1997 à un chiffre inférieur à 13 dollars. Si on le compare à celui enregistré par d'autres grandes compagnies internationales, le recul de ce résultat, -9 %, constitue une très belle performance et illustre la capacité de résistance du Groupe aux détériorations de la conjoncture.”

Comment TOTAL a-t-il pu mieux résister que d'autres à la baisse du prix du pétrole ?

“La résistance du Groupe s'appuie sur la croissance de ses activités, la qualité de ses projets et l'équilibre de ses actifs. La réduction des coûts et l'augmentation de la productivité, résultat des programmes mis en œuvre avec ténacité depuis plusieurs années dans les trois secteurs de son activité, viennent s'y ajouter.”

Quels sont, par secteur d'activité, les atouts du Groupe ?

“Un des atouts essentiels de TOTAL est son fort potentiel de croissance dans l'Amont.

En 1998, sa base de réserves a encore été augmentée et dépasse désormais 5 milliards de barils équivalent pétrole, soit seize ans de production. L'année a été riche en événements qui renforcent l'Amont, tout en satisfaisant les objectifs de rentabilité du Groupe : deux découvertes majeures sur le bloc 14 en Angola, lancement du projet Sincor au Venezuela, démarrage de la production de Sirri en Iran et renforcement du domaine minier dans l'offshore profond.

Dans le secteur du raffinage et de la distribution, TOTAL continue à réaliser des gains de productivité et à réduire ses coûts. Les progrès en ce domaine sont tout à fait spectaculaires, puisque le point mort des raffineries européennes du Groupe, qui était de 21\$ par tonne en 1992, se situe désormais à 13\$. Cette amélioration des performances du raffinage explique pour une part importante la progression de 50 % du résultat opérationnel du secteur en 1998, dans un contexte de marges favorables. TOTAL continue à bénéficier par ailleurs du développement rapide et profitable de ses activités de distribution en Afrique et dans le pourtour méditerranéen ainsi que de ses ventes de spécialités, GPL et lubrifiants.

Le secteur Chimie de TOTAL poursuit sa croissance. Son chiffre d'affaires est désormais supérieur à 30 milliards de francs.

Ce développement important, tant interne qu'externe, est autofinancé.

Le secteur Chimie représente un élément de stabilité pour les résultats du Groupe, auxquels il contribue de manière significative."

La chute des prix du pétrole implique-t-elle un changement de la stratégie de TOTAL ?

"Le mouvement de baisse observé en 1998 constitue un rappel du caractère cyclique de l'industrie pétrolière et nous conforte dans notre politique de gestion rigoureuse. Loin d'infirmier la stratégie mise en œuvre pour augmenter la capacité de résistance du Groupe à la dégradation de son environnement, il la valide dans tous ses aspects : favoriser l'expansion du secteur Exploration-Production par la mise en œuvre de nouveaux projets à points morts bas et de technologies de haut niveau, en veillant à maintenir une large répartition géographique de nos intérêts ; poursuivre, dans le Raffinage-Distribution, des actions visant à accroître les gains de productivité, valoriser les productions et développer les activités sur les marchés porteurs, renforcer le secteur Chimie, par croissance externe et interne. Nous continuerons ainsi à assurer la croissance du Groupe dans les métiers qu'il maîtrise, à améliorer sa rentabilité et à équilibrer ses activités."

Le durcissement de l'environnement remet-il en cause certains projets ?

"Nos projets ont tous un point mort inférieur à dix dollars par baril. Leur viabilité n'est donc pas en cause, et leur lancement, selon le calendrier prévu, nous permettra d'atteindre nos objectifs de production."

Quelles raisons ont conduit TOTAL à se rapprocher de PetroFina ?

"TOTAL recherchait déjà depuis quelque temps une alliance, afin de conforter son secteur Aval, modeste dans certains pays. PetroFina était le partenaire idéal pour réaliser un rapprochement, en raison de la qualité de ses actifs industriels et de nos valeurs d'entreprise communes. Cette opération représente un événement majeur dans la vie du Groupe et permet de constituer un ensemble plus fort, plus compétitif dans chacune de ses composantes et résistant mieux aux aléas de l'environnement pétrolier."

Ce rapprochement s'inscrit dans la continuité de notre stratégie actuelle. L'augmentation des ressources financières dont disposera le nouveau groupe sera en effet utilisée de manière prioritaire au renforcement de la croissance de la production et des réserves d'hydrocarbures, avec des projets de bonne qualité à bas coûts techniques, résistant bien à des environnements de prix du pétrole modérés. Dans le raffinage et la distribution, où une stricte discipline d'investissements sera maintenue, la mise en commun des actifs permettra de dégager des gains d'exploitation importants et d'atteindre une taille critique sur certains marchés européens. Nous pourrions ainsi relancer l'optimisation de nos opérations et améliorer encore la rentabilité des activités du secteur. Dans la Chimie, sur une base d'actifs élargie qui comporte une pétrochimie très compétitive, nous poursuivons une politique de développement combinant croissance interne

et acquisitions ciblées. À l'horizon 2005, nous parviendrons à un nouvel équilibre où la part de l'Amont dans les capitaux investis devrait atteindre 50 %, celle de l'Aval 30 % et celle de la Chimie 20 %. Compte tenu du changement de taille intervenu, cet équilibre à un niveau très supérieur, tant de la production de pétrole et de gaz que de la capacité de raffinage, nous mettra dans une position compétitive durable au sein de l'industrie pétrolière."

Quel sera l'impact du rapprochement de TOTAL et de PetroFina sur chacun des trois secteurs d'activité du Groupe ?

"Il sera positif pour chacun d'entre eux. L'objectif pour le secteur Amont était de produire 1 million de barils équivalent pétrole par jour (bep/j) en 2000 et 1,25 million de bep/j en l'an 2005. La création de TOTAL FINA nous permettra d'atteindre ce dernier niveau dès l'an 2000, avec la perspective d'une production de 1,5 million de bep/j en l'an 2005. TOTAL FINA disposera d'un portefeuille d'actifs de qualité, procurant une excellente diversification géographique des réserves et de la production de pétrole et de gaz entre les pays OCDE et les pays émergents. La mise en commun des actifs permettra en particulier de dégager de fortes synergies en mer du Nord et de renforcer les positions dans l'offshore profond, aux États-Unis et en Angola."

Dans le Raffinage-Distribution, la création de TOTAL FINA consolide les positions du Groupe dans les pays européens où ses parts

de marché étaient insuffisantes et lui permet de devenir le quatrième raffineur-distributeur en Europe. TOTAL FINA détiendra des positions solides au Benelux, en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne et en Italie.

La gestion commune des raffineries et des réseaux de distribution dégagera des gains d'exploitation importants. Dans le Nord-Ouest de l'Europe, le rapprochement des raffineries de TOTAL des sites de raffinage et de pétrochimie d'Anvers et de Feluy permettra de limiter très strictement les investissements nécessaires pour répondre aux nouvelles spécifications des carburants européens.

Le regroupement du secteur Chimie avec celui de PetroFina, qui comporte une pétrochimie de très haute qualité avec des points morts bas, élargit la base d'actifs et permet de constituer un pôle chimique de qualité et bien dimensionné dans le nouveau Groupe."

Les actionnaires bénéficieront-ils de la création de TOTAL FINA ?

"Cette opération sera créatrice de valeur pour nos actionnaires. Elle permet de mobiliser d'importantes synergies à partir de 2000, qui se traduiront par une augmentation récurrente du résultat opérationnel de plus de 2 milliards de francs en 2001 (300 millions d'euros) et plus de 3 milliards (460 millions d'euros) en 2002. Le résultat net par action de TOTAL FINA sera dès l'an 2000 supérieur à celui que TOTAL aurait dégagé s'il était resté seul. L'écart sera porté à 10 ou 15 % en 2002, selon le scénario

d'environnement qui prévaudra. Avec un bilan solide, TOTAL FINA aura les moyens de poursuivre une croissance autonome forte et d'améliorer la rentabilité du nouvel ensemble."

Des cessions d'actifs vont-elles intervenir ?

"Aux bornes du nouvel ensemble, nous allons avoir certains actifs d'une rentabilité marginale ou trop petits au regard des enjeux du nouveau groupe qu'il sera préférable de céder. Ces cessions, qui devraient représenter 5 à 10 milliards de francs (750 à 1 500 millions d'euros) sur les deux prochaines années, contribueront principalement au financement de notre très ambitieux programme de développement de l'Exploration-Production".

Quelles sont les conditions du succès du nouveau Groupe ?

"Ce succès dépendra en premier lieu de la réalisation des synergies annoncées. Dans le passé, TOTAL a toujours atteint les objectifs de gains de productivité qu'il s'était fixés. La même énergie sera employée pour qu'il en soit de même dans cette nouvelle étape de développement. Mais pour que cette opération de rapprochement soit un succès durable, il faut aussi qu'elle se fasse avec une forte adhésion individuelle de chacun des salariés du nouvel ensemble. Les équipes de TOTAL et de PetroFina se connaissent déjà bien. Surtout, elles partagent la même culture. Leur professionnalisme et leur motivation contribueront, je n'en doute pas, à la réussite de TOTAL FINA."

Comment voyez-vous le Groupe à horizon de dix ans ?

"Le pétrole représente aujourd'hui environ 40 % de la consommation énergétique mondiale et le gaz 20 %. Dans dix ans, ils compteront respectivement pour 40 % et 25 %. Face à cette évolution favorable, TOTAL FINA est bien positionné avec ses réserves de pétrole et de gaz. Parmi les grands groupes pétroliers, il est un de ceux qui a les perspectives de croissance des productions les plus importantes. C'est un avantage compétitif majeur. La croissance soutenue de sa production d'hydrocarbures lui permettra en effet de mieux résister aux conjonctures pétrolières déprimées et d'augmenter ses résultats et la rentabilité de ses capitaux.

TOTAL a fortement progressé depuis 10 ans dans le classement des compagnies pétrolières internationales. Alors que le Groupe était n° 13 au niveau mondial il y a 10 ans, n° 8 ou n° 9 selon les classements avant le rapprochement, il va se positionner à la 5^{ème} place. Avec ses perspectives de croissance, TOTAL FINA peut légitimement prétendre figurer, au cours de la décennie à venir, dans le peloton des tous premiers groupes pétroliers au monde en termes de compétitivité et de productivité."



Sur la photo figurent, au centre, le Président, T. Desmarest et, de gauche à droite, les autres membres du COMEX, au premier plan D. Valot et J.-P. Seeuws, au deuxième plan A. Madec, J.-P. Vettier et R. Castaigne. Les autres membres du CODIR sont, de gauche à droite, P.-R. Bauquis, J.-C. Company, J.-J. Guilbaud, M. Bénézit, C. Brice, H. Woestelandt, C. de Margerie, I. Howat et P. Proust.

Les trois secteurs d'activité de TOTAL sont organisés en centres de profit : Amont, Aval, Chimie.

L'Amont rassemble aux côtés de TOTAL Exploration Production (TEP) les activités Moyen-Orient, TOTAL Gaz- Electricité- Autres Energies.

L'Aval regroupe aux côtés de TOTAL Raffinage Distribution les activités Trading et Transports Maritimes.

Le centre de profit Chimie comprend la transformation des élastomères, avec Hutchinson, et la chimie de revêtements, avec Bostik, Coates, Kalon et la division Résines.

Les centres de profit bénéficient de l'assistance des Directions Fonctionnelles de la Holding : Direction Financière, Direction Stratégie et Planification, Direction Ressources Humaines et Communication, Direction des Affaires Juridiques et des Accords.

Le Comité Exécutif et le Comité Directeur constituent les instances de Direction du Groupe.

Instance décisionnelle, le Comité Exécutif (COMEX) définit la stratégie du Groupe et autorise les investissements correspondants. Il prépare les décisions du ressort du Conseil d'Administration de TOTAL. Les membres du COMEX sont : Thierry Desmarest, Président-Directeur Général ; Alain Madec, Directeur Général Stratégie et Finances ; Jean-Paul Vettier, Directeur Général Raffinage-Distribution ; Robert Castaigne, Directeur Financier ; Daniel Valot, Directeur Général Exploration-Production, et Jean-Pierre Seeuws, Directeur Général Chimie. Le COMEX se réunit deux fois par mois, davantage si nécessaire.

Le Comité Directeur (CODIR) assure la coordination des différentes entités du Groupe, le suivi des résultats d'exploitation des Directions Opérationnelles et l'examen des rapports d'activité des Directions Fonctionnelles. Le CODIR rassemble aux côtés

des membres du COMEX neuf dirigeants des différentes Directions Fonctionnelles et Opérationnelles : Pierre-René Bauquis, Michel Bénézit, Claude Brice, Jean-Claude Company, Jean-Jacques Guilbaud, Ian Howat, Christophe de Margerie, Pierre Proust, Hugues Woestelandt. Le CODIR se réunit tous les mois.

Note : Dans le cadre du rapprochement de TOTAL et de PétroFina, François Cornélis, Président de la Direction de PetroFina, deviendra Vice-Président du Comité Exécutif de TOTAL FINA, présidé par Thierry Desmarest.

Le Comité Directeur sera composé de dix-huit personnes. Outre les membres du Comité Exécutif, il comprendra MM. Michel Bénézit, Wayne Brenckle, Claude Brice, Axel de Broqueville, Jean-Claude Company, Michel-Marc Delcommune, Pierre-Marie de Leener, Jean-Jacques Guilbaud, Ian Howat, Christophe de Margerie, Hugues Woestelandt.

Ces dispositions deviendront effectives dès la réception de l'accord des autorités européennes en charge de la concurrence sur le rapprochement de TOTAL et de PétroFina.

LE CONSEIL ET LES COMITÉS

CONSEIL D'ADMINISTRATION COMITÉS D'ADMINISTRATEURS

Suite à la nomination de trois nouveaux administrateurs* lors de l'Assemblée générale mixte tenue le 14 janvier 1999

(M. le Baron Albert Frère, MM. Paul Desmarais et Thierry de Rudder), la composition du Conseil d'Administration de TOTAL est la suivante :

MM. Thierry Desmarest, François-Xavier Ortoli, Jérôme Monod, Michel François-Poncet, Serge Tchuruk, Jean Syrota, Antoine Jeancourt-Galignani, Lord Alexander of Weedon QC, MM. Bertrand Jacquillat, Daniel Bouton, Bruno Ribeyron-Montmartin, Didier Houssin, M. le Baron Albert Frère, MM. Paul Desmarais et Thierry de Rudder.

** La nomination de ces administrateurs est conditionnée par la levée des conditions suspensives décrites dans la sixième résolution de l'Assemblée générale mixte du 14 janvier 1999.*

Le Groupe a mis en place en 1995 deux Comités spécialisés. Ils ont poursuivi leurs travaux au cours de l'année 1998.

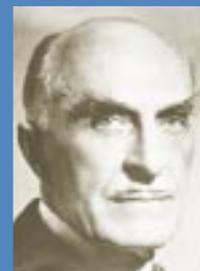
- Le Comité de nomination et des rémunérations, qui se substitue à l'ancien Comité des rémunérations, a pour mission d'étudier et de soumettre au Conseil toutes les propositions relatives au choix des administrateurs et mandataires sociaux, à la rémunération de ces derniers et aux plans d'option de souscription d'actions. Ce comité est composé de MM. Michel François-Poncet, Jérôme Monod, Serge Tchuruk et Thierry Desmarest (sauf pour les questions le concernant) ;
- Le Comité d'Audit a pour mission de donner au Conseil son avis sur la qualité des comptes et sur les procédures de contrôle interne du Groupe. Ce comité est composé de MM. François-Xavier Ortoli, Thierry de Rudder et Jean Syrota.

ORDRE DU JOUR DES RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil s'est réuni à 6 reprises en 1998. L'ordre du jour de ses réunions a comporté en particulier les points suivants :

- Janvier : Comptes estimés du Groupe pour 1997.
- Mars : Comptes définitifs 1997 (comptes consolidés, comptes Société mère) ; ordre du jour de l'Assemblée Générale.
- Mai : Nomination du Président.
- Septembre : Comptes du 1^{er} semestre 1998 (comptes consolidés, comptes Société mère).
- Novembre : Rapprochement de TOTAL et de PetroFina. Convocation d'une AGE.
- Décembre : Plan à 5 ans et budget 1999.

Création de la CFP



1923 — Par lettre du 20 septembre 1923, Raymond Poincaré, Président du Conseil, confie à Ernest Mercier la création d'une société chargée de "développer une production de pétrole sous contrôle français". Ernest Mercier dirigera la Compagnie Française des Pétroles jusqu'en 1940.

Conventions avec l'État

1924 — La CFP voit officiellement le jour le 28 mars 1924. Deux Conventions en date du 17 mai 1924 et du 5 juillet 1931 fixent le cadre de ses relations avec l'État.

La CFP entre en Bourse



1929 — La première cotation de l'action CFP s'effectue à la Bourse de Paris en 1929. En 1973, le titre est coté au London Stock Exchange. L'action TOTAL est introduite au New York Stock Exchange en 1991.

AMONT



L'ANNÉE

1998

STRATÉGIE

Dans l'Aval européen, TOTAL poursuit de manière continue l'augmentation de la rentabilité de ses activités de raffinage et de distribution. Dans un marché très concurrentiel, le programme de réduction du point mort de ses raffineries a été accentué. Le développement de ses positions dans le raffinage européen, consécutif à la création de TOTAL FINA, se traduira par une meilleure flexibilité opérationnelle et une amélioration de sa situation vis-à-vis des nouvelles spécifications en matière de carburants. Avec une part de marché très renforcée en Europe, le nouvel ensemble continuera, dans son réseau de distribution, à fidéliser sa clientèle par ses produits et ses services. Dans les autres zones, les investissements ont été réservés aux marchés à croissance élevée, essentiellement sur le pourtour méditerranéen, l'Afrique et l'Asie. Le programme d'investissements, sélectif et à retour rapide, est ajusté pour permettre au secteur de maintenir un cash flow net positif et d'améliorer sa rentabilité.

RÉALISATIONS

En 1998, TOTAL a raffiné 854 000 b/j et vendu 1 403 000 b/j de produits finis. Le résultat opérationnel de l'Aval a fortement progressé pour la seconde année consécutive, grâce à une meilleure tenue des marges de raffinage en Europe, aux gains de productivité qui ont permis d'abaisser à 13 \$/tonne le point mort des raffineries européennes et à une politique de marketing efficace associée à la maîtrise des frais fixes. Il s'établit à 4,6 milliards de francs, en hausse de 50 % par rapport à l'année précédente. La mise en place de nouveaux systèmes d'information et de communication destinés à adapter la société au passage à l'Euro et à l'an 2000 a bien progressé au cours de l'année. Ce système contribuera à réduire les coûts des systèmes d'information et à améliorer la productivité de toutes les activités, en particulier celle de la distribution, dans son réseau de 7 800 stations-service. Le projet IGCC (Gazéification Intégrée à Cycle Combiné) pour améliorer la valorisation des coupes pétrolières lourdes a été lancé à la raffinerie de Normandie. Le développement des ventes de produits de spécialités, notamment les gaz de pétrole liquéfiés en France, en Argentine, en Chine, aux Philippines et au Vietnam s'est poursuivi.



CHIMIE

TOTAL figure parmi les compagnies pétrolières dont la croissance de la production et des réserves d'hydrocarbures est la plus rapide. L'objectif est de conforter cette situation au cours des années à venir. À cette fin, le secteur Amont maintient un niveau élevé d'investissements et concentre ses activités sur des programmes d'exploration à fort potentiel et sur le développement de nouveaux projets de grande dimension et de bonne rentabilité. La diversification géographique des activités et l'expertise des équipes permettent la maîtrise des risques propres à l'activité du secteur. Outre la découverte et le développement de champs importants, l'accent est mis sur la recherche d'opportunités de valorisation des productions dans la filière du gaz naturel : projets liés au gaz naturel liquéfié ou à l'approvisionnement de centrales électriques, par exemple. La croissance de sa production, qui se conjugue à la diminution de ses coûts, permet à TOTAL de mieux résister aux fluctuations du prix du brut. La priorité du Groupe est d'accroître la part des capitaux mis en œuvre dans l'Amont et d'augmenter sa contribution aux résultats.



AVAL

TOTAL a poursuivi de manière récurrente sa politique d'obtention de nouveaux permis et projets de qualité, tout en mettant l'accent sur la rationalisation de ses actifs et de son portefeuille, sur l'équilibre des risques et sur l'allocation judicieuse de ses ressources financières. La production de pétrole et de gaz naturel s'est établie à 838 000 bep/j en 1998, et les réserves prouvées du Groupe ont atteint 5 083 millions de bep, consolidant un mouvement de croissance continu de la production et des réserves depuis le début des années quatre-vingt-dix. TOTAL continue à se placer parmi les compagnies pétrolières les plus performantes en termes de taux de renouvellement des réserves et de coût de remplacement par baril. Le développement de nouveaux champs de grande dimension tels que le bloc 14 en Angola, Sirri et South Pars en Iran, le lancement du projet géant Sincor au Venezuela assurent la poursuite de la croissance de la production du Groupe au cours des années à venir. L'exploration a été particulièrement fructueuse en 1998, marquée par des extensions de champ et des découvertes nouvelles en Angola, au Venezuela, en Bolivie, en Indonésie, en Thaïlande et en mer du Nord. Le portefeuille de permis en eaux profondes a été notablement renforcé par de nouveaux blocs dans le golfe du Mexique, au Nigeria et au Gabon.

Dans la Chimie de Spécialités, la croissance continue des activités, aussi bien interne qu'externe, permet d'apporter une contribution significative aux résultats de TOTAL et d'en constituer un élément de stabilité. L'amélioration prévue de la rentabilité du secteur s'appuie sur la poursuite des programmes de productivité, la qualité de sa recherche pour des produits à haute valeur ajoutée, le développement des activités et les synergies liées à des acquisitions. Dans un environnement industriel marqué par les regroupements et la mondialisation, le regroupement de la Chimie de TOTAL et de PetroFina permettra de constituer un pôle chimique de qualité, bien dimensionné, où le développement sera autofinancé. La part de la Chimie de Spécialités sera de l'ordre des 2/3 et celle de la Pétrochimie d'1/3.

La Chimie de TOTAL a conjugué en 1998 croissance interne et externe. Son chiffre d'affaires a progressé de 9,1 % à 31,1 milliards de francs et son résultat opérationnel s'est établi à 2,5 milliards de francs, en hausse de 8,7 %. Hutchinson, l'un des leaders de la transformation du caoutchouc pour les marchés automobiles, industriels et grand public a développé ses positions par la mise en service de nouvelles usines aux États-Unis, en Espagne et en Chine. Bostik, dans le secteur des Adhésifs, a achevé l'intégration des activités de la société Mydrin et mis en service de nouvelles unités de production aux États-Unis et en Allemagne. L'activité Résines, un des leaders sur le marché des *gel coats*, a continué à parfaire son implantation, en Espagne, avec l'acquisition de la société Resisa, et aux États-Unis. Kalon, numéro 3 des peintures décoratives en Europe, a dû faire face à un environnement économique dégradé et a achevé la restructuration de ses activités en France. L'activité Encres, regroupée au sein de Coates, a concentré ses efforts, dans un environnement toujours difficile en Europe, sur le lancement d'un programme de modernisation et de spécialisation de l'outil industriel, qui a débuté par la consolidation de ses activités en Espagne.



AMONT

Exploration-Production, Moyen-Orient, Gaz

CROISSANCE SOUTENUE DES RÉSERVES ET DE LA PRODUCTION EN 1998

TOTAL a augmenté en 1998, pour la neuvième année consécutive, ses réserves d'hydrocarbures. Elles atteignent 5 083 millions de barils équivalent pétrole (bep), dont 40 % de gaz, en hausse de 5,2 % par rapport à 1997. La production d'hydrocarbures a pour sa part progressé de 4,4 %, à 838 000 bep/j, dont 32,8 % de gaz.

TOTAL continue à se placer parmi les compagnies pétrolières les plus performantes en termes de taux de renouvellement des réserves (229 % en moyenne sur la période 1996-1998) et de coût de remplacement par baril

(4\$/bep en moyenne sur la période 1996-1998).

Le Groupe est l'un des acteurs principaux du marché du gaz naturel liquéfié (GNL) dans le monde. Il a commercialisé, à travers ses participations, 3,7 millions de tonnes de GNL en 1998.

Le résultat opérationnel de l'Amont s'est établi à 5,4 milliards de francs en 1998, soit 43 % de celui réalisé par l'ensemble du Groupe, hors éléments non récurrents.

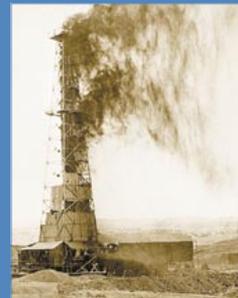
Les investissements réalisés ont atteint 14,5 milliards de francs, en hausse de 16 % par rapport à ceux de 1997.

Pour TOTAL, l'année 1998 a été exceptionnellement active en matière de renouvellement de son portefeuille d'actifs d'Exploration-Production. Ainsi, de nouveaux permis ont été acquis en Argentine, Bolivie, Indonésie et mer du Nord pour ce qui concerne l'exploration à terre ou en mer "conventionnelle", tandis qu'en mer profonde des positions significatives ont été acquises au Nigeria, au Gabon et dans le golfe du Mexique (USA).

Parallèlement, plusieurs cessions ou réductions de participations, concernant des



Découverte du champ pétrolifère irakien de Kirkouk par l'Iraq Petroleum Company



1927 — Cette découverte marque le point de départ des activités du Groupe au Moyen-Orient.

L'IPC développe ses opérations dans les Émirats du Golfe.



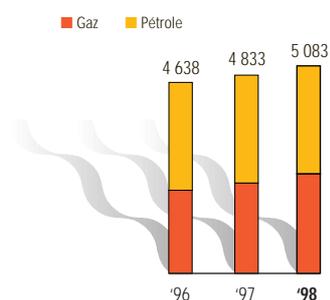
1939 — Abu Dhabi deviendra 50 ans plus tard le pays du Moyent-Orient où la présence de TOTAL est la plus forte.

actifs non stratégiques ou trop isolés, ont été réalisées, notamment aux USA (vente de TOTAL Minatome Corporation), en Grande-Bretagne et en Indonésie (champ de Tuban).

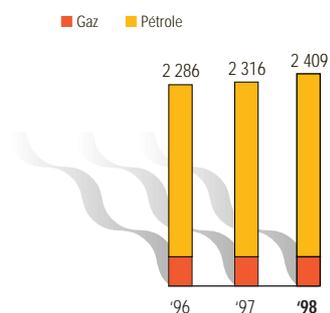
MOYEN - ORIENT

En 1998, le Moyen-Orient a contribué pour 48 % aux réserves d'hydrocarbures du Groupe et sa quote-part dans la production s'est stabilisée à 38 % avec 317 000 bep/j, en progression de 2,9 % par rapport à l'année précédente, augmen-

Réserves de pétrole et de gaz
(Mbep)



Réserves prouvées de pétrole et de gaz au Moyen-Orient
(Mbep)



*Découverte
des gisements d'Hassi
Messaoud [pétrole] et
d'Hassi R'Mel, [gaz]*



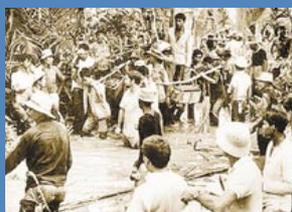
1956 — Le Sahara a été le creuset du savoir-faire du Groupe en matière d'exploration-production de pétrole et de gaz.

*Mise en service de
l'usine de liquéfaction
d'Arzew [Algérie]*



1964 — TOTAL prend une part active dans la société de liquéfaction (CAMEL) qui exploite cette usine, la première au monde.

*Signature du premier
contrat de partage de
production en Indonésie.*



1968 — Les efforts de recherche aboutissent, sur le permis de la Mahakam, aux découvertes de Bekapai (1972) et d'Handil (1974). De nombreuses autres découvertes suivront.

tation provenant de la production de gaz, au Qatar essentiellement.

En Iran, dans le cadre du contrat de développement signé en 1995, la production d'huile a démarré sur le champ de Sirri A (TOTAL opérateur, 70 % du consortium) à un rythme de 7 000 b/j. La mise en production du champ de Sirri E est intervenue début 1999. Les travaux se poursuivent sur le champ de South Pars, l'un des plus grands champs au monde de gaz et de condensats (TOTAL opérateur, 40 % du consortium). Le démarrage de la production est prévu en 2001.

Au Qatar, le 3^{ème} train de liquéfaction de l'usine de Qatargas (TOTAL 10 %) a commencé à produire en milieu d'année, portant la capacité de production à 6 Mt/an. Cette nouvelle tranche permet d'honorer le contrat de vente signé avec

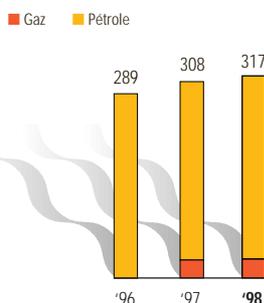


Champ de Sirri, Iran

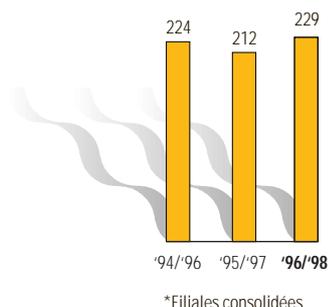
un consortium de 7 acheteurs japonais.

En Oman, dans le cadre du projet Oman LNG (TOTAL 5,54 %), deux contrats de vente long terme ont été signés avec Osaka Gas et Dabhol Power Company (Inde), complétant ainsi la commercialisation de la capacité de production de l'usine de liquéfaction dont les premières livraisons sont prévues début 2000. Le Groupe a ramené sa participation à 80 % sur le bloc 4 par amodiation. Un forage doit intervenir sur ce bloc au début de 1999.

*Production au Moyen-Orient
(milliers de bep/j)*



*Taux moyen de renouvellement
des réserves* [moyenne sur 3 ans]
(%)*



EUROPE

La production en mer du Nord (-12 % en 1998) a été affectée par la baisse de la demande gazière, en particulier au Royaume-Uni, pour des raisons essentiellement climatiques.

En mer du Nord britannique, la révision à la hausse des réserves initiales de la région d'Alwyn (TOTAL 33,3 %, opérateur) s'est poursuivie et a conduit à lancer des projets permettant la valorisation optimale des réserves additionnelles, en particulier une augmentation de 30 % de la capacité d'exportation de gaz. Les injections de gaz miscible pour la récupération additionnelle ("tertiaire") d'huile sur le champ d'Alwyn commenceront en 1999.

Dans le domaine des actifs non opérés, les mises en production des nouveaux champs de

Mungo et Monan ainsi que de la seconde phase de Bruce (province ouest) se sont effectuées comme prévu en 1998 tandis que le démarrage effectif de Mallard était repoussé à 1999.

En matière technique, TOTAL a réussi une première en mer du Nord en réalisant par plus de 100 mètres d'eau la connexion sous-marine du pipeline d'exportation du champ de Ross, opéré par un tiers, au pipeline Frigg-Saint Fergus, sans arrêt opératoire de ce dernier.

TOTAL a par ailleurs cédé à Gaz de France sa participation de 11,5 % dans le champ de Murdoch, y compris la part de l'infrastructure de transport CMS qui lui est associée.

En Norvège, le redéploiement du complexe d'Ekofisk-Phase 2 (TOTAL 3,37 %) s'est achevé comme prévu en 1998.

Sur le champ géant d'Asgard en mer du Nord norvégienne, (TOTAL 7,65 %) la production



Dunbar, mer du Nord britannique

d'huile commencera en 1999 tandis que le développement des installations de production de gaz se poursuit, pour démarrage en 2000.

Le projet du champ gazier d'Huldra (TOTAL 24,3 %) a été lancé, avec une date de mise en production prévue pour 2001.

Aux Pays-Bas, TOTAL a mis en œuvre en 1998 un programme de forage important qui a conduit



Complexe de Production d'Handil, Indonésie

à trois découvertes de gaz dans le secteur central Nord-Ouest: K4-F (TOTAL 20 %), champ qui sera développé en même temps que celui de K1-A, F15-B (TOTAL 12,73 %) et K4-N (TOTAL 8,69 %), mis tous deux en production immédiate, après connexion des puits d'exploration aux installations existantes. Les champs P2 NE/SE (TOTAL 7,36 %) ont été mis en production au cours de l'année. Par ailleurs, le développement des champs K6-GT (TOTAL 18,72 %), L4PN (Pole du Nord, TOTAL 20,8 %) et D12/D15 (Andalusite, TOTAL 8,17 %) est pratiquement achevé, pour une mise en production en 1999.

La production de l'année, 8 Mbep, a été largement renouvelée par des réserves nouvelles, apportées essentiellement par le bloc K4.

ASIE (HORS MOYEN-ORIENT)

En Indonésie, TOTAL a étendu son domaine minier en prenant un nouveau permis d'exploration en mer, Walo, près de l'île de Misool (Irian Jaya).

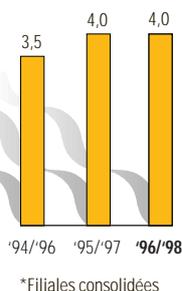
Dans l'East Kalimantan, les forages effectués en 1998 sur le permis de la Mahakam ont conforté le potentiel gazier du champ de Tunu.

Ils ont aussi montré que le sud du permis contenait probablement des quantités de gaz suffisantes pour donner lieu, dans le futur, à un développement. Un programme de sismique 3D a également été entrepris durant l'année 1998 dans les zones les moins connues de ce permis.

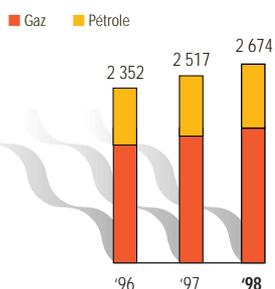
Grâce à la mise en service, fin 1997, d'un 7^{ème} train de liquéfaction à l'usine de Bontang, la production de gaz du permis de la Mahakam a continué d'augmenter en 1998. Les installations de traitement de gaz au nord du champ de Tunu ont été mises en production au premier semestre et le développement du champ de Peciko se poursuit normalement. Son démarrage est prévu pour la fin de 1999, en même temps que le 8^{ème} train de liquéfaction de l'usine de Bontang.

Cette usine est la plus grande usine de liquéfaction de gaz du monde et sa capacité, fin 1999, sera supérieure à 21 millions de tonnes/an. Cette capacité est utilisée jusqu'en 2010 pour liquéfier des volumes de gaz vendu à des acheteurs de premier rang ou à des sociétés nationales, dans le cadre d'engagements contractuels de longue durée liés au dollar.

Coût de renouvellement des réserves* (moyenne sur 3 ans)
(\$/bep)



Réserves de pétrole et de gaz hors Moyen-Orient
(Mbep)



À partir de 2000, les acheteurs japonais représenteront environ 75 % des volumes, le reste étant destiné à Taiwan et à la Corée du Sud.

L'impact en 1998 de la baisse de la demande coréenne sur les livraisons de GNL de l'usine de Bontang a été évalué à moins de 1 % de la production globale d'hydrocarbures du Groupe.

Dans le golfe de Thaïlande, TOTAL a terminé, dès le mois de juillet 1998, le développement de la " phase III " du champ de Bongkot, ce qui a porté la capacité des installations de 3,5 à 5,5 milliards de m³ par an. L'acheteur du gaz, la société nationale PTT, a augmenté ses enlèvements de gaz en proportion et Bongkot produit aujourd'hui environ un tiers des besoins en gaz de la Thaïlande.

Au 1^{er} juillet 1998, TOTAL a transféré, comme prévu, le rôle d'opérateur du champ de Bongkot à PTT-EP, filiale de la société PTT. Cette opération,



Installations de Rio Cullen, Argentine

préparée depuis plusieurs années et qui comportait entre autres, un programme majeur de formation du personnel thaïlandais, a parfaitement réussi. TOTAL continue à fournir des services et du personnel au nouvel opérateur PTT-EP aux termes d'un contrat d'assistance technique.

En décembre 1998, TOTAL et les deux autres partenaires de Bongkot (PTT-EP et B.G.) ont racheté ensemble et au prorata de leurs parts les 10 % détenus auparavant par la société norvégienne Statoil. La participation de TOTAL est passée de ce fait de 30 à 33,33 %.

Au Myanmar, les travaux de développement du champ gazier de Yadana (TOTAL 31,2 %, opérateur) se sont terminés comme prévu début juillet 98. Les livraisons de gaz vers la Thaïlande ont pu commencer dès le mois d'août mais à un rythme très faible car la construction de la centrale électrique thaïlandaise de Ratchaburi a pris du retard et ne permettra pas de livrer des quantités significatives avant la mi-1999.

AMÉRIQUE LATINE

La production du Groupe en Amérique latine s'est élevée à 118 000 bep/j, en augmentation

de 28 % par rapport à 1997, en raison notamment de la montée en puissance des gisements de Cusiana/Cupiagua en Colombie.

En Argentine, la croissance de la production de gaz des champs d'Aguada Pichana (TOTAL 27,27 %, opérateur) et de San Roque (TOTAL 24,71 %, opérateur) dans la province de Neuquen s'est poursuivie en 1998, une part croissante de cette production étant exportée vers le Chili à travers le gazoduc GasAndes (TOTAL 10 %).

En Terre de Feu, une campagne de forages offshore a permis de poursuivre la délimitation des gisements de Carina et de Vega Pleyade, et de forer deux puits de développement sur le gisement d'Argo dont la mise en production est prévue début 1999. Des forages de puits à long



Forage à long déport, Terre de Feu

déport à partir de la terre ont été effectués, dont les puits record de Cullen Sud 1 et 2 qui atteignent leurs objectifs à plus de 8 000 et 10 000 m de déport.

Par ailleurs, la construction de l'usine d'extraction de GPL a commencé, sa mise en service étant prévue pour fin 1999.

Enfin, TOTAL a accru son domaine minier en prenant des participations et le rôle d'opérateur dans deux permis d'exploration situés à terre au sud de la Patagonie.

En Colombie, la production des champs de Cusiana et Cupiagua a progressé en cours d'année pour atteindre près de 460 000 b/j fin 1998, grâce à la mise en service du centre de production de Cupiagua (TOTAL 15,2 %).

La campagne sismique démarrée en 1997



Champ de Jusepin, Venezuela

sur le permis de Gaitanas a été terminée et ses résultats sont en cours d'interprétation.

Au Venezuela, le champ de Jusepin (TOTAL 55%, opérateur) a atteint en cours d'année un débit de 35 000 b/j. Sur le même bloc, une découverte d'huile légère a été faite sur la structure distincte de Cotoperi qui sera mise en production à travers les installations existantes en 1999.

Sur le permis d'exploration de Punta Pescador, TOTAL a ramené sa participation de 50 à 35 %.

Sur le projet Sincor (développement, production, traitement et commercialisation des huiles extra-lourdes de l'Orénoque dans la région de Zuata), TOTAL a porté sa participation de 40 à 47 %.

Le projet Sincor, dont les réserves en place sont de 38 milliards de barils, produira en plateau, à partir de 1 000 puits horizontaux, 200 000 b/j d'un brut de 8,5° API pendant 35 ans à partir de 2002. Ce brut sera mélangé à un diluant puis transporté sur 200 km par oléoduc jusqu'à l'usine de José, où il sera traité pour être transformé en un brut synthétique de haute qualité (32° API - basse teneur en soufre). La production de ce brut léger, atteindra 180 000 barils/jour en plateau.

Sincor revêt un intérêt majeur pour TOTAL : il contribuera fortement à la croissance des réserves et de la production d'hydrocarbures du Groupe. La décision définitive de lancement du projet, dont le coût total est estimé à 3,6 milliards de \$, a été prise en août 1998. Les contrats principaux de construction ont été attribués et un financement bancaire à hauteur de 1,2 milliard de \$ a déjà été obtenu.

En Bolivie, une découverte significative de gaz a été effectuée sur le permis de San Alberto (TOTAL 15 %) où le puits de SAL-X-10 a montré un potentiel de production important. Un autre forage a débuté sur ce bloc et un troisième sur le permis voisin de San Antonio.

Sur le permis du bloc XX, TOTAL a ramené sa participation à 41 % en conservant le rôle d'opérateur. Un forage d'exploration est en cours fin 98.

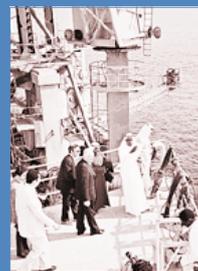
Le Groupe a par ailleurs pris en janvier 1999 une participation de 75 % sur le permis de Bereti, adjacent à la limite est du permis du bloc XX.

Découverte du gisement de gaz de Frigg, en mer du Nord.



1971 — Le gisement est mis en production en 1977. TOTAL est opérateur du système de transport et du terminal de Saint-Fergus, en Écosse.

Mise en production d'Abu Al Bukhoosh (ABK).



1974 — TOTAL (75 %) est l'opérateur du champ, le premier dans le Golfe confié à une société française. ABK est la vitrine de l'expertise du Groupe dans la région.

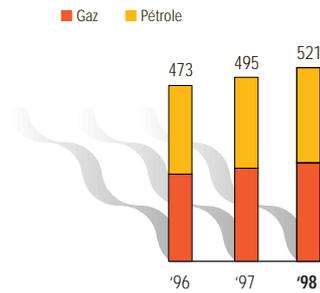
Découverte du gisement d'Alwyn, en mer du Nord britannique

1975 — Plus de vingt ans après la découverte, de nouvelles méthodes ont permis de réévaluer de 300 millions de barils équivalent pétrole les réserves initiales de la zone.

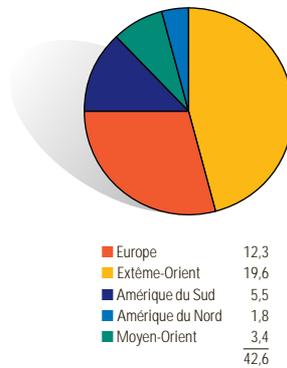
Mise en service de l'usine de Das Island (Abu Dhabi), premier projet GNL dans le Golfe

1977 — TOTAL est actuellement la seule compagnie pétrolière internationale à être présente dans les complexes de liquéfaction du Moyen-Orient en activité ou en projet, à la fois à Abu Dhabi, au Qatar, à Oman et au Yémen.

Production de pétrole et de gaz hors Moyen-Orient (milliers de bep/j)



Production de gaz en 1998 par zone géographique (M m³/j)



AFRIQUE, C.E.I. ET ÉTATS-UNIS

En Algérie, le projet de Tin Fouyé Tabankort (TOTAL 35 %) a progressé conformément au calendrier des travaux. La mise en production devrait intervenir au premier trimestre 1999, pour atteindre un plateau de production estimé à 20 millions de m³/j de gaz, 21 000 b/j de condensats et 24 000 b/j de GPL.

La production du champ d'Hamra a atteint son niveau de pleine production en 1998, soit un plateau de 24 000 b/j en condensats et 15 000 b/j en GPL.

En Angola, la production du bloc 2/80-85 (TOTAL 27,5 %), s'est établie à 99 000 b/j en moyenne annuelle.

Les partenaires du bloc 14 (TOTAL 20 %) ont lancé en octobre 1998 la première phase de développement du champ géant de Kuito. Un développement accéléré permettra le démarrage de la production dès la fin 1999, pour atteindre, en plateau, 100 000 b/j. Par ailleurs, sur le même bloc, deux nouvelles découvertes ont été effectuées en 1998 : Benguela, au mois de juillet et Belize au mois d'octobre. Ces découvertes portent sur une huile de bonne qualité.

Au Gabon, TOTAL a acquis début novembre un intérêt de 28 % dans deux blocs d'exploration situés dans l'offshore profond (Astrid/Anton). TOTAL est opérateur sur ces blocs qui ont une superficie globale de 12 600 km² et sont situés à une profondeur d'eau comprise entre 1 000 et 3 000 m. Le programme d'exploration devrait comprendre l'acquisition d'une sismique 3D en 1999 et le forage de plusieurs puits d'exploration en 2000-2001.

En Libye, le développement de la partie ouest du champ de Mabruk (TOTAL 75 % opérateur) est pratiquement terminé et la production a atteint un niveau de 18 000 b/j en décembre. Sur le champ de El Sharara (ex Murzuk) sur la concession NC 115 (TOTAL 30 % de la part étrangère, soit 7,5 % d'accès à la production totale), la production a nettement progressé (140 000 b/j fin 1998) et devrait croître en 1999 au niveau de 200 000 b/j. Les contrats pour les blocs A et B au nord et au sud du champ de El Sharara (TOTAL 24 % du consortium étranger) ont été ratifiés et les premiers travaux de sismique ont commencé.

Au Nigeria, TOTAL a acquis une participation de 24 % dans le permis en mer profonde OPL 246. Le bloc, d'une superficie de 2 500 km², a une

Forage en Méditerranée profonde par 1 714 m d'eau : le record de l'époque



1982 — Pionnier des forages à grande profondeur, avec les navires "à positionnement dynamique", TOTAL va forer plusieurs puits d'exploration dans l'offshore profond du Gabon en 2000 et 2001.

Lancement du développement du champ d'Hydra



1987 — Ce champ est le premier à être développé par le Groupe en Argentine. TOTAL est aujourd'hui le premier producteur étranger d'hydrocarbures dans ce pays.

profondeur d'eau comprise entre 1 200 et 1 800 m. Une campagne sismique 3D a commencé en novembre et devrait s'achever début 1999. Le forage du premier puits d'exploration est prévu au dernier trimestre de 1999.

Au Yémen, la production du champ de Kharir, sur le permis d'East Shabwa (TOTAL 28,57 % opérateur), s'est établie à environ 15 000 b/j au dernier trimestre 1998. Sur le permis de Jannah (TOTAL 15 %) situé dans la région de Marib, au centre du pays, la production a atteint un niveau



Rig de forage, Angola

proche de 30 000 b/j en décembre, avec un objectif de doublement à mi-1999.

Par ailleurs, Yemen LNG Company, dont TOTAL est le principal actionnaire (36 %) et à qui l'État du Yémen a confié la réalisation d'un projet d'exportation de GNL (5,3 millions de tonnes par an) à partir des réserves de la région de Marib, a poursuivi ses efforts de prospection commerciale sur un marché affecté par la réduction de la demande asiatique.

Au Kazakhstan, suite à la réalisation de la campagne sismique en mer Caspienne et à la signature de l'accord de partage de production de novembre 1997, les partenaires ont fondé une société opératrice, OKIOC. Un premier forage sur Kashagan Est est prévu au printemps 1999. Par ailleurs, deux nouvelles compagnies



Terminal de Saint-Fergus, Écosse

sont entrées dans l'association suite au retrait d'un des partenaires initiaux, la part de TOTAL restant inchangée à 14,28 %.

En Azerbaïdjan, une campagne de sismique 3D a été réalisée sur le permis d'Absheron (TOTAL 20 %) ; l'interprétation est en cours fin 1998, de même que pour les données obtenues lors des campagnes 2D et 3D sur le permis de Lenkoran (TOTAL 10%).

Aux États-Unis, TOTAL a cédé sa filiale TOTAL MINATOME. Avec 38,5 millions de barils équivalents pétrole de réserves prouvées comptabilisées au 31 décembre 1997, les actifs cédés de TMC représentaient moins de 1 % des réserves mondiales du Groupe. Les droits miniers relatifs aux blocs de l'offshore profond du golfe du Mexique ont été exclus de la vente et transférés à une nouvelle filiale de TOTAL, TEP USA.

TEP USA détient fin 1998 des intérêts sur 21 blocs dans l'offshore profond du golfe du Mexique et poursuit sur certains d'entre eux des forages d'exploration.

AVAL GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Prise de positions dans la logistique gaz et électricité

Pour assurer ses débouchés, équilibrer son portefeuille amont et participer à l'ouverture des marchés, TOTAL poursuit un programme

d'investissements et de prises de participations dans l'aval de la filière gaz : logistique, gazoducs, bateaux, stockages, terminaux de réception de GNL, mais aussi génération électrique. L'autre objectif poursuivi est de développer l'expertise trading et marketing gaz.

En France, TOTAL a porté sa participation à 15 % dans la Compagnie Française du Méthane.

TOTAL, en association avec EDF et TEXACO, a par ailleurs annoncé le lancement du projet de gazéification intégré à un cycle combiné (IGCC) implanté sur le site de la raffinerie de Normandie, qui devrait entrer en service fin 2003 pour produire de l'électricité, de la vapeur et des gaz industriels à partir des coupes pétrolières lourdes de la raffinerie.

En Angleterre, TOTAL Gas Marketing a poursuivi son recentrage sur les activités de trading et de vente aux grands industriels, avec l'introduction d'un nouveau type de contrat plus flexible (GasBank). L'activité domestique a été cédée ainsi que la part du portefeuille la plus exposée aux aléas climatiques.

En Amérique latine, TOTAL a acquis une participation de 10 % dans le gazoduc GasAndes reliant le bassin de Neuquen en Argentine à Santiago du Chili.

TOTAL participe en association avec des partenaires locaux à des études de terminaux d'importation de GNL, en Turquie, en Inde et en Chine notamment. Ces projets sont associés en général à des projets de centrale électrique, ou de réseaux de distribution. En Turquie, TOTAL poursuit également un projet de terminal et de centrale électrique au GPL.



AVAL

Raffinage et Distribution

VOLUME RECORD DES QUANTITÉS RAFFINÉES EN 1998 ET ABAISSEMENT CONTINU DU POINT MORT. MARKETING EFFICACE ET RÉDUCTION DES FRAIS FIXES

Dans un environnement plus porteur que celui des années précédentes, l'Aval a bénéficié en 1998 des efforts de productivité et de maîtrise des frais fixes mis en œuvre depuis plusieurs années. Le résultat opérationnel du secteur atteint 4,6 milliards de francs, en progression de 50 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation provient pour 60 % de l'amélioration de l'environnement et pour 40 % des actions propres à TOTAL.

TOTAL est un important raffineur et distributeur de produits pétroliers, avec des ventes

supérieures à sa capacité de raffinage.

Fin 1998, la capacité de raffinage est de 891 000 b/j, en Europe, en Afrique et en Asie.

Ses raffineries produisent une large gamme de produits performants déjà pratiquement adaptés aux nouvelles normes de qualité prévues à l'horizon 2000. Elles contribuent également à la production d'une large gamme de produits de spécialités à plus forte valeur ajoutée tels que les GPL, carburateurs, bases pétrochimiques, fluides spéciaux, lubrifiants, cires et paraffines, bitumes.

TOTAL exploite, d'autre part, un réseau de près de 7 800 stations dans le monde, aux couleurs Premier. Dans le domaine du marketing et de la communication, TOTAL, "compagnie pétrolière officielle" de la Coupe du monde de football, a bénéficié du succès des opérations de promotion associées.

La politique d'investissements sélectifs menée par l'Aval a été poursuivie, axée vers le développement des spécialités et les zones en croissance : Bassin méditerranéen, Afrique, Asie. Ces investissements se caractérisent par un



*Création de
la Compagnie Française
de Raffinage (CFR)*

1929 — La Compagnie est créée par la CFP avec la participation de l'État et de plusieurs sociétés françaises de distribution indépendantes dont Desmarais Frères, Lille Bonnières et Colombes et la Société Française des Carburants.

*Inauguration de la
raffinerie de Normandie.*



1933 — Cette raffinerie est la première à avoir été mise en service par la CFR.

*Mise en service
de l'Émile Miguet*



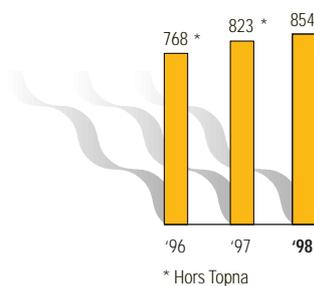
1937 — Ce pétrolier de 21 500 tonnes exploité par La Compagnie Navale des Pétroles, filiale de la CFP créée en 1931, est à l'époque le plus grand navire pétrolier du monde.

temps de retour rapide, afin que l'ensemble du secteur génère un cash flow positif.

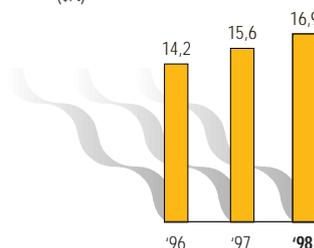
EUROPE DE L'OUEST

L'Europe de l'Ouest représente 70 % des ventes de produits de TOTAL et 92 % de sa capacité de raffinage. Le Groupe y exploite cinq raffineries : trois en France et deux en partenariat, aux Pays-Bas (avec Dow) et au Royaume-Uni (avec PetroFina). Il possède, par ailleurs, des intérêts minoritaires dans une raffinerie en Allemagne (Schwedt) et

Pétrole brut traité en raffinerie
(milliers de b/j)



Marges de raffinage en Europe
(raffineries complexes)
(\$/t)



Création de la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique



1947 — Cette société est la première filiale de distribution du Groupe. Elle deviendra TOTAL Outre-Mer en 1991.

Lancement de la marque TOTAL



1954 — En créant sa marque, la CFP part à la conquête de ses marchés de distribution, en France, en Europe, mais aussi dans les pays d'Afrique anglophone, et en Australie.

Ouverture du bureau de représentation de Tokyo

1958 — Créé pour écouler le pétrole concession de la CFP au Moyen-Orient, ce bureau a étendu ses activités au négoce du gaz, des produits pétroliers et du charbon. Grâce à ses centres de trading, TOTAL réalise des opérations commerciales vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans le monde entier.



Raffinerie de la L.O.R. (Lindsey Oil Refinery), Royaume-Uni

dans une quatrième raffinerie en France (Reichstett).

En 1998, les quantités traitées en Europe ont atteint le niveau record de 38 millions de tonnes. Cette performance a été obtenue par l'amélioration continue de l'outil de raffinage et la poursuite de la consolidation sur le marché intérieur.

La baisse des points morts des raffineries s'est poursuivie grâce au maintien des efforts de gestion rigoureuse et aux progrès de la valorisation de l'outil de raffinage. Un plan Énergie a été mis en place, visant à améliorer l'efficacité énergétique des installations et contribuant à la baisse des points morts.

La réalisation de plusieurs arrêts pour entretien, notamment à la raffinerie de Flessingue et à la raffinerie de Provence, a été mise à profit pour moderniser les unités de production, les équiper pour les nouvelles réglementations environnementales (nouvelle unité de soufre à la raffinerie de Flessingue, récupération de vapeur sur les postes de chargement) et

les adapter au niveau de qualité des carburants requis pour l'an 2000.

À la raffinerie de Normandie, le projet d'implantation de l'IGCC (Gazéification Intégrée à un Cycle Combiné) fin 2003 devrait améliorer la valorisation des coupes pétrolières lourdes. TOTAL participera à cet investissement, premier de ce type en France, à hauteur de 35 à 40 %. Première coopération entre TOTAL et EDF, ce projet performant en termes de rendement énergétique et bien adapté aux futures normes environnementales renforce la compétitivité de la plate-forme de raffinage de Gonfreville.

En France, dans le domaine de la distribution, TOTAL a poursuivi avec succès sa politique de rationalisation de son réseau qui s'est traduite par l'ouverture de quelques stations-service sur des axes privilégiés et une nouvelle augmentation des débits unitaires moyens. Par ailleurs, la politique de qualité de services et de fidélisation de la clientèle a été poursuivie avec en particulier, pour la clientèle

professionnelle, le lancement de la première carte de paiement pétrolière à puce GR Actys. La part de marché de TOTAL a progressé par rapport à ses concurrents pétroliers.

Dans les autres pays européens, TOTAL a poursuivi son programme d'intégration de stations dans le système de gestion directe, permettant ainsi de développer les ventes de diversification et d'augmenter les résultats du réseau.

Au Royaume-Uni, dans le hors-réseau, le rachat de la société Croda a permis de développer les positions sur le marché des bitumes.

En Allemagne, TOTAL a poursuivi la consolidation du réseau par la construction ou le rachat de quelques stations et le développement du hors-réseau dans le cadre de la joint-venture avec Saarberg.

SPÉCIALITÉS

La production et la commercialisation de spécialités (carburéacteurs, butane et propane, lubrifiants et graisses, paraffines et cires, bitumes, solvants) ont contribué pour une part importante au résultat de l'Aval en 1998.

La baisse des prix du brut a eu un impact favorable sur les résultats de ces produits à forte valeur ajoutée, dont les prix de vente sont moins sensibles aux évolutions des coûts matière.

Les investissements dans les spécialités sont en progression, avec notamment le développement de l'activité GPL en Argentine, suite à l'acquisition en 1997 de la société Argon devenue TOTALGAZ Argentina.

AFRIQUE

TOTAL est le deuxième raffineur-distributeur du continent, avec plus de 7 Mt vendues en 1998, principalement en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya, en Côte d'Ivoire, représentant une part de marché réseau d'environ 14 %.

TOTAL est présent en distribution avec 36 filiales et 2 400 points de vente, et également en raffinage avec des participations dans cinq raffineries : Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal et Afrique du Sud.

En 1998, TOTAL a consolidé ses positions au Gabon et en Guinée équatoriale et démarré une activité au Rwanda et en Égypte.

Au Nigeria, afin d'améliorer l'approvisionnement en produits pétroliers du marché local,



Distribution de GPL, Argentine

TOTAL, premier distributeur avec 330 stations et 11 % de parts de marché, s'est vu confier la réhabilitation de la raffinerie de Kaduna qui a redémarré début 1999.

Enfin, les réseaux TOTAL d'Afrique du Sud et du Maroc ont été équipés d'un système de cartes pétrolières de paiement.



Station-service de Petroport, Afrique du Sud

MÉDITERRANÉE / EUROPE CENTRALE

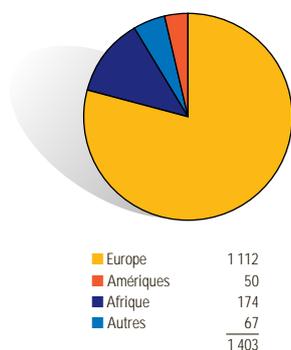
Dans le Bassin méditerranéen, TOTAL poursuit son expansion. En 1998, 3,5 Mt ont été commercialisées au travers notamment d'un réseau de 1100 stations.

En Espagne, TOTAL, seule compagnie pétrolière à commercialiser depuis juin 1998 dans l'ensemble de son réseau un super sans plomb écologique répondant aux normes de l'an 2000 (<1% de benzène et <150ppm de soufre), a conforté sa position d'innovateur en matière de carburants propres. Par ailleurs, TOTAL a ouvert à Barcelone et à Madrid deux stations équipées d'une distribution de GPL carburant. Il s'agit des deux premières stations-service mixtes du pays, où, jusqu'à présent, existaient exclusivement des stations spécialisées en GPLc.

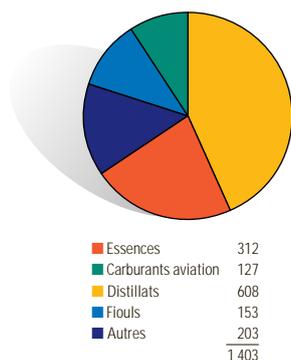
En Turquie, TOTAL a ouvert un nouveau dépôt pétrolier ainsi qu'un centre emplisseur de GPL et poursuivi la croissance de son réseau qui compte désormais plus de 350 stations.

En Europe centrale, TOTAL a consolidé sa position commerciale avec l'ouverture de nouvelles stations, 9 en Hongrie et 4 en République tchèque, et renforcé ses activités GPL en portant à 100 %

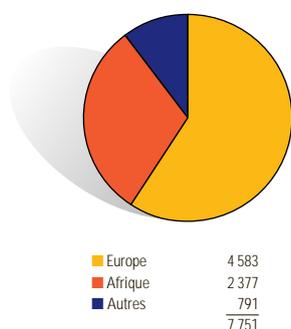
Ventes 1998 de produits pétroliers par zone géographique
(milliers de b/j)



Ventes 1998 par catégorie de produits
(milliers de b/j)



Répartition géographique du réseau de stations-service fin 1998



Station de la Jonquera, Barcelone, Espagne

sa participation dans sa filiale hongroise PB Gaz Szerviz Kft, devenue TOTALGAZ Hungaria, qui représente une part de marché de 20 %.

ASIE

TOTAL a poursuivi en 1998 sa politique de développement sélectif en Asie, en l'adaptant au nouveau contexte économique régional.

En Chine, TOTAL détient une participation de 20 % dans la raffinerie de WEPEC, à Dalian, qui contribue à l'alimentation en produits pétroliers du marché chinois. Cette raffinerie est la première en Chine à associer un partenaire étranger.

TOTAL poursuit par ailleurs son développement dans les spécialités, notamment dans les GPL et les lubrifiants. Deux sociétés de stockage et de distribution de GPL sont exploitées en Chine, la première à Shenzhen, la seconde à Yantai dans la province du Shandong. TOTAL participe également à de nouveaux développements de GPL et de lubrifiants à Zhenjiang.

Des accords ont été conclus pour la mise aux couleurs TOTAL de plusieurs stations-service à Pékin et à Dalian. Des projets sont en cours.

Au Vietnam, le développement des activités de distribution de GPL et de lubrifiants a été poursuivi. TOTAL est présent dans une société de stockage et de distribution de GPL à Hô Chi Minh-Ville et participe à deux nouveaux projets GPL à Haiphong et dans le sud à Cantho. Par ailleurs, une unité de mélange de lubrifiants est en construction à Haiphong.

Au Cambodge, TOTAL développe son réseau, qui compte déjà une trentaine de stations. La logistique réseau est assurée à partir du dépôt de Phnom Penh ainsi que l'activité GPL qui représente une part de marché de près de 40 %.

En Thaïlande, TOTAL, déjà présent dans l'activité commerciale lubrifiants, participe à la construction d'une usine de mélange de lubrifiants.

Aux Philippines, avec l'ouverture de deux stations en 1998, TOTAL a démarré une activité de distribution à partir d'un dépôt situé dans la baie de Manille. TOTAL a porté sa participation à 100 % dans sa filiale TOTAL Petroleum Philippines, suite au rachat de la participation de 40 % de H T I C.



Lubrifiants, Vietnam



Trading à Londres

Par ailleurs, une activité GPL est en cours de développement.

Enfin, à Singapour, TOTAL poursuit le développement de ses activités lubrifiants et spécialités pour approvisionner ses débouchés en Asie.

TRADING ET TRANSPORTS MARITIMES

Face à une conjoncture dégradée, marquée par une forte chute des prix pétroliers, le trading a réussi en 1998 à développer ses activités dans toutes les zones clés du négoce international et à améliorer ainsi la bonne performance d'ensemble obtenue en 1997. Les ventes de pétrole brut ont avoisiné 2,0 Mb/j en 1998, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente (hors TOPNA). Dans le secteur des transports maritimes, l'année a été marquée par la vente à la démolition

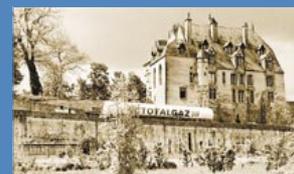
du pétrolier "Iseult", le plus ancien de la flotte des navires transportant du pétrole brut.

Il a été remplacé par le "Berge Ingerid", de 357 344 tonnes de port en lourd, le plus gros navire existant fin 1998 sous pavillon français. Ce navire n'est pas la propriété du Groupe, mais a fait l'objet d'un contrat d'affrètement.

Dans le domaine du transport de produits raffinés, un accord de coopération portant sur 3 navires de 40 000 tonnes a été signé avec l'armateur français Services et Transports.

Le résultat des activités d'affrètement et de transports maritimes a été satisfaisant, en dépit d'un marché difficile dans la seconde partie de l'année.

Naissance de la marque TOTALGAZ



1962 — TOTALGAZ est spécialisé dans la distribution de gaz de pétrole liquéfiés. La filiale est aujourd'hui présente dans 30 pays à travers le monde.

Lancement du concept des stations "Premier"



1991 — Axé sur l'accueil et les services, ce concept modernise et uniformise le design des stations-service TOTAL partout dans le monde.

Mise en service de la raffinerie de Dalian en Chine



1996 — Cette raffinerie, dans laquelle TOTAL détient une participation de 20 %, est la première en Chine à associer un partenaire étranger.



CHIMIE

Caoutchouc industriel et revêtements

POURSUITE D'UNE FORTE CROISSANCE ET AMÉLIORATION DES RÉSULTATS

D'abord axé sur la transformation du caoutchouc, avec Hutchinson, le secteur Chimie de TOTAL s'est enrichi, depuis 1990, d'un ensemble de quatre activités liées aux revêtements, structurées aujourd'hui autour de sociétés de notoriété internationale : Coates pour les encres, Kalon pour les peintures, Bostik pour les adhésifs. L'activité résines est pour sa part conduite par Cray Valley en Europe, Sartomer et Cook Composites & Polymers (CCP) aux États-Unis. La Chimie de TOTAL dispose

ainsi de parts de marché significatives à l'échelle mondiale.

En 1998, le chiffre d'affaires de la Chimie a atteint 31,1 milliards de francs, en hausse de 9 % par rapport à 1997 et de 26 % par rapport à 1996.

Ce développement résulte pour 60 % de la croissance externe des activités du secteur et 40 % de leur croissance interne. TOTAL a en effet continué d'effectuer des acquisitions ciblées dans ses métiers (Mydrin, Resisa), et a réalisé la cession des Docks des Alcools.

Les marchés Chimie de TOTAL ont été

diversément orientés. Le marché automobile mondial a été globalement en croissance, celle-ci provenant essentiellement de l'Europe, tandis que les marchés sud-américains chutaient du fait de la crise financière.

Les marchés Grand Public sont restés peu porteurs, et les marchés industriels se sont comportés de façon très diverse selon les secteurs et les pays.

Les investissements du secteur Chimie se sont montés à 2,9 milliards de francs, en hausse de 17 % par rapport à 1997.



Création de TOTAL Chimie et prise d'intérêt dans la Compagnie Française de l'Azote

1968 — TOTAL Chimie est créé, à parité égale entre la CFP et la CFR, en vue de constituer un pôle de diversification des activités du Groupe. Les deux sociétés s'associent avec un partenaire, au sein de la COFAZ, important fabricant d'ammoniaque, d'acide phosphorique et d'engrais. La participation sera cédée en 1986 et 1987.

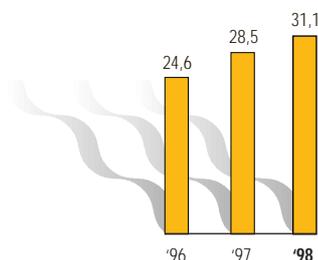
HUTCHINSON

Poursuite de la croissance ainsi que de l'effort de productivité et d'innovation

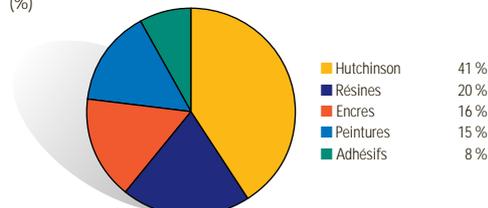
Hutchinson, filiale à 100 % de TOTAL, se situe parmi les leaders mondiaux de la transformation du caoutchouc industriel, avec un chiffre d'affaires 1998 de 12,9 milliards de francs, en hausse de 6,8 % par rapport à 1997 et de 24 % par rapport à 1996.

Hutchinson a réalisé en 1998 une croissance soutenue, essentiellement due aux développements internes, l'acquisition en milieu d'année d'ESPA, fabricant français de tuyaux techniques pour

Chiffre d'affaires Chimie (GFRF)



Chiffre d'affaires Chimie par activité (%)



Création d'ATO Chimie, ATO Plastiques et ATO emballages

1971 — ATO (Aquitaine TOTAL Organico) étend les activités chimiques du Groupe aux plastiques, polystyrène, PVC et Rilsan. Les actifs seront cédés en 1983.

*Hutchinson-Mapa
entre dans le Groupe*



1974 — La filiale, spécialisée dans la transformation du caoutchouc, prendra le nom d'Hutchinson SA six ans plus tard. Elle sera intégrée à 100 % à TOTAL en 1991.



*Acquisition
des actifs de Chimie
de spécialités d'Orkem*



1990 — Les filiales encres, adhésifs, résines et peintures d'Orkem viennent s'ajouter aux activités d'Hutchinson pour constituer un grand secteur "chimie de spécialités" au sein de TOTAL.



Hutchinson

l'industrie, ayant constitué l'essentiel de la croissance externe.

Hutchinson a continué de développer ses activités sur ses trois marchés : Automobile, Grand Public et Industrie. Les deux premiers ont été caractérisés par une très forte intensité concurrentielle. Le marché automobile, qui représente 60 % des ventes, a été porteur en Europe, moyen aux États-Unis et en forte récession en Amérique latine.

Hutchinson a poursuivi sa politique d'investissement en R&D et en production, sur l'ensemble de ses sites dans le monde. L'année 1998 a vu en particulier :

- aux États-Unis, l'ouverture d'une usine de pièces antivibratoires automobiles Paulstra à Ithaca (Michigan) ;
- au Mexique, la montée en puissance de l'usine de gants professionnels de Saltillo ;
- en Chine, la mise en production d'une usine d'extrusion de caoutchouc pour l'automobile.

Par ailleurs, l'exigence de qualité a continué d'être renforcée. Tous les sites industriels sont désormais qualifiés ISO 9 000, et deux qualifications ISO 14 000 ont été obtenues (Saint-Brieuc, France et Madrid, Espagne).

RÉSINES

*Forte croissance pour
la troisième année consé-
cutive, acquisition dans les
résines en poudre*

TOTAL offre à travers les sociétés Cray Valley, Sartomer et CCP des résines de revêtement destinées essentiellement aux marchés des peintures, encres, vernis et adhésifs, et des résines de structure entrant dans la fabrication de divers matériaux composites. Dans ces métiers, TOTAL est *coleader* en Europe et aux États-Unis.

Dans un contexte économique stable, de maintien de la demande en Europe comme en Amérique du Nord, les ventes hors Groupe de la division Résines ont atteint 6,3 milliards de francs en 1998, en hausse de 19 % par rapport à 1997, et 53 % par rapport à 1996.

Cette forte croissance résulte essentiellement de deux facteurs : aux États-Unis, l'intégration sur la totalité de l'année 1998 de CMI, société de distribution acquise mi-1997 et, en Europe l'acquisition à la mi-1998 de la société Resisa. L'année a été mieux orientée en Europe qu'aux États-Unis.

Les résines de structure se sont mieux comportées que les résines de revêtement, hormis le bon développement en Europe des résines photoréticulables qui intéressent un nombre croissant de nouveaux marchés.

Le développement international de l'activité s'est poursuivi :

- en Europe, l'acquisition de la société espagnole Resisa place le Groupe en tête du marché des résines en Espagne et lui apporte les résines polyester en poudre, ainsi que les

dérivés de la colophane. Les résines en poudre sont destinées aux peintures en poudre, appelées à se développer face à la réduction de l'usage des solvants.

- en Amérique du Sud, les unités de fabrication de *gel coats* acquises début 1998 ont été intégrées à Cray Valley do Brasil.



*Usine de Villers-Saint-Paul,
Cray Valley*

COATES [ENCREES]

Redéploiement de l'outil industriel européen

TOTAL est présent dans les encres à travers la société Coates, un des leaders mondiaux dans le domaine des encres d'imprimerie, sérigraphie et électrographie, présent sur les cinq continents. Le chiffre d'affaires des encres a atteint 4,8 milliards de francs en 1998, en hausse de 5 % par rapport à 1997 et de 15 % par rapport à 1996.

La croissance a été modérée en 1998, les activités subissant les effets de trois éléments défavorables : l'impact négatif des taux de change, la concurrence accrue des producteurs asiatiques en électrographie, et l'accélération de la concentration des clients d'encres

d'imprimerie, qui a contribué à la poursuite de la baisse des prix.

Face à cet environnement difficile, TOTAL a mis en œuvre un plan de restructuration des encres d'imprimerie en Europe, dont les résultats sont attendus à partir de 1999.

L'activité sérigraphie a bénéficié en revanche d'un développement satisfaisant durant l'année.

KALON [PEINTURES]

Renforcement du contrôle de la distribution

Le Groupe est présent dans les peintures à travers la société britannique Kalon, dont il détient 65,9 %.

Kalon occupe la troisième place en Europe dans les peintures décoratives, avec un chiffre d'affaires de 4,6 milliards en 1998, en hausse de 3 % par rapport à 1997 et 11 % par rapport à 1996.

Cette croissance modeste est la résultante d'une régression des principaux marchés du fait du mauvais temps qui a prévalu au second trimestre, compensée par l'impact en année pleine des acquisitions de Prominent Paint (Afrique du Sud) et de Circle Group (Pays-Bas) effectuées en 1997.

1998 a également été marquée par la fin de la restructuration des activités françaises, avec le regroupement des activités grand public sur un seul site. Le réseau de succursales a été



Fabrication d'encres, Coates

développé en France et au Royaume-Uni.

Enfin, hors d'Europe, les activités ont connu de bons résultats.

BOSTIK [ADHÉSIFS]

Intégration de MYDRIN et poursuite des investissements de capacité de production

Les adhésifs de TOTAL sont regroupés au sein de la société Bostik, numéro trois en Europe et numéro cinq mondial. Le chiffre d'affaires 1998 s'établit à 2,8 milliards de francs, en hausse de 30 % par rapport à 1997 et 47 % par rapport à 1996, en grande partie grâce au rachat fin janvier de la quasi-totalité des activités adhésifs du groupe britannique BTP, activités connues sous le nom de Mydrin.

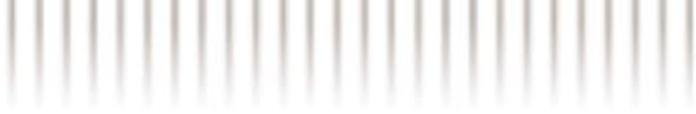
L'intégration de Mydrin a constitué un axe de travail majeur en 1998, et se déroule suivant le planning prévu, autant en Europe et aux USA qu'à Singapour.

Bostik a par ailleurs poursuivi son développement mondial par croissance à la fois interne et externe.

Les ventes d'adhésifs polyester ont été confortées par l'acquisition de Sitech, filiale de Ciba en Italie.

L'outil industriel a été renforcé : unité de poudres en Allemagne, extension des capacités d'adhésifs polyester aux USA et au Royaume-Uni.

Enfin, un accord avec Ciba a permis à Bostik d'obtenir la distribution grand public des adhésifs époxy de marque Araldite en France et au Royaume-Uni.



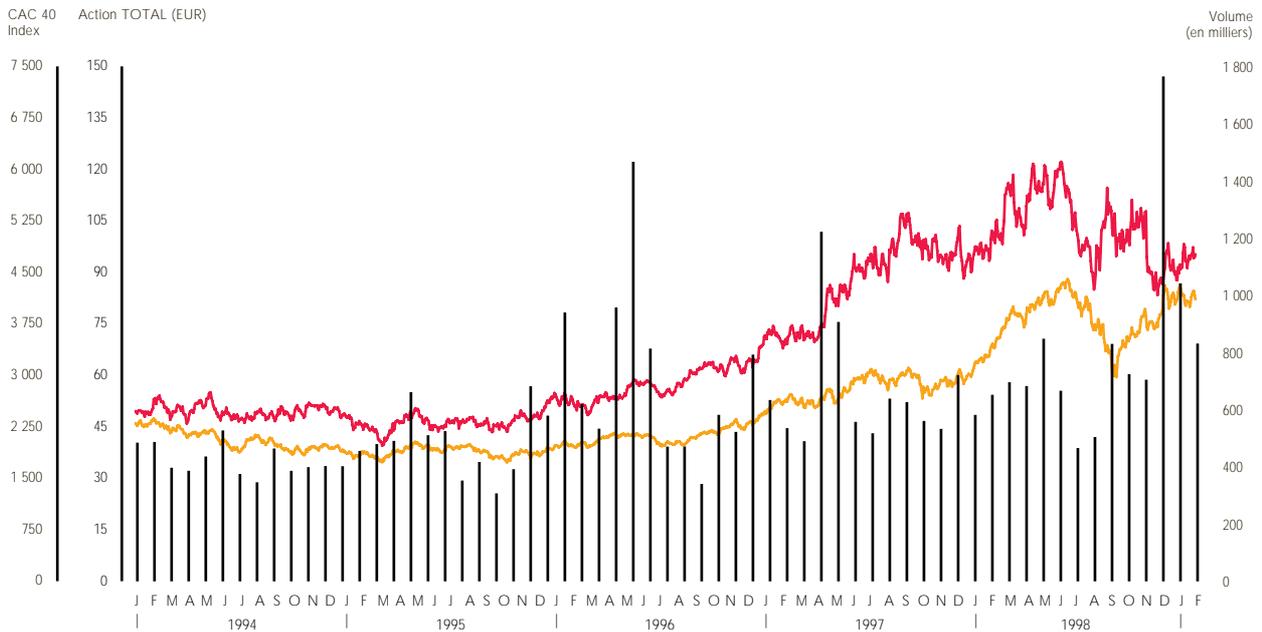
INFORMATIONS FINANCIÈRES ET LÉGALES

1998

Assemblée Générale du 11 mai 1999

<i>L'ACTION TOTAL</i>	32
<i>ACTIONNARIAT</i>	36
<i>INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</i>	
Organigramme des principales sociétés	41
<i>RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SOCIÉTÉ</i>	
Renseignements généraux sur la société	42
Rémunération des organes d'administration et de direction	45
Membres du conseil d'administration	46
<i>RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i>	47
<i>COMPTES CONSOLIDÉS</i>	
Rapport des Commissaires aux Comptes	51
Compte de résultat consolidé	52
Bilan consolidé	54
Flux de trésorerie	56
Variation des capitaux	58
<i>PERSONNES ASSURANT LA RESPONSABILITÉ DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE</i>	60

L'ACTION TOTAL



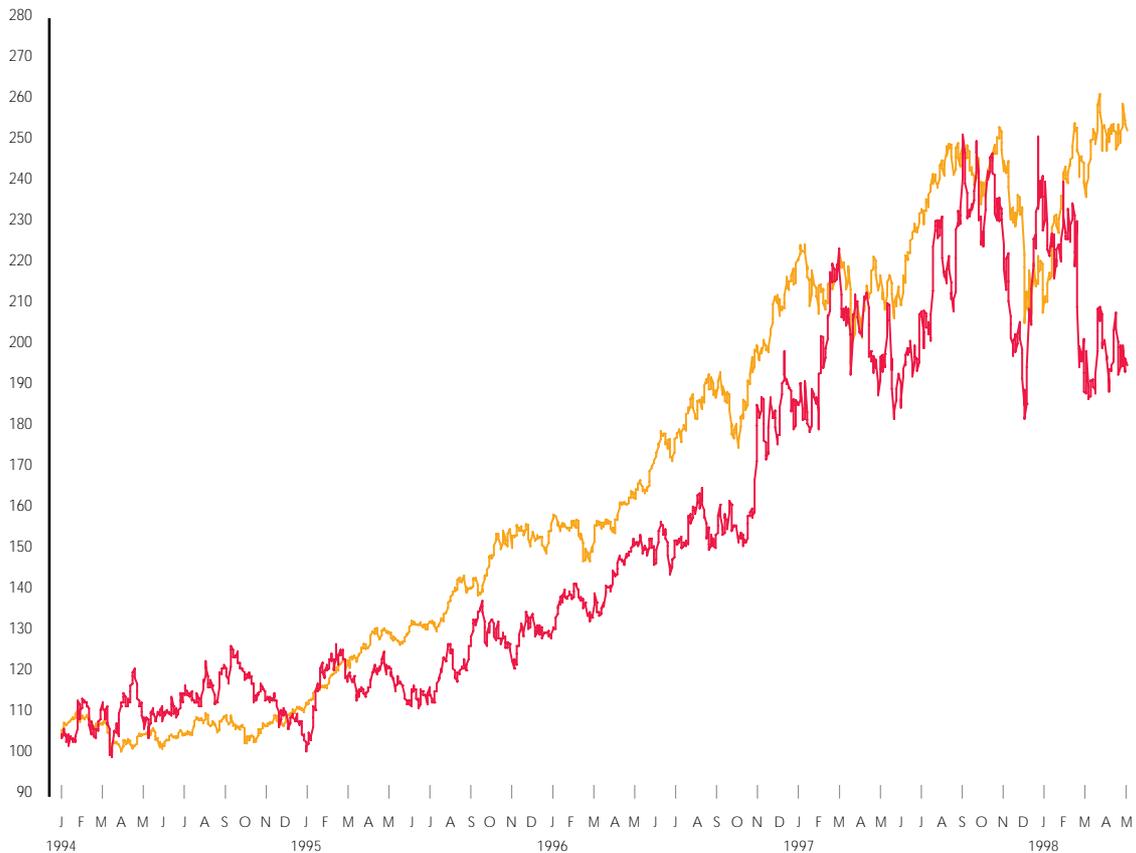
Cours de bourse et volume de l'action TOTAL
(Bourse de Paris, en EUR)

Du 3 janvier 1994 au 26 février 1999

— TOTAL

— CAC 40

— Volume



New York Stock Exchange
(Base 100 au 3 janvier 1994)

Du 3 janvier 1994 au 26 février 1999

— ADS TOTAL

— DOW JONES

L'ACTION TOTAL

	1998		1997	1996	1995
Capital social (F) en fin d'année	12 239 381 900		12 216 658 800	12 106 279 400	11 752 481 450
Nombre d'actions (au 31 décembre)	244 787 638		244 333 176	242 125 588	235 049 629
Nombre d'actions dilué (au 31 décembre)	245 902 015		245 941 234	243 206 543	236 726 835
Cours de l'action	EUR	FRF	FRF	FRF	FRF
Plus haut	123,5	810,0	713,0	430,9	332,1
Plus bas	82,9	544,0	407,0	314,0	254,5
Dernier de l'année	86,3	566,0	655,0	422,0	330,5
Capitalisation boursière sur la base du dernier cours et du capital dilué (en milliards)	21,2	139,2	161,1	102,6	78,2
Volume de transactions (moyenne par séance)					
Bourse de Paris	754 397		695 452	683 175	472 685
SEAQ International ⁽¹⁾	592 028		594 666	709 891	524 478
New-York Stock Exchange ⁽²⁾ (nombre d'ADSs)	230 624		208 024	206 031	173 281
Revenu global par action (FRF)	13,11914 + 6,55957 ⁽³⁾		13 + 6,5	10,50 + 5,25	8,7 + 4,35
Revenu global par action (EUR)	2,0 + 1,0 ⁽³⁾		1,98 + 0,99	1,6 + 0,8	1,33 + 0,66

(1) Pour rendre le volume des transactions sur le SEAQ International comparable au volume de transactions à Paris, il est usuel de diviser par deux le nombre de transactions enregistrées à Londres pour prendre en compte l'effet de l'intervention des market makers à Londres. Toutefois, les volumes présentés dans le tableau ci-dessus n'ont pas été divisés par deux.

(2) Deux ADSs correspondent à une action TOTAL.

(3) La loi de finances 1999 prévoit un abaissement de l'avoir fiscal à 45% du dividende net pour certaines catégories d'actionnaires personnes morales et le maintien de l'avoir fiscal à 50% pour les actionnaires personnes physiques. Le dividende et l'avoir fiscal sont calculés en EUR, mais seront versés en FRF si le compte de l'actionnaire est tenu en FRF ; la conversion en FRF et l'arrondi au centime près seront effectués sur le montant global versé, selon la réglementation en vigueur.

ÉVOLUTION DE L'ACTION TOTAL SUR LES 18 DERNIERS MOIS (À LA BOURSE DE PARIS)

	PLUS HAUT [EN SÉANCE]		PLUS BAS [EN SÉANCE]		VOLUMES QUOTIDIENS MOYENS
	FRF	EUR	FRF	EUR	
Septembre 97	707,0	107,78	575,0	87,65	670 851
Octobre 97	713,0	108,70	550,0	83,85	639 139
Novembre 97	664,0	101,23	600,0	91,47	581 419
Décembre 97	657,0	100,16	585,0	89,18	547 367
Janvier 98	681,0	103,82	563,0	85,83	721 447
Février 98	671,0	102,29	607,0	92,54	588 189
Mars 98	776,0	118,30	627,0	95,59	671 089
Avril 98	780,0	118,91	652,0	99,40	704 277
Mai 98	810,0	123,48	713,0	108,70	1 074 619
Juin 98	800,0	121,96	697,0	106,26	711 196
Juillet 98	801,0	122,11	665,0	101,38	484 798
Août 98	682,0	103,97	562,0	85,68	549 889
Septembre 98	764,0	116,47	546,0	83,24	848 741
Octobre 98	711,0	108,39	603,0	91,93	726 549
Novembre 98	747,0	113,88	650,0	99,09	710 545
Décembre 98	651,0	99,24	544,0	82,93	1 761 740
Janvier 99	645,0	98,35	564,0	85,95	1 037 940
Février 99	643,0	98,00	585,0	89,20	827 204

PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement des coupons d'actions non prescrits est effectué sans frais au guichet des établissements suivants :

en France :

PARIBAS	3, rue d'Antin, 75002 Paris
BANQUE NATIONALE DE PARIS	16, boulevard des Italiens, 75009 Paris
CRÉDIT LYONNAIS	19, boulevard des Italiens, 75002 Paris
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	29, boulevard Haussmann, 75009 Paris
CRÉDIT AGRICOLE INDOSUEZ	9, quai du Président Paul Doumer, 92400 Courbevoie
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	103, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
LAZARD FRÈRES ET CIE	121, boulevard Haussmann, 75008 Paris
BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET	3, avenue Hoche, 75008 Paris
UNION EUROPÉENNE DU CIC	4, rue Gaillon, 75002 Paris

en Belgique :

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A.	Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
GÉNÉRALE DE BANQUE S.A.	Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
KBC BANK N.V.	Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

Au Luxembourg :

BANQUE GÉNÉRALES DE LUXEMBOURG S.A.	Avenue J.F. Kennedy 50, 2951 Luxembourg
CRÉDIT EUROPÉEN LUXEMBOURG S.A.	Route d'Esch 52, 2965 Luxembourg
KREDIETBANK LUXEMBOURG	Boulevard Royal 43, 2955 Luxembourg

au Royaume - Uni :

NATIONAL WESTMINSTER BANK	41 Lothbury, London EC2P 2BP – UK
---------------------------	-----------------------------------

aux Pays - Bas :

ABN-AMRO	P.O. Box 600, 1000 AP Amsterdam, The Netherlands
----------	--

aux États - Unis :

BANK OF NEW YORK	48 Wall Street, New York, NY 10286, USA
------------------	---

en Allemagne :

DEUTSCHE BANK	Taunusanlage 12, PO Box 100601, W-6000 Frankfurt am Main, Germany
---------------	---

en Suisse :

CRÉDIT SUISSE	Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Switzerland
---------------	---

La Bank of New-York assure le paiement du dividende pour les porteurs d'ADRs.

N° DU COUPON	DATE D'ÉCHÉANCE	DATE DE PRESCRIPTION	NATURE DU COUPON	MONTANT NET FRF	MONTANT NET EUR	DU QUOTITÉ
45	01/07/70	01/07/00	Attrib. gratuite	-	-	1 pour 5
Exercice 1990	24/06/91	24/06/96	Dividende	23,00 ^(a)	3,51	
Exercice 1991	17/06/92	17/06/97	Dividende	7,00	1,07	
Exercice 1992	14/06/93	14/06/98	Dividende	7,00 ^(b)	1,07	
Exercice 1993	13/06/94	13/06/99	Dividende	7,50 ^(b)	1,14	
Exercice 1994	06/06/95	06/06/2000	Dividende	8,00 ^(b)	1,22	
Exercice 1995	10/06/96	10/06/2001	Dividende	8,70 ^(b)	1,33	
Exercice 1996	03/06/97	03/06/2002	Dividende	10,50 ^(c)	1,60	
Exercice 1997	27/05/98	27/05/2003	Dividende	13,00 ^(c)	1,98	
Exercice 1998		2004	Dividende	13,11914 ^(d)	2,00	

(a) Pour rendre comparable le dividende net 1990 à ceux de 1991 à 1998, il doit être divisé par 4 pour prendre en compte la division du titre par 4 intervenue le 10 février 1992. Le montant net du dividende pour l'exercice 1990 après ce retraitement est de 5,75 F (0,88 EUR).

(b) Pour les dividendes versés au titre des exercices 1992 à 1995, l'actionnaire a bénéficié de l'option entre le paiement en numéraire ou le paiement en actions

(c) Les dividendes relatifs aux exercices 1996 et 1997 ont été versés en numéraire uniquement.

(d) Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 11 mai 1999 de verser un dividende de 2,0 EUR (soit 13,11914 FRF) par action au titre de l'exercice 1998, sous forme numéraire uniquement. Le paiement du dividende sera effectué en juillet 1999, la date précise dépendant notamment de la date à laquelle prendra fin l'offre publique d'échange sur les actions PétroFina restant en circulation.

COTATION DE L'ACTION TOTAL

L'action TOTAL est cotée à la bourse de Paris (premier marché au règlement mensuel) et à la bourse de Londres. Elle fait également l'objet d'échanges sur le SEAQ international. Depuis le 25 octobre 1991, les American Depositary Shares sont cotées au New York Stock Exchange (NYSE). Depuis le 1^{er} mars 1999, les actions TOTAL sont cotées au premier marché de la bourse de Bruxelles.

Par ailleurs, l'action TOTAL fait l'objet d'options négociables de type court terme ou long terme échangées sur le MONEP à Paris. De même, depuis décembre 1992, des options sur les ADS TOTAL sont échangées sur le Chicago Board of Exchange (CBOE), le NYSE et l'American Stock Exchange (ASE).

TOTAL fait partie de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris et de l'indice européen Eurotop 100.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

- Les actionnaires, les analystes financiers et les gérants de portefeuille pourront adresser leurs questions aux personnes en charge de la communication financière, à Paris au (33) (0) 1.41.35.52.29, à Bruxelles au (32) 2.288.31.80 et à New York au (1) (212) 969.28.10.
- La demande de documentation financière pourra être faite au (33) (0) 1.41.35.52.29.
- Toute autre question concernant le Groupe pourra être adressée à la Direction de la Communication au (33) (0) 1.41.35.35.11.

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Le 26 juin 1992, l'État d'une part, les AGF, le Crédit Lyonnais et le GAN d'autre part, avaient signé une convention d'actionnaires de la société TOTAL pour une durée minimum de 5 ans. Par cette convention, l'État et les entreprises signataires définissaient les obligations (pour les entreprises signataires, inaccessibilité temporaire des titres concernés pour la durée du pacte ; par dérogation, cession possible des actions entre les entreprises signataires et leurs filiales détenues majoritairement ; l'État et les entreprises signataires étaient considérés agir de concert pour les dispositions du pacte) mises à la charge des entreprises signataires au titre de la détention et de la transmission des 18 529 437 actions TOTAL qu'elles détenaient. La répartition de ces actions parmi les trois entreprises signataires était, Crédit Lyonnais : 7 411 775 actions, AGF : 7 411 775 actions, GAN : 3 705 887 actions. Pour l'application de la convention, les entreprises signataires et l'État avaient déclaré agir de concert (avis SBF No 92-2503 du 18 septembre 1992).

Le 18 juin 1996, un avenant à la convention du 26 juin 1992 avait modifié ces dispositions (avis SBF n° 96-2169 du 28 juin 1996). Le nombre d'actions couvertes avait été ramené à 11 millions, celles-ci étant réparties comme suit : AGF supporte des obligations sur 4 400 000 actions, Consortium de Réalisation (*) sur 4 400 000 actions et GAN sur 2 200 000 actions. Cet avenant a également avancé la date d'expiration du pacte au 23 mai 1997. A cette date, les signataires de la convention du 26 juin 1992 modifiée par l'avenant du 19 juin 1996 possédaient globalement 14 269 453 actions, soit 5,85 % du capital, représentant 16 450 105 droits de vote, soit 6,28 % des droits de vote totaux.

Le pacte est arrivé à échéance le 23 mai 1997. Du fait de l'échéance du pacte et de la fin d'action de concert en résultant, chacun des signataires a franchi en baisse le seuil des 5 % des droits de vote (avis CMF du 26 mai 1997, repris par l'avis SBF n° 97-1722 du 27 mai 1997).

Par ailleurs, le 28 février 1996, l'Etat français a cédé 9,5 millions d'actions TOTAL ramenant sa participation de 4,97 % à 0,90 % du capital de la société.

Enfin, au cours du mois boursier d'avril 1998, l'État français a cédé 1 197 474 actions TOTAL. En avril 1998, il a également annoncé lancer un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers TOTAL restants en circulation (en taux d'échange d'une action TOTAL pour un certificat pétrolier). Depuis la fin de cette opération effective le 7 mai 1998, l'Etat ne possède plus, à la connaissance de la Société, aucune action TOTAL.

Depuis 1996, il n'y a plus de TSDIRA en circulation.

En application des dispositions de l'article 356-3 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, il est précisé qu'aucun actionnaire connu, autre que la société Cogema qui possède 5,5 % du capital de TOTAL et 10,3 % des droits de vote, ne détient, à la clôture de l'exercice 1998, 5 % ou plus des droits de vote.

() Au terme du protocole d'accord du 5 avril 1995 modifié entre l'Etat français et le Crédit Lyonnais, le Consortium de Réalisation assume la totalité des droits et obligations afférents à la détention des titres TOTAL initialement détenus par le Crédit Lyonnais*

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 1996, 1997 ET 1998

Les principaux actionnaires de TOTAL au 31 décembre 1998, au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1996 sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Leur participation a été établie sur la base de 244 787 638 actions correspondant à 261 089 757 droits de vote au 31 décembre 1998, sur la base de 244 333 176 actions correspondant à 262 710 030 droits de vote au 31 décembre 1997 et sur la base de 242 125 588 actions correspondant à 261 326 131 droits de vote au 31 décembre 1996.

31 DÉCEMBRE	1998		1997		1996	
	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE
1. Principaux actionnaires représentés au Conseil d'Administration au 31.12.98						
- Etat français ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,9	1,7	0,9	1,7
- AGF ⁽¹⁾	1,0	1,1	1,3	1,2	1,9	1,8
- Cogema ⁽²⁾	5,5	10,3	5,5	9,4	5,6	9,0
- Société Générale ⁽²⁾	1,8	2,5	2,5	3,1	2,6	3,6
- Paribas	0,5	0,9	0,5	0,9	0,9	1,6
2. Salariés du Groupe	2,9	4,5	3,0	4,1	2,4	2,6
3. Autres actionnaires nominatifs (hors TOTAL et TOTAL Nucléaire)						
	0,9	1,2	0,5	0,8	0,6	0,8
Total actionnaires stables	12,6	20,5	14,2	21,2	14,9	21,1
Détention intra-groupe						
- TOTAL	1,8	0	0,7	0	0	0
- TOTAL Nucléaire	0,9	0	0,4	0	0	0
Total détention intra-groupe	2,7	0	1,1	0	0	0
Autres actionnaires au porteur (dont porteurs d'ADS) ⁽³⁾						
	84,7	79,5	84,7	78,8	85,1	78,9
	11,5	10,8	10,8	10,1	11,6	10,7

(1) Le pacte d'actionnaires signé le 26 juin 1992, amendé par avenant en date du 18 juin 1996 entre l'Etat français, les AGF, le Consortium de Réalisation et le GAN, est venu à expiration le 23 mai 1997.

(2) Sociétés ayant souscrit aux augmentations de capital réservées de 1993.

(3) American Depositary Shares cotés à la bourse de New-York

ÉVOLUTION ESTIMÉE DE L'ACTIONNARIAT AU COURS DU RAPPROCHEMENT AVEC PETROFINA

Le 1er décembre 1998, TOTAL d'une part, et Electrafina, Fibelpar, Tractebel, Electrabel et AG 1824 (les Apporteurs) d'autre part ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de TOTAL du 14 janvier 1999 (cette dernière ayant effectivement approuvé l'opération). Une fois ces conditions levées, les 9 614 190 actions PetroFina apportées seront échangées contre 43 263 855 nouvelles actions TOTAL (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions TOTAL).

TOTAL lancera ensuite une offre publique d'échange sur les actions PetroFina restant en circulation, ce qui, en cas de succès total, entraînera la création de 64 605 767 actions TOTAL, en considérant que l'intégralité des actions PetroFina (y compris les actions PetroFina créées par exercice des Warrants personnel et des Warrants US) est apportée à l'offre.

Dans le tableau suivant figurent les parts détenues par les principaux actionnaires de TOTAL, sur la base du nombre d'actions de TOTAL au 31 décembre 1998, d'une part après prise en compte de l'apport mais avant prise en compte de l'offre publique d'échange et, d'autre part, après prise en compte de l'offre publique d'échange (avec pour hypothèse une réussite totale de l'offre).

ACTIONNAIRES	APRÈS L'APPORT MAIS AVANT L'OFFRE ^[2]		APRÈS L'OFFRE ^{[2][3]}	
	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE
Electrafina	8,29 %	7,84 %	6,77 %	6,47 %
Fibelpar	2,37 %	2,24 %	1,94 %	1,85 %
Tractebel	1,99 %	1,89 %	1,63 %	1,56 %
Electrabel	1,94 %	1,83 %	1,58 %	1,51 %
AG 1824	0,43 %	0,41 %	0,35 %	0,34 %
AGF	0,82 %	0,96 %	0,67 %	0,79 %
COGEMA	4,67 %	8,84 %	3,81 %	7,29 %
Paribas	0,42 %	0,79 %	0,34 %	0,65 %
Société Générale	1,56 %	2,17 %	1,27 %	1,79 %
Salariés de TOTAL	2,44 %	3,86 %	1,99 %	3,18 %
Autres porteurs nominatifs	0,78 %	1,01 %	0,64 %	0,83 %
Autocontrôle	2,27 %	0,00 %	1,86 %	0,00 %
■ TOTAL SA ⁽¹⁾	1,54 %	0,00 %	1,27 %	0,00 %
■ TOTAL Nucléaire	0,73 %	0,00 %	0,59 %	0,00 %
Flottant	72,02 %	68,16 %	77,15 %	73,74 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

(1) Y compris 970.000 Actions TOTAL détenues au titre d'options d'achat attribuées.

(2) En considérant qu'aucun nouveau droit de vote double n'a été acquis.

(3) En considérant que l'intégralité des Actions PetroFina (y compris les Actions PetroFina créées par exercice des Warrants personnel et des Warrants US) est apportée à l'offre.

TOTAL a la faculté, d'après l'article 12 des statuts, de demander à la SICOVAM la liste nominative des détenteurs des titres au porteur de la société(*).

Outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions du capital, toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la société, égal ou supérieur à 1 %, ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres détenus, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils (article 12 des statuts).

A défaut d'avoir été déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires, dans les conditions prévues par la Loi, si, à l'occasion d'une Assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la société en font la demande lors de cette Assemblée.

Toute personne physique ou morale est également tenue d'informer la société dans les formes et délais prévus ci-dessus pour le franchissement de seuil, lorsque sa participation directe ou indirecte devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

(*). Néanmoins, les actionnaires au porteurs étrangers ne sont pas systématiquement identifiables par la SICOVAM ; leur capacité à être identifiés dépend notamment du lieu où se situe la banque dépositaire de leurs titres.

RELATIONS ENTRE TOTAL ET L'ÉTAT FRANÇAIS

Les relations entre TOTAL et l'Etat français sont régies par les conventions du 17 mai 1924 et du 25 juin 1930. Ces conventions expireront le 14 mars 2000.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996 a décidé de modifier le cadre statutaire régissant les relations entre les deux parties suite aux modifications apportées aux dispositions desdites conventions. Désormais, seul un représentant de l'Etat français siège au Conseil d'administration, contre deux auparavant. L'agrément de l'Etat pour la nomination du Président est maintenu mais est réputé donné en cas de renouvellement de mandat. Par ailleurs, pour des questions relatives au contrôle de la société ou à des actes de la société affectant la politique étrangère ou de défense du gouvernement, en cas de désaccord entre le représentant de l'Etat et le Conseil d'administration, après une deuxième délibération de celui-ci, la question sera soumise à l'arbitrage du Vice-Président du Conseil d'Etat, à la diligence du gouvernement.

Enfin, pour les questions soumises à l'Assemblée Générale et relevant du contrôle de la société, le représentant de l'Etat pourra demander que la résolution soit adoptée à la majorité des trois quarts des voix. Cette disposition est supprimée pour les questions de politique étrangère ou de défense, celles-ci relevant dorénavant du Conseil d'administration.

ACTIONS ACHETÉES PAR LE GROUPE

Régularisation des cours

L'Assemblée Générale du 13 mai 1998 a renouvelé l'autorisation du 21 mai 1997 donnée pour une période de dix-huit mois au Conseil d'administration de procéder à des achats et ventes en Bourse des propres actions de la Société en vue d'en régulariser le marché dans les limites d'un prix maximum d'achat de 900 F par action et d'un prix minimum de vente de 400 F par action sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social. Il sera proposé à l'AGM du 11 mai 1999 d'approuver une autorisation relative à l'intervention sur l'action TOTAL dans le cadre de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1996, cette autorisation remplaçant celle de l'AGM du 13 mai 1998.

2 850 089 actions ont été achetées au cours de l'année 1998 au titre des autorisations des Assemblées du 21 mai 1997 et du 13 mai 1998, au prix moyen de 583,24 F. Aucune action n'ayant été cédée en 1998 et compte tenu des 1 605 459 actions déjà détenues au 31 décembre 1997, la société possédait au 31 décembre 1998, 4 455 548 actions TOTAL.

Autres achats d'actions par les sociétés du Groupe

Une société du Groupe, TOTAL Nucléaire, contrôlée indirectement par la Société, détenait au 31 décembre 1998, 2 093 346 actions TOTAL. Ainsi au 31 décembre 1998, la Société détient directement ou par l'intermédiaire de sociétés de son Groupe 6 548 894 actions TOTAL.

AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1993 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximum égal à 5 % du capital, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés de la société et des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées.

Le Conseil d'administration du 18 octobre 1994 a décidé d'effectuer une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 5 millions d'actions au prix de 254 F par action, jouissance 1^{er} janvier 1994. 2 003 229 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription en novembre 1994. 904 014 actions ont été créées lors d'une deuxième tranche de souscription ouverte en avril 1995.

Le Conseil d'administration du 5 septembre 1995 a décidé de mettre en oeuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 2 millions d'actions au prix de 245 F par action, jouissance 1^{er} janvier 1995. 133 055 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription réservée aux salariés des filiales étrangères ouverte en novembre 1995. Une deuxième tranche de souscription réservée à certaines filiales étrangères, non couvertes par les tranches précédentes, et à certaines sociétés françaises du Groupe a été ouverte en février 1996 donnant lieu à la création de 1 244 892 actions.

Le Conseil d'administration du 11 décembre 1996 a décidé de mettre en oeuvre une troisième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3 millions d'actions au prix de 331 F par action. La première phase de souscription réservée aux salariés des filiales françaises a été ouverte du 24 février 1997 au 7 mars 1997, permettant la souscription de 1 139 447 actions portant jouissance au 1^{er} janvier 1996. La deuxième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 14 au 22 avril 1997 était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales ont été obtenues en temps utile. 469 073 actions portant jouissance au 1^{er} janvier 1996 ont été souscrites à cette occasion. La troisième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 12 au 21 novembre 1997 était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales sont intervenues postérieurement à la date de détachement du coupon (3 juin 1997). 22 236 actions portant jouissance au 1^{er} janvier 1997 ont été souscrites lors de cette phase.

Le total des actions souscrites lors de ces trois tranches d'augmentation de capital réservées aux salariés est de 5 915 946 actions représentant 2,4 % du capital de la société.

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission. Aucune augmentation de capital n'a encore été effectuée dans le cadre de cette autorisation.

PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE

Le Plan d'Épargne d'Entreprise donne aux salariés la faculté d'effectuer des versements volontaires auxquels la société ajoute, dans certaines conditions, un abondement. Les versements peuvent notamment être effectués dans un fonds constitué d'actions TOTAL intitulé "Actionnariat TOTAL". Par ailleurs, les actions créées au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe sont déposées dans six fonds intitulés "TOTAL Actions France 1", "TOTAL Actions 2", "TOTAL International", "TOTAL International 2", "TOTAL International 3" et "TOTAL International 4". Les revenus du fonds "TOTAL Actions France 1", essentiellement investi en actions TOTAL étaient déposés dans le fonds intitulé "TOTAL Revenus 1". Mais en 1998 TOTAL Revenus 1 a fusionné avec TOTAL Actions France 1. Les revenus du fonds "TOTAL Action 2" sont toujours déposés dans le fonds intitulé "TOTAL Revenus 2" mais "TOTAL Revenus 2" n'est plus investi en actions TOTAL.

Le nombre total d'actions TOTAL détenues au 31 décembre 1998 dans les fonds est de :

Actionnariat TOTAL	2 077 979
TOTAL Actions France 1	3 382 050
TOTAL Actions 2	876 730
TOTAL International	44 301
TOTAL International 2	202 435
TOTAL International 3	334 055
TOTAL International 4	21 155
Fonds des salariés américains	89 630
Total des actions détenues	7 028 335

Ainsi, les salariés du Groupe détiennent, par l'intermédiaire de ces fonds d'épargne d'entreprise, 2,9 % du capital de TOTAL au 31 décembre 1998.

Montant cumulé de l'abondement pour le Groupe pour les cinq dernières années :

1994	25,0 MFRF
1995	72,4 MFRF
1996	90,2 MFRF
1997	96,3 MFRF
1998	101,5 MFRF

ACTIONS DÉTENUES PAR LES ORGANES D'ADMINISTRATION ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

Au 31 décembre 1998 et sur la base du registre des actions détenues en nominatif, l'ensemble des membres (personnes physiques) du Conseil d'administration et des principaux dirigeants du Groupe (comité directeur et trésorier) détenait moins de 0,5 % du capital social.

ORGANIGRAMME DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

TOTAL ET SES FILIALES



(1) Société cotée au London Stock Exchange

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LA SOCIÉTÉ

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

DÉNOMINATION

TOTAL

SIÈGE SOCIAL

TOUR TOTAL

24, cours Michelet

92800 PUTEAUX (Hauts de Seine)

CAPITAL SOCIAL

14 402 574 650 FRF

divisé en 244 787 638 actions au 31 décembre 1998.

FORME ET NATIONALITÉ

Société anonyme régie par la législation française, par les conventions avec l'Etat français ratifiées par la loi du 25 juillet 1931 et par les lettres relatives à ces conventions échangées entre les parties, lesquelles conventions expireront le 14 mars 2000.

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

542 051 180 RCS Nanterre

STATUTS

Déposés chez Maîtres, Gildas Le Gonidec de Kerhalic et Frédéric Lucet, notaires associés à Paris.

CODE APE (NAF)

111Z

DURÉE

99 ans à partir du 28 mars 1924, soit une expiration au 27 mars 2023 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

EXERCICE SOCIAL

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

OBJET SOCIAL RÉSUMÉ

La Société a pour objet l'industrie et le commerce de tous combustibles solides, liquides ou gazeux, des pétroles en général et de leurs dérivés, de tous carburants, lubrifiants, huiles lourdes et sous-produits divers, ainsi que toutes opérations concernant ces industries et commerce et s'y rattachant directement ou indirectement (article 3 des statuts).

LIEUX OU PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS LES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENT RELATIFS A LA SOCIÉTÉ

Au siège social de la Société.

RÉPARTITION STATUTAIRE DES BÉNÉFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé dans l'ordre suivant :

1. 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ; après quoi le prélèvement affecté à sa formation cesse d'être obligatoire sauf à reprendre son cours si la réserve légale descendait au-dessous du dixième dudit capital ;
2. la somme fixée par l'Assemblée Générale en vue de la constitution de réserves dont elle déterminera l'affectation ou l'emploi ;
3. les sommes dont l'Assemblée Générale décide le report à nouveau.

Le surplus est versé aux actionnaires.

Les fonds de réserve pourront, en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire ou convoquée Extraordinaire sur proposition du Conseil, être affectés, soit à des amortissements supplémentaires de l'actif social, soit au rachat et à l'annulation d'actions de la Société, soit encore à l'amortissement total des actions ou à leur amortissement partiel par tous moyens permis.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les Assemblées d'Actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Quelques dispositions sont cependant spécifiques à TOTAL dont les suivantes :

Droit de vote double

A compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives entièrement libérées et inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins.

Délai d'immobilisation des titres

Les propriétaires d'actions au porteur ou inscrites sur un compte non tenu par la Société doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées Générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leurs comptes constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion aux lieux indiqués par l'avis de convocation, cinq jours au moins avant l'époque fixée pour l'Assemblée.

Limitation du droit de vote

Aucun actionnaire ne peut exprimer par lui-même et par mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10 % du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20 %.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la société.

Franchissements de seuil statutaires

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la société, égal ou supérieur à 1 % ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer TOTAL. Elle doit également informer TOTAL lorsque sa participation directe ou indirecte redevient inférieure à ces pourcentages.

CARACTÉRISTIQUES DES ACTIONS

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions, de valeur nominale de 50 F.

Les actions sont au porteur ou nominatives. Toutefois, les actions qui pourraient être possédées par l'Etat français seraient obligatoirement nominatives.

Pour la souscription des actions lors de chaque augmentation de capital, les propriétaires des actions antérieurement émises auront un droit de préférence à souscrire en proportion des actions anciennes possédées par chacun d'eux.

Pour le porteur, une action donne droit dans les Assemblées Générales à une voix. Toutefois, à compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

CAPITAL AUTORISÉ NON ÉMIS AU 31 DÉCEMBRE 1998

- Autorisation d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles avec ou sans droit préférentiel de souscription d'actions, y compris par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, pour un montant nominal maximal de 20 milliards de francs et autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la société pour un montant nominal maximal de 30 milliards de francs. Cette autorisation a été accordée pour une période de vingt-six mois, par l'AGM du 21 mai 1997. L'AGM du 11 mai 1999 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.

- Autorisation de réaliser des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un Plan d'Épargne d'Entreprise dans la limite d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission (AGM du 13 mai 1998 - autorisation valable cinq ans). Aucune augmentation de capital n'a encore été réalisée sous cette autorisation.

- Autorisation d'attribuer des options de souscription et d'achat d'actions réservées aux salariés dans la limite d'un montant maximal de 2,5 % du capital social existant au moment de l'émission (AGM du 4 juin 1996 et AGM du 21 mai 1997 - autorisations valables jusqu'au 4 juin 2001).

- Autorisation d'annuler les actions de la Société dans la limite de 15 millions d'actions. Cette autorisation a été accordée pour une période de dix-huit mois, par l'AGM du 13 mai 1998. L'AGM du 11 mai 1999 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.

CAPITAL POTENTIEL

Les seuls titres donnant accès à des actions TOTAL, par exercice ou remboursement, sont les options de souscription d'actions (cf. Note 30 des comptes consolidés).

CERTIFICATS PÉTROLIERS

Une partie des actions détenues par l'Etat a donné lieu à l'émission, à partir de 1957, de certificats pétroliers diffusés dans le public et gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations. Chaque certificat pétrolier correspond, depuis la multiplication par quatre du nombre des titres, à une action et bénéficie des mêmes droits pécuniaires, hormis le droit de vote et le droit de participer aux assemblées.

En juin 1992, l'Etat a lancé une Offre Publique d'Echange proposant aux détenteurs de certificats pétroliers d'échanger quatre certificats contre trois actions TOTAL. Cette offre concernait l'ensemble des certificats pétroliers émis (16 205 422) à l'exception des 120 832 détenus précédemment par l'Etat.

15 101 420 certificats pétroliers ont été apportés à l'offre et, de même que 120 832 certificats pétroliers détenus par l'Etat, ont été annulés.

Au 31 décembre 1997, il restait 983 170 certificats pétroliers cotés sur le marché au comptant, correspondant à 983 170 actions incessibles.

En avril 1998, l'Etat a réalisé un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers TOTAL restant en circulation. Depuis la fin de cette opération effective le 7 mai 1998, il n'y a plus de certificat pétrolier TOTAL en circulation.

Informations boursières sur le certificat pétrolier TOTAL pour l'exercice 1998 (en francs) :

cours au 31 décembre 1997 :	525,0
plus haut 1998 :	615,0
plus bas 1998 :	455,3
cours au 7 avril 1998 (dernière cotation) :	585,0

INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION DU PERSONNEL

Le 25 juin 1997, un accord a été signé pour les exercices 1997, 1998, 1999 et concerne les sociétés : TOTAL SA, TOTAL Raffinage Distribution, TOTALGAZ, TOTAL Solvants et Yacco.

Les montants de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement à répartir pour l'ensemble des sociétés signataires de l'accord de groupe s'établissent comme suit pour :

	Intéressement	Participation
1996	87,8 MF	5,4 MF
1997	138,5 MF	9,2 MF
1998	69,7 MF	15,5 MF

POLITIQUE D'INFORMATION

Outre son rapport annuel, le Groupe diffuse régulièrement des informations sur ses activités à travers des publications périodiques ainsi que depuis le 8 janvier 1997 sur son site internet <http://www.total.com>, ceci indépendamment des nouvelles d'importance significative qui font l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs TOTAL sollicite, depuis 1989, l'enregistrement de son rapport annuel comme document de référence auprès de la COB.

Enfin, le Groupe organise régulièrement des réunions d'information, tant en France qu'à l'étranger, à destination des actionnaires, journalistes et analystes financiers.

RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Paris :	New York :
Michel Hourcard	Robert Hammond
24, Cours Michelet	TOTAL American Services
92069 Paris La Défense Cedex	1585 Broadway Avenue
Tél. : (33)(0)1.41.35.52.29	26th Floor
	New York, NY 10036 - U.S.A.
	Tél. : (00.1) 212.969.28.10

RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues des sociétés françaises et étrangères membres du Groupe, y compris les jetons de présence, par l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe (les membres du Comité Directeur et le Trésorier) s'est élevé à 35,9 MF pour l'exercice 1998 et à 30,1 MF pour l'exercice 1997. Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 2 MF en 1998 et 2 MF en 1997 (douze administrateurs au 31 décembre 1998 et douze au 31 décembre 1997).

Les modalités de répartition du montant global de 2 MF des jetons de présence au titre de 1998 sont les suivantes :

- une partie fixe de 100 000 F par administrateur (prorata temporis en cas de changement en cours d'année),
- un montant de 150 000 F pour le Comité d'audit réparti en fonction des présences effectives,
- le solde étant réparti entre les administrateurs en fonction des présences effectives aux réunions du Conseil d'Administration.

La liste des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 1998 est la suivante (seize personnes au 31 décembre 1998 et quatorze au 31 décembre 1997) :

Comité Directeur :

Thierry DESMAREST (*)	Pierre-René BAUQUIS
Alain MADEC (*)	Michel BENEZIT
Robert CASTAIGNE (*)	Claude BRICE
Jean-Paul VETTIER (*)	Jean-Claude COMPANYY
Daniel VALOT (*)	Jean-Jacques GUILBAUD
Jean-Pierre SEEUWS (*)	Christophe de MARGERIE
	Ian HOWAT
	Pierre PROUST
	Hugues WOESTELANDT

(*) Membre du Comité Exécutif.

Trésorier :

Henri BOUSQUET, remplacé depuis le 1^{er} février 1999 par Charles PARIS de BOLLARDIERE.

Options de souscription et d'achats d'actions TOTAL de l'ensemble des principaux dirigeants de l'entreprise (le comité directeur et le trésorier)

	<i>Plan 1993</i>	<i>Plan 1994</i>	<i>Plan 1995</i>	<i>Plan 1996</i>	<i>Plan 1998</i>	<i>Total</i>
	<i>Options de</i>	<i>Options de</i>	<i>Options de</i>	<i>Options de</i>	<i>Options</i>	
	<i>souscription</i>	<i>souscription</i>	<i>souscription</i>	<i>souscription</i>	<i>d'achat</i>	
PRIX D'EXERCICE (F)	210	286	291	392	615	
Options attribuées	105 500	118 000	158 500	163 000	157 500	702 500
Options exerçables						
au 1 ^{er} janvier 1998	32 000	101 000	158 500	163 000	0	454 500
Options attribuées						
durant l'exercice 1998	0	0	0	0	157 500	157 500
Options exercées						
durant l'exercice 1998	11 500	8 000	0	0	0	19 500
Options exerçables						
au 31 décembre 1998	20 500	93 000	158 500	163 000	157 500	592 500

NB: Les modalités d'exercice de ces options sont expliquées à la Note 30 des comptes consolidés.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(avant l'AGM du 11 mai 1999)

M. Thierry Desmarest

Président-Directeur Général
(nommé administrateur le 30/5/1995)
(renouvelé le 13/5/1998)
(nommé Président le 31/5/1995)
(renouvelé le 13/5/1998)

M. François-Xavier Ortoli

Président d'honneur
(nommé administrateur le 26/10/1984)
(renouvelé le 30/5/1994)

M. Jérôme Monod

Président du Conseil de Surveillance
de Suez Lyonnaise des Eaux
(nommé administrateur le 20/6/1986)
(renouvelé le 13/5/1998)

M. Michel François-Poncet

Président du Conseil de
Surveillance de Paribas
(nommé administrateur le 26/6/1987)
(renouvelé le 2/6/1993)

M. Serge Tchuruk

Président-Directeur Général d'Alcatel
(nommé administrateur le 8/11/1989)
(renouvelé le 31/5/1995)

M. Jean Syrota

Président-Directeur Général
de la Compagnie Générale
des Matières Nucléaires (COGEMA)
(nommé administrateur le 2/6/1993)

M. Antoine Jeancourt-Galignani

Président du Conseil d'Administration des
Assurances Générales de France
(nommé administrateur le 30/5/1994)

Lord Alexander of Weedon Q.C.

Président du groupe NatWest
(nommé administrateur le 4/6/1996)

M. Bertrand Jacquillat

Professeur des Universités
Co-Fondateur et Président-Directeur Général
Associés en Finance
(nommé administrateur le 4/6/1996)

M. Daniel Bouton

Président-Directeur Général
Société Générale
(nommé Administrateur le 21/5/1997)

M. Bruno Ribeyron-Montmartin

Secrétaire Général de Total Outre-mer
(nommé Administrateur le 21/5/1997)

M. Didier Houssin

Représentant de l'Etat français
Directeur des Matières Premières et des Hydrocarbures
au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie
Secrétariat d'Etat à l'Industrie
(nommé par décret le 24/10/1997)

Baron Albert Frère*

Président du Conseil d'Administration
et Administrateur-Délégué
du Groupe Bruxelles Lambert S.A.
(nommé Administrateur le 14/1/1999)

Honorable Paul Desmarais*

Président du Comité Exécutif de Power Corporation
du Canada
(nommé Administrateur le 14/1/1999)

M. Thierry de Rudder*

Administrateur-Délégué
du Groupe Bruxelles Lambert S.A et d'Electrafina
(nommé Administrateur le 14/1/1999)

Tous les membres du Conseil d'Administration sont domiciliés au Siège Social de TOTAL,
24 cours Michelet, 92800 Puteaux.

* La nomination de ces Administrateurs est conditionnée par la levée des conditions suspensives
décrites dans la sixième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 14 janvier 1999.

Le Conseil s'est réuni 6 fois en 1998.

CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires

Cabinet KPMG Fiduciaire de France

1, cours Valmy, 92 923 Paris La Défense
(date de nomination : 13/5/1998 pour six exercices)
R. Amirkhanian

Barbier Frinault et Autres

41, rue Ybry, 92 576 Neuilly-sur-Seine Cedex
(date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice)
(renouvelé le 13/5/1998 pour six exercices)
P. Macioce

Suppléants

Cabinet Salustro Reydel

8, avenue Delcassé, 75 378 Paris Cedex 08
(date de nomination : 20/6/1986)
(renouvelé le 13/5/1998 pour six exercices)

M. Alain Grosmann

c/o Barbier Frinault et Autres
41, rue Ybry, 92 576 Neuilly-sur-Seine Cedex
(date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice)
(renouvelé le 13/5/1998 pour six exercices)

COMITÉ DE NOMINATION ET DES RÉMUNÉRATIONS

Membres

M. Michel François-Poncet

M. Jérôme Monod

M. Serge Tchuruk

M. Thierry Desmarest*

Missions

Etudier et soumettre au Conseil d'Administration toutes propositions relatives au choix des nouveaux administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux, à la rémunération de ces derniers et au plan d'options de souscription ou d'achat d'actions

* Sauf pour les questions le concernant personnellement

COMITÉ D'AUDIT

Membres

M. François-Xavier Ortoli

M. Thierry de Rudder

M. Jean Syrota

Missions

Donner au Conseil son avis sur la qualité des comptes et sur les procédures de contrôle interne du Groupe

PANORAMA DE L'EXERCICE

Le résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents s'établit en 1998 à 6 916 millions de francs (1 054 millions d'euros), en baisse de 9,1 %. Le résultat net part du Groupe publié⁽¹⁾ s'établit à 5 814 millions de francs (886 millions d'euros).

Les efforts de croissance et de productivité réalisés dans l'année ont permis de compenser une partie significative de la dégradation de l'environnement.

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

- l'Amont, qui regroupe l'exploration, la production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;
- l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;
- la Chimie de spécialités qui regroupe Hutchinson (élastomères) et les revêtements (résines, encres, peintures décoratives et adhésifs).

L'environnement pétrolier s'est dégradé en 1998 avec la forte baisse des prix du Brent qui se sont établis à 12,7 \$/b en moyenne contre 19,1 \$/b en 1997 (-34 %). Les marges de raffinage européennes se sont améliorées pour atteindre 16,9 \$/t en 1998 (+8 % par rapport à 1997). Enfin, le dollar est resté relativement stable par rapport au franc, progressant de 1 % à 5,90 francs par dollar en moyenne en 1998.

CROISSANCE DE L'AMONT

Dans le secteur Amont, la production d'hydrocarbures a augmenté de 4,4 %, s'établissant à 838 000 bep/j contre 803 000 bep/j en 1997. La production d'hydrocarbures liquides a progressé de 5,9 % en 1998 à 563 000 b/j et la production de gaz a augmenté de 1,1 % à 42,6 millions de m³ par jour.

La production hors Moyen-Orient s'établit à 521 000 bep/j (+5,2 %) et la production d'hydrocarbures au Moyen-Orient est en hausse de 2,9 % à 317 000 bep/j, incluant une production de gaz sous forme de Gaz Naturel Liquéfié de 3,3 millions de m³ par jour.

L'année 1998 a été marquée par la poursuite de la baisse des coûts techniques de production des filiales consolidées qui ont été ramenés à 8,0 \$/bep contre 8,7 \$/bep en 1997 (-9 %).

Les réserves continuent de croître en 1998 et s'élèvent à 5 083 millions de bep, contre 4 833 millions de bep en 1997 (+5,2 %). Elles représentent 16 ans de production. Le taux de renouvellement des réserves des filiales consolidées a atteint 229 % en moyenne sur la période 1996-1998 contre 212 % sur la période 1995-1997.

Les coûts de renouvellement des réserves des filiales consolidées sont restés stables à 4,0 \$/bep en moyenne 1996-1998. Grâce aux bons résultats de l'exploration, les coûts de découverte proprement dits se sont situés à un niveau très compétitif de 0,7 \$/bep (moyenne 1996-1998).

Au Moyen-Orient, l'année a été marquée par le démarrage du 3^{ème} train de liquéfaction de Qatargas (TOTAL 10 %) dont la production de 2 millions de tonnes par an sera commercialisée auprès d'un consortium de 7 utilisateurs japonais.

En Iran, la production de SIRRI A a commencé en octobre 1998 conformément aux prévisions. Elle est suivie en 1999 du démarrage du champ voisin de SIRRI E.

En Afrique, les forages d'exploration du bloc 14 (TOTAL 20 %) en Angola ont donné lieu à 2 découvertes majeures qui confirment le fort potentiel du bloc mis en évidence par les découvertes de Kuito et de Landana en 1997. Le développement du champ géant de Kuito a été lancé avec une première production prévue pour la fin de 1999, soit moins de trois ans après sa découverte.

En Amérique du Sud, TOTAL a renforcé sa participation dans le projet SINCOR au Venezuela en la portant de 40 % à 47 %. Ce projet, définitivement lancé en 1998, progresse conformément au planning prévu et assurera un accès à des réserves supérieures à 1 milliard de barils (part TOTAL). En Colombie, la production des champs de Cusiana et de Cupiagua (TOTAL 15,2 % net) a atteint le niveau de 460 000 bep/j fin 1998.

En Asie du Sud-Est, les productions de gaz ont augmenté du fait de la montée en puissance du 7^{ème} train de liquéfaction de l'usine de Bontang en Indonésie. Un 8^{ème} train doit rentrer en service en 1999, portant la capacité de l'usine de Bontang à 21,6 millions de tonnes par an.

En Thaïlande, la production du champ de Bongkot (TOTAL 33,3 %) a augmenté de 350 à 550 millions de pieds cube par jour.

Enfin, aux Etats-Unis, TOTAL a cédé ses actifs conventionnels de production dont la contribution aux productions et aux réserves était limitée.

(1) Compte-tenu des éléments non-récurrents suivants : effets de stock négatif non couvert (-1 481 MFRF), FAS 121 (-466 MFRF) et plus-values de cessions (+845 MFRF)

PERFORMANCES DE L'AVANT

Le secteur Aval a bénéficié en 1998 d'un environnement favorable qui explique à hauteur de 60% la forte progression de son résultat opérationnel. La baisse du point-mort des raffineries européennes au niveau de 13 \$ par tonne, une politique marketing efficace ainsi que la croissance des activités de l'Outre-Mer et des spécialités expliquent le solde de l'augmentation du résultat opérationnel.

TOTAL, Electricité de France (EDF) et TEXACO se sont associés dans le projet de " Gazéification intégrée à un cycle combiné " dont l'unité sera implantée sur le site de la raffinerie de Normandie de TOTAL à Gonfreville (France) et qui devrait entrer en service fin 2003.

Dans la distribution, les volumes commercialisés (hors trading) ont augmenté de 2% à 1 098 000 b/j.

En Afrique, TOTAL a renforcé ses positions au Gabon et en Guinée équatoriale, et a initié une activité de distribution en Egypte. Le Groupe est sur ce continent l'un des deux premiers raffineurs-distributeurs pétroliers internationaux avec une part de marché globale de 14%.

Enfin, TOTAL continue à développer ses activités de spécialités dans les zones à fort potentiel de croissance, en particulier en Chine et au Vietnam (lubrifiants, GPL) et aux Philippines (réseau de distribution et spécialités).

DÉVELOPPEMENT DE LA CHIMIE

Le secteur Chimie a vu son chiffre d'affaires progresser de 9% à 31,1 milliards de francs (4,75 milliards d'euros) ainsi que son résultat opérationnel qui a augmenté de 6% à 2,5 milliards de francs (0,38 milliard d'euros). Cette progression reflète les gains de productivité réalisés ainsi que l'intégration des opérations de croissance externe.

Hutchinson, dans le domaine des élastomères et de la transformation du caoutchouc, a poursuivi sa stratégie de mondialisation en développant trois nouveaux sites de production aux Etats-Unis, en Chine et au Mexique. Hutchinson est devenu le troisième producteur mondial de caoutchouc technique et réalise maintenant les 2/3 de son chiffre d'affaires en dehors de France.

Dans le domaine des résines, TOTAL a conforté sa deuxième place en part de marché en Europe en acquérant la société espagnole Resisa.

Bostik s'est renforcé dans le domaine des adhésifs en Europe avec l'acquisition de Mydrin.

SITUATION FINANCIÈRE

Les principaux éléments des comptes consolidés du Groupe sont résumés dans le tableau suivant :

	1998		1997		1996	
	M FRF	M EUROS	M FRF	M EUROS	M FRF	M EUROS
Chiffre d'affaires	159 614	24 333	191 085	29 131	176 577	26 919
Résultat opérationnel des secteurs d'activité*	12 430	1 895	13 623	2 077	10 212	1 557
Résultat net part du Groupe**	6 916	1 054	7 611	1 160	5 646	861
Résultat net par action (en francs et en euros) sur la base d'un capital dilué**	28,2	4,29	31,0	4,73	23,50	3,58
Marge brute d'autofinancement courante	17 040	2 598	19 190	2 925	15 413	2 350

* hors éléments non-récurrents du résultat opérationnel en 1998 : effet de stock négatif non couvert (-1 572 M FRF) et FAS 121 (-584 M FRF).

** hors éléments non-récurrents du résultat net en 1998 : effet de stock négatif non couvert (-1 481 M FRF), FAS 121 (-466 M FRF) et plus-values des cessions (+ 845 M FRF).

Le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 16% par rapport à 1997, la baisse des prix des produits pétroliers faisant plus que compenser la hausse des volumes vendus.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activités hors éléments non-récurrents s'élève à 12,4 milliards de francs (1,9 milliard d'euros), en baisse de 9% par rapport à 1997.

Le résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents s'établit à 6,9 milliards de francs (1,1 milliard d'euros), en baisse de 9% par rapport à 1997.

La marge brute d'autofinancement courante de 1998 est en baisse de 11 % à 17,0 milliards de francs (2,6 milliards d'euros).

Le bénéfice net par action hors éléments non-récurrents, calculé sur la base d'un capital moyen dilué de 245,7 millions d'actions, s'élève à 28,2 francs (4,29 euros), en baisse de 9% par rapport à 1997.

La croissance des volumes et les efforts de productivité ont eu en 1998 un impact positif de 1,7 milliard de francs (0,26 milliard d'euros) sur le résultat opérationnel. Les succès de l'exploration ont permis de réduire les charges de 300 millions de francs (46 millions d'euros) alors que l'ensemble des facteurs d'environnement a eu un impact négatif de 3,2 milliards de francs (0,49 milliard d'euros). Les éléments non-récurrents pèsent sur le résultat opérationnel à hauteur de 2,2 milliards de francs (0,33 milliard d'euros) et correspondent à un effet de stock négatif non couvert et à l'application de la norme FAS 121.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS (HORS ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS)

	1998		1997		Variation en %
	M FFR	M EURDS	M FFR	M EURDS	
Amont	5 397	823	8 217	1 253	- 34%
Aval	4 565	696	3 082	470	+ 48%
Chimie	2 468	376	2 324	354	+ 6%
Résultat opérationnel des secteurs*	12 430	1 895	13 623	2 077	- 9%

* hors éléments non-récurrents

PASSAGE À L'EURO

L'analyse précise des activités de trésorerie s'est concrétisée en fin d'année 1998 par la conversion en euro de l'ensemble des positions et soldes financiers précédemment exprimés dans l'une des devises de l'Union Monétaire Européenne (dites devises " in "). Depuis le 1er janvier 1999, les opérations financières précédemment conclues en devises " in " sont réalisées en euro. Les opérations commerciales seront progressivement traduites en euro, possibilité étant d'ores et déjà offerte aux clients et fournisseurs de régler dans cette devise. Enfin, TOTAL prévoit le maintien en franc de la comptabilité des sociétés jusqu'au second trimestre 2001.

AN 2000

La question du passage à l'an 2000 est coordonnée au niveau du Groupe et chaque secteur d'activités a la responsabilité de la mise en œuvre des adaptations nécessaires, selon un planning prévu. Chacun de ces secteurs traite les questions relatives au passage à l'an 2000 sous 3 angles : Informatique et Télécoms, Process et Relations avec les tiers. L'ensemble des travaux progresse en conformité avec le planning et un plan d'avancement des tâches est communiqué par semestre.

INVESTISSEMENTS 1998

Les investissements bruts des secteurs en 1998 sont stables à 21 milliards de francs (3,2 milliards d'euros) :

- Le niveau d'investissement du secteur Amont est en progression de 16%, à 14,5 milliards de francs (2,2 milliards d'euros) contre 12,6 milliards de francs en 1997 (1,9 milliard d'euros).
 - L'investissement de l'Aval est en baisse à 3,7 milliards de francs (0,56 milliard d'euros), contre 5,0 milliards de francs en 1997 (0,77 milliard d'euros) hors opération TOPNA.
 - Les investissements du secteur Chimie s'élèvent à 2,9 milliards de francs (0,44 milliard d'euros), en hausse de 17% par rapport à 1997.
- Les désinvestissements, calculés au prix de cession, ont représenté 4,1 milliards de francs (0,63 milliard d'euros).

La marge brute d'autofinancement courante s'élève à 17,0 milliards de francs (2,60 milliards d'euros), en baisse de 11% par rapport à 1997. Les fonds propres consolidés avant répartition s'élèvent à 70,8 milliards de francs (10,8 milliards d'euros), contre 69,7 milliards de francs en 1997 (10,6 milliards d'euros).

Le ratio de dettes nettes sur fonds propres ⁽²⁾ du Groupe s'établit à 32,7% contre 26,8% un an auparavant, le maintien d'un niveau d'investissements élevé expliquant principalement cette progression, par ailleurs favorable à l'effet de levier dans un contexte de taux d'intérêt bas.

COMPTES DE TOTAL S.A. ET PROPOSITION DE DIVIDENDE

Le bénéfice de TOTAL Société-mère s'établit à 3 756 millions de francs en 1998 (573 millions d'euros), contre 4 345 millions de francs en 1997 (662 millions d'euros). Le Conseil d'Administration de TOTAL, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 11 mai 1999 la distribution d'un dividende de 2 euros par action, en progression de 1% par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera payé en espèces en juillet 1999, après la réalisation de l'offre publique d'échange sur PETROFINA. Cette offre publique d'échange sera faite en Belgique et aux Etats-Unis au moyen de prospectus approuvés par les autorités réglementaires compétentes.

PERSPECTIVES D'AVENIR

En décembre 1998, TOTAL a annoncé son rapprochement avec PETROFINA, qui fera du nouveau Groupe TOTAL FINA le troisième pétrolier européen et le cinquième mondial.

Par ce rapprochement, TOTAL consolide ses positions dans le secteur Aval dans les pays européens où ses parts de marché étaient limitées. Le nouveau Groupe disposera d'un outil de raffinage et d'un réseau de distribution très compétitifs. Il est favorablement placé dans la perspective de l'évolution des spécifications des produits pétroliers en Europe.

Dans le secteur Amont, le rapprochement avec PETROFINA permet de renforcer la part de la zone OCDE dans la production et les réserves. TOTAL FINA dispose d'un portefeuille de grands projets qui lui permettra de réaliser ses objectifs de croissance tout en réduisant les coûts techniques. Sa production devrait atteindre 1,25 million de bep par jour en l'an 2000 et 1,5 million de bep par jour en 2005.

Dans le secteur Chimie, la chimie de spécialités de TOTAL, conjuguée à la pétrochimie très compétitive de PETROFINA, constitue un pôle chimique équilibré qui poursuivra une politique de croissance autofinancée.

D'importantes synergies seront réalisées du fait du rapprochement de TOTAL et de PETROFINA. Mises en oeuvre pour les deux tiers dans le secteur Aval, elles devraient permettre une amélioration du résultat opérationnel du nouveau Groupe de 2,5 milliards de francs par an (0,38 milliard d'euros) à partir de 2002 et devraient se poursuivre après cette date. De plus, les objectifs de croissance et de gains de productivité de TOTAL FINA devraient permettre, dans le cadre d'hypothèses d'environnement données, une amélioration complémentaire du résultat opérationnel annuel de 5,5 milliards de francs (0,84 milliard d'euros) à l'horizon 2002.

(2) Fonds propres après répartition

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 1998

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Total S.A., établis en francs français, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1998, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 17 mars 1999

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

Fiduciaire de France

René Amirkhanian

BARBIER FRINAULT ET AUTRES

Membre d'Arthur Andersen

Pascal Macioce

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

TOTAL ET SES FILIALES

EXERCICE	FRANCS		
	1998	1997	1996
<i>(en millions de francs excepté pour le résultat net par action donné en francs)</i>			
Chiffre d'affaires (Notes 19 et 20)	159 614	191 085	176 577
Charges d'exploitation	(141 968)	(170 448)	(159 893)
Amortissements des immobilisations corporelles	(7 876)	(7 565)	(6 916)
Résultat opérationnel (note 19) :			
Holding	(504)	(551)	(444)
Secteurs d'activité	10 274	13 623	10 212
Total résultat opérationnel	9 770	13 072	9 768
Frais financiers nets (Note 21)	(988)	(738)	(917)
Dividendes reçus des participations non consolidées	326	597	339
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 14)	(61)	(60)	(52)
Autres charges et produits (Note 22)	(215)	71	(134)
Éléments exceptionnels, nets (Note 23)	-	-	-
Impôt sur les sociétés (Note 24)	(2 402)	(4 077)	(2 622)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 6)	372	(58)	66
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	6 802	8 807	6 448
Amortissement des écarts d'acquisition	(686)	(860)	(663)
Résultat de l'ensemble consolidé	6 116	7 947	5 785
dont part des minoritaires	302	336	139
Résultat net	5 814	7 611	5 646
RÉSULTAT NET PAR ACTION (NOTE 1-Q)	23,7	31,0	23,5

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

TOTAL ET SES FILIALES

EXERCICE	EUROS		
	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros excepté pour le résultat net par action donné en euro)</i>			
Chiffre d'affaires (Notes 19 et 20)	24 333	29 131	26 919
Charges d'exploitation	(21 643)	(25 985)	(24 376)
Amortissements des immobilisations corporelles	(1 201)	(1 153)	(1 054)
Résultat opérationnel (note 19) :			
Holding	(77)	(84)	(68)
Secteurs d'activité	1 566	2 077	1 557
Total résultat opérationnel	1 489	1 993	1 489
Frais financiers nets (Note 21)	(151)	(113)	(140)
Dividendes reçus des participations non consolidées	50	91	52
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 14)	(9)	(9)	(8)
Autres charges et produits (Note 22)	(33)	11	(20)
Éléments exceptionnels, nets (Note 23)	-	-	-
Impôt sur les sociétés (Note 24)	(366)	(622)	(400)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 6)	57	(9)	10
Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition	1 037	1 342	983
Amortissement des écarts d'acquisition	(105)	(131)	(101)
Résultat de l'ensemble consolidé	932	1 211	882
dont part des minoritaires	46	51	21
Résultat net	886	1 160	861
RÉSULTAT NET PAR ACTION (NOTE 1-Q)	3,613	4,726	3,583

BILAN CONSOLIDÉ

TOTAL ET SES FILIALES

	FRANCS		
31 DÉCEMBRE	1998	1997	1996
<i>(en millions de francs)</i>			
ACTIF			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles (Note 4)	17 086	16 339	15 276
Moins : amortissements et provisions (Note 4)	(7 500)	(6 965)	(5 901)
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 4)	9 586	9 374	9 375
Immobilisations corporelles (Note 5)	132 163	127 525	116 256
Moins : amortissements et provisions (Note 5)	(66 780)	(66 125)	(61 948)
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 5)	65 383	61 400	54 308
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 6)	9 247	8 491	4 720
Autres titres de participation (Note 7)	5 230	5 811	5 980
Autres actifs long terme (Note 8)	4 692	5 489	4 280
Total actif long terme	94 138	90 565	78 663
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation (Note 9)	12 219	14 550	15 014
Clients et comptes rattachés (Note 10)	20 485	23 371	23 878
Autres créances (Note 11)	11 032	8 800	7 656
Valeurs mobilières de placement (Note 12)	4 097	1 773	971
Disponibilités et dépôts à court terme	9 982	12 652	32 000
Total actif circulant	57 815	61 146	79 519
TOTAL ACTIF	151 953	151 711	158 182
PASSIF			
Capitaux propres (note 13) :			
Capital	12 239	12 217	12 106
Primes	13 007	12 918	12 361
Réserves consolidées	44 164	41 489	36 432
Écarts de réévaluation	465	458	458
Écarts de conversion	(2 010)	(450)	(2 099)
Total des capitaux propres	67 865	66 632	59 258
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (note 14)			
	1 406	1 497	1 309
Intérêts minoritaires			
	1 577	1 605	2 221
Provisions pour risques et charges :			
Provision pour régulation des cours	-	955	1 977
Provisions pour impôts différés (Note 24)	5 054	5 230	4 434
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 15)	3 326	3 216	5 623
Autres provisions pour risques et charges (Note 16)	5 551	5 272	5 432
Total provisions pour risques et charges	13 931	14 673	17 466
Dettes à long terme :			
Emprunts et dettes financières (Note 17)	23 919	21 742	20 332
Dépôts et cautionnements	985	939	886
Total dettes à long terme	24 904	22 681	21 218
Dettes à court terme :			
Fournisseurs et comptes rattachés	15 403	18 328	17 902
Autres créditeurs et dettes diverses (Note 18)	19 128	17 598	16 063
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	1 370	1 818	4 801
Dettes financières à court terme (Note 17)	3 740	4 529	16 031
Concours bancaires courants	2 629	2 350	1 913
Total dettes à court terme	42 270	44 623	56 710
TOTAL PASSIF	151 953	151 711	158 182

EUROS

31 DÉCEMBRE	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros)</i>			
ACTIF			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles (Note 4)	2 604	2 491	2 329
Moins : amortissements et provisions (Note 4)	(1 143)	(1 062)	(900)
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 4)	1 461	1 429	1 429
Immobilisations corporelles (Note 5)	20 149	19 441	17 723
Moins : amortissements et provisions (Note 5)	(10 181)	(10 081)	(9 444)
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 5)	9 968	9 360	8 279
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 6)	1 410	1 294	720
Autres titres de participation (Note 7)	797	886	912
Autres actifs long terme (Note 8)	715	837	652
Total actif long terme	14 351	13 806	11 992
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation (Note 9)	1 863	2 218	2 289
Clients et comptes rattachés (Note 10)	3 122	3 563	3 640
Autres créances (Note 11)	1 682	1 342	1 167
Valeurs mobilières de placement (Note 12)	625	270	148
Disponibilités et dépôts à court terme	1 522	1 929	4 879
Total actif circulant	8 814	9 322	12 123
TOTAL ACTIF	23 165	23 128	24 115
PASSIF			
Capitaux propres (note 13) :			
Capital	1 866	1 862	1 846
Primes	1 982	1 969	1 884
Réserves consolidées	6 733	6 326	5 554
Écarts de réévaluation	71	70	70
Écarts de conversion	(306)	(69)	(320)
Total des capitaux propres	10 346	10 158	9 034
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (note 14)			
	214	228	200
Intérêts minoritaires			
	240	245	339
Provisions pour risques et charges :			
Provision pour régulation des cours	-	146	301
Provisions pour impôts différés (Note 24)	770	797	676
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 15)	507	490	857
Autres provisions pour risques et charges (Note 16)	847	804	828
Total provisions pour risques et charges	2 124	2 237	2 662
Dettes à long terme :			
Emprunts et dettes financières (Note 17)	3 647	3 315	3 100
Dépôts et cautionnements	150	143	135
Total dettes à long terme	3 797	3 458	3 235
Dettes à court terme :			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 348	2 794	2 729
Autres créanciers et dettes diverses (Note 18)	2 916	2 683	2 448
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	209	277	732
Dettes financières à court terme (Note 17)	570	690	2 444
Concours bancaires courants	401	358	292
Total dettes à court terme	6 444	6 802	8 645
TOTAL PASSIF	23 165	23 128	24 115

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE [NOTE 32]

TOTAL ET SES FILIALES

EXERCICE	FRANCS		
	1998	1997	1996
<i>(en millions de francs)</i>			
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	6 116	7 947	5 785
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	9 112	9 073	7 965
Autres provisions long terme et impôts différés ⁽¹⁾	681	(1 697)	491
Exploration passée en charges	1 131	1 426	1 172
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	17 040	16 749	15 413
Variation de la provision pour régulation des cours	(933)	(1 012)	1 571
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(768)	(813)	(778)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(159)	110	(38)
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 32)	1 502	837	(1 039)
Autres, nets	(102)	19	320
Flux de trésorerie d'exploitation	16 580	15 890	15 449
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	(16 950)	(16 251)	(11 721)
Dépenses d'exploration directement enregistrées en charges	(1 084)	(1 181)	(955)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(713)	(339)	(1 636)
Coût d'acquisition de titres	(1 354)	(2 840)	(978)
Augmentation des prêts long terme	(1 214)	(2 048)	(1 086)
Investissements	(21 315)	(22 659)	(16 376)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	893	1 102	1 511
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	923	1 326	31
Produits de cession d'autres titres	1 678	442	1 278
Remboursement de prêts long terme	653	708	401
Désinvestissements	4 147	3 578	3 221
Diminution (Augmentation) des valeurs mobilières de placement	(2 336)	(762)	(292)
Flux de trésorerie d'investissement	(19 504)	(19 843)	(13 447)
Flux de trésorerie de financement			
Variations de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	111	498	205
Actionnaires minoritaires	2	17	6
Dividendes payés en numéraire :			
Aux actionnaires de la société mère	(3 139)	(2 554)	(602)
Aux actionnaires minoritaires	(150)	(189)	(249)
Émission d'emprunts, nets des remboursements anticipés (Note 32)	4 948	4 315	(1 695)
Variation des dettes financières à court terme	(2 014)	(16 695)	3 749
Autres, nets	(61)	(60)	(52)
Flux de trésorerie de financement	(303)	(14 668)	1 362
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(3 227)	(18 621)	3 364
Incidence des variations de change et de périmètre	557	(727)	73
Trésorerie au 1er janvier	12 652	32 000	28 563
Trésorerie au 31 décembre	9 982	12 652	32 000

(1) En 1997, le Groupe a "externalisé" certains engagements de pensions et retraites en France pour un montant de 2 441 millions de francs.

Avant cette opération, la rubrique "Autres provisions long terme et impôts différés" s'élevait à 744 millions de francs (dotation nette) et la marge brute d'autofinancement à 19 190 millions de francs.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE [NOTE 32]

TOTAL ET SES FILIALES

EXERCICE	EUROS		
	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros)</i>			
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	932	1 211	882
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 390	1 383	1 214
Autres provisions long terme et impôts différés ⁽¹⁾	104	(259)	75
Exploration passée en charges	172	217	179
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	2 598	2 552	2 350
Variation de la provision pour régulation des cours (Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(142)	(154)	239
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(24)	17	(6)
Diminution (Augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 32)	229	128	(158)
Autres, nets	(16)	3	49
Flux de trésorerie d'exploitation	2 528	2 422	2 355
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	(2 585)	(2 477)	(1 787)
Dépenses d'exploration directement enregistrées en charges	(165)	(180)	(146)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(109)	(52)	(249)
Coût d'acquisition de titres	(206)	(433)	(149)
Augmentation des prêts long terme	(185)	(312)	(166)
Investissements	(3 250)	(3 454)	(2 497)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	136	168	231
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	141	202	5
Produits de cession d'autres titres	255	67	195
Remboursement de prêts long terme	100	108	61
Désinvestissements	632	545	492
Diminution (Augmentation) des valeurs mobilières de placement	(356)	(116)	(45)
Flux de trésorerie d'investissement	(2 974)	(3 025)	(2 050)
Flux de trésorerie de financement			
Variations de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	17	76	31
Actionnaires minoritaires	0	3	1
Dividendes payés en numéraire :			
Aux actionnaires de la société mère	(479)	(389)	(92)
Aux actionnaires minoritaires	(23)	(29)	(38)
Émission d'emprunts, nets des remboursements anticipés (Note 32)	755	658	(258)
Variation des dettes financières à court terme	(307)	(2 545)	572
Autres, nets	(9)	(9)	(8)
Flux de trésorerie de financement	(46)	(2 235)	208
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(492)	(2 838)	513
Incidence des variations de change et de périmètre	85	(111)	11
Trésorerie au 1er janvier	1 929	4 878	4 354
Trésorerie au 31 décembre	1 522	1 929	4 878

(1) En 1997, le Groupe a "externalisé" certains engagements de pensions et retraites en France pour un montant de 372 millions d'euros.

Avant cette opération, la rubrique "Autres provisions long terme et impôts différés" s'élevait à 113 millions d'euros (dotation nette) et la marge brute d'autofinancement à 2925 millions d'euros.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

TOTAL ET SES FILIALES

	ACTIONS ÉMISES		PRIMES	RÉSERVES CONSOLIDÉES	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	ÉCARTS DE CONVERSION	TSDIRA	CAPITAUX PROPRES
	NOMBRE	MONTANT						
<i>(en millions de francs)</i>								
Au 1er janvier 1995	235 049 629	11 753	10 672	32 850	477	(3 354)	190	52 588
Dividendes payés en numéraire ⁽¹⁾	-	-	-	(602)	-	-	-	(602)
Dividendes convertis en actions ⁽¹⁾	4 446 748	221	1 241	(1 462)	-	-	-	-
Résultat net 1996	-	-	-	5 646	-	-	-	5 646
Émission d'actions	1 632 275	82	308	-	-	-	-	390
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	(19)	-	-	(19)
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	1 255	-	1 255
Émission d'actions en remboursement de TSDIRA	996 936	50	140	-	-	-	(190)	-
Au 31 décembre 1996	242 125 588	12 106	12 361	36 432	458	(2 099)	-	59 258
Dividendes payés en numéraire ⁽²⁾	-	-	-	(2 554)	-	-	-	(2 554)
Résultat net 1997	-	-	-	7 611	-	-	-	7 611
Émission d'actions	2 207 588	111	557	-	-	-	-	668
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	1 649	-	1 649
Au 31 décembre 1997	244 333 176	12 217	12 918	41 489	458	(450)	-	66 632
Dividendes payés en numéraires ⁽³⁾	-	-	-	(3 139)	-	-	-	(3 139)
Résultat net 1998	-	-	-	5 814	-	-	-	5 814
Émission d'actions	454 462	22	89	-	-	-	-	111
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	7	-	-	7
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	(1 560)	-	(1 560)
AU 31 DÉCEMBRE 1998	244 787 638	12 239	13 007	44 164	465	(2 010)	-	67 865

(1) Dividendes distribués en 1996 : 2 064 millions de francs (8,70 francs par action et 34,80 francs par TSDIRA).

(2) Dividendes distribués en 1997 : 2 554 millions de francs (10,50 francs par action).

(3) Dividendes distribués en 1998 : 3 139 millions de francs (13,00 francs par action).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

TOTAL ET SES FILIALES

	ACTIONS ÉMISES		PRIMES	RÉSERVES CONSOLIDÉES	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	ÉCARTS DE CONVERSION	TSDIRA	CAPITAUX PROPRES
	NOMBRE	MONTANT						
<i>(en millions d'euros)</i>								
Au 1er janvier 1995	235 049 629	1 792	1 627	5 008	73	(511)	29	8 018
Dividendes payés en numéraire ⁽¹⁾	-	-	-	(92)	-	-	-	(92)
Dividendes convertis en actions ⁽¹⁾	4 446 748	34	189	(223)	-	-	-	-
Résultat net 1996	-	-	-	861	-	-	-	861
Émission d'actions	1 632 275	12	47	-	-	-	-	59
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	(3)	-	-	(3)
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	191	-	191
Émission d'actions en remboursement de TSDIRA	996 936	8	21	-	-	-	(29)	-
Au 31 décembre 1996	242 125 588	1 846	1 884	5 554	70	(320)	-	9 034
Dividendes payés en numéraire ⁽²⁾	-	-	-	(388)	-	-	-	(388)
Résultat net 1997	-	-	-	1 160	-	-	-	1 160
Émission d'actions	2 207 588	16	85	-	-	-	-	101
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	251	-	251
Au 31 décembre 1997	244 333 176	1 862	1 969	6 326	70	(69)	-	10 158
Dividendes payés en numéraires ⁽³⁾	-	-	-	(479)	-	-	-	(479)
Résultat net 1998	-	-	-	886	-	-	-	886
Émission d'actions	454 462	4	13	-	-	-	-	17
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	1	-	-	1
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	-	(237)	-	(237)
AU 31 DÉCEMBRE 1998	244 787 638	1 866	1 982	6 733	71	(306)	-	10 346

(1) Dividendes distribués en 1996 : 315 millions d'euros (1,326 euros par action et 5,305 euros par TSDIRA).

(2) Dividendes distribués en 1997 : 388 millions d'euros (1,6007 euros par action).

(3) Dividendes distribués en 1998 : 479 millions d'euros (1,982 euros par action).

PERSONNES ASSURANT LA RESPONSABILITÉ DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe TOTAL. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

M. Thierry DESMAREST
Le Président du Conseil d'administration

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Les comptes annuels et les comptes consolidés des exercices 1996, 1997 et 1998 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

CABINET KPMG
FIDUCIAIRE DE FRANCE
R. Amirkhanian

BARBIER FRINAULT & AUTRES
P. Macioce



Le présent document de référence a été enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse
le 18 mars 1999 sous le numéro R. 99-046

Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération
visée par la Commission.

Afin de faciliter la lecture du présent rapport annuel enregistré comme document de référence, le tableau de correspondance ci-après renvoie aux principales rubriques de l'instruction d'application du règlement 98-01 de la COB et aux pages du rapport annuel correspondantes.

<i>SECTIONS</i>	<i>RUBRIQUES</i>	<i>PAGES DU RAPPORT ANNUEL 1998</i>
1.1	Nom et fonction des responsables du document	30
1.2	Attestation des responsables	30
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	46
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	42
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	43
3.3	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	36
3.4	Marché des titres de l'émetteur	32
3.5	Dividendes	34
4.1	Présentation de la société et du Groupe	1 à 30
4.3	Faits exceptionnels et litiges	F40
4.4	Effectifs	F38
5.1	Comptes de l'émetteur	51
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	40
7.1	Evolution récente	F8
7.2	Perspectives d'avenir	Rapport de gestion 50

CONCEPTION

IconixGroup • Washington, DC

RÉALISATION

Distingo

CRÉDITS PHOTOS

Couverture et intérieur de couverture: Y. Arthus-Bertrand, F. Robert, M. Roussel

Questions au Président: O. Franken

Organisation: P. Demail

TOTAL en 1998: Y. Arthus-Bertrand, J. Burlot, A.M. Van Treek

Amont: Y. Arthus-Bertrand, J. Borowski, C. Dumont, D. Lecuire, Y. Le Goff, Peerakit, F. Robert, M. Roussel, N. Petotot

Aval: J. Burlot, C. Chalançon, V. Dung Trung, H. Lagos, F. Robert, M. Roussel, L. Zylberman

Chimie: J. Burlot, S. Cambon, O'Clock, S. Rivoallon, J. Zaruba

Historique: C. Chalançon, Ph. Charliat, N. Petotot, P. J. Soler, D. Y. Trung, L. Zylberman, Total Historical Collection, reproduction photos P.J. Soler

IMPRESSION

Comelli

TOTAL

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Société Anonyme

au capital de : FRF 14 402 574 650

Siège social : Tour TOTAL

24, cours Michelet - Puteaux (Hauts de Seine) - France

542 051 180 R.C.S. Nanterre

www.total.com



INFORMATIONS FINANCIÈRES ET LÉGALES PARTIE 2

1998

Assemblée Générale du 11 mai 1999

COMPTES CONSOLIDÉS

Annexe aux Comptes Consolidés	F2
Bilans consolidés résumés des cinq derniers exercices	F42
Comptes de résultats consolidés des cinq derniers exercices	F43

RÉSERVES

Estimation des réserves prouvées	F44
Revenus nets futurs actualisés	F47

COMPTES SOCIÉTÉ MÈRE

États Financiers Simplifiés de la société mère	F48
Filiales et Participations	F50
Autres Informations sur cinq ans	F51
Évolution du capital social	F52

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

TOTAL ET SES FILIALES

1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés de TOTAL sont établis en conformité avec la loi française du 3 janvier 1985.

Les états financiers des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectif, sont retraités afin d'appliquer ces principes.

Tous les comptes, transactions et résultats intragroupe significatifs sont éliminés.

A) PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés regroupent l'ensemble des filiales jugées significatives dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Le Groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier détenues conjointement avec les autres actionnaires.

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 % et 50 %. Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence n'est possible qu'à la condition que l'influence notable puisse être démontrée. Selon cette méthode, les titres de participation sont valorisés pour la quote-part du Groupe dans les capitaux propres (y compris le résultat) de ces sociétés. Ces titres apparaissent au bilan consolidé sous le libellé "Sociétés mises en équivalence". La part du Groupe dans le profit ou la perte de ces sociétés est inscrite au compte de résultat consolidé en "Résultat des sociétés mises en équivalence".

B) MÉTHODES DE CONVERSION

Le Groupe applique la norme n° 52 du FASB.

(I) ÉLÉMENTS MONÉTAIRES

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties aux cours des devises à la date des transactions.

Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion".

(II) CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS ÉTABLIS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en francs français sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

C) INSTRUMENTS FINANCIERS

(I) RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

- Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises pour diminuer le coût de l'endettement et limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change. Les différentiels d'intérêts attachés à ces swaps sont constatés, prorata temporis, au compte de résultat en frais ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des FRA et des contrats de "futures" pour optimiser ses positions de taux d'intérêt. Conformément aux principes comptables applicables aux opérations de couverture, la variation des valeurs de marché de ces contrats est constatée au compte de résultat en frais ou en produits financiers de façon symétrique au résultat de l'élément couvert.

- Afin de limiter son exposition aux fluctuations des cours de devises étrangères, le Groupe peut utiliser des contrats d'achats ou ventes à terme de devises et, dans des circonstances exceptionnelles, des options de change. Conformément aux règles comptables applicables aux opérations de couverture, les variations des valeurs de marché de ces contrats sont comptabilisées de façon symétrique au résultat de l'élément couvert.
- Conformément aux principes applicables aux opérations de couverture,
 - en cas de déblocement de la couverture, anticipé ou à l'échéance, le principe d'une comptabilisation symétrique est maintenu : le résultat lié au déblocement de la couverture est comptabilisé prorata temporis sur la durée de vie de l'élément couvert.
 - en cas de disparition de l'élément couvert, la couverture est dénouée et les pertes et gains sont immédiatement reconnus en résultat.

(II) MATIÈRES PREMIÈRES

- Dans le cadre de son activité de Trading, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel.
Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments : contrats sur les marchés organisés, contrats Brent et Dubai forward, swaps sur le pétrole brut, les produits pétroliers et le gaz naturel ; les options sont rarement utilisées. Dans ce cas, la réévaluation des contrats à la clôture de l'exercice est traitée comptablement de façon symétrique aux résultats sur l'élément couvert.
- Conformément aux principes applicables aux opérations de couverture,
 - en cas de déblocement de la couverture, anticipé ou à l'échéance, le principe d'une comptabilisation symétrique est maintenu : le résultat lié au déblocement de la couverture est comptabilisé prorata temporis sur la durée de vie de l'élément couvert.
 - en cas de disparition de l'élément couvert, la couverture est dénouée et les pertes et gains sont immédiatement reconnus en résultat.
- Le Groupe conclut également des contrats qui n'entrent pas dans le cadre d'opérations de couverture. Ces opérations sont enregistrées de la façon suivante :
 - marché de gré à gré : les pertes latentes sont provisionnées et les gains latents sont différés jusqu'au dénouement du contrat,
 - marchés organisés : les gains et les pertes latents sont immédiatement reconnus en résultat.
- Dans le cadre des activités de raffinage et distribution, les pertes et les gains relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures bruts et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

D) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement selon une durée n'excédant pas 30 ans.

E) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(I) ACTIFS D'EXPLORATION ET DE PRODUCTION PÉTROLIÈRE

Le Groupe utilise la méthode des "successful efforts" définie par la norme n° 19 du FASB :

Concessions

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils sont dépréciés par la constitution de provisions en l'absence de découverte commercialisable. Les dépenses de géologie/géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les forages n'ayant pas contribué à la découverte de réserves commercialisables sont comptabilisés en charges. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés.

Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production sur la base des réserves prouvées estimées.

Contrats de partage de production

Le Groupe réalise des programmes d'exploration et de développement pétroliers avec certaines sociétés pétrolières nationales dans le cadre des contrats de partage de production pour lesquels le Groupe reçoit une part contractuelle de la production d'hydrocarbures (cost oil) en remboursement des dépenses d'exploration, de développement et d'exploitation. Le reste de la production est en général partagé entre les sociétés pétrolières nationales et le Groupe (profit oil).

Les contrats de partage de production sont comptabilisés selon la méthode des "successful efforts".

Limitation de la valeur des actifs

Le Groupe applique la norme n° 121 du FASB. Selon cette norme, un amortissement exceptionnel est comptabilisé à l'actif du bilan pour limiter la valeur nette des actifs en production du secteur Amont (évaluée par champ) au montant des flux de trésorerie futurs actualisés dans le cas où cette valeur est inférieure aux flux de trésorerie futurs non actualisés. Le même principe s'applique aux autres actifs long terme (y compris actifs incorporels). La valeur nette est limitée à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

(II) AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, à l'exception des actifs acquis avant 1976 dont le coût a été majoré de la réévaluation légale pratiquée par les entreprises françaises dans leurs comptes sociaux et des réévaluations extra-comptables des entreprises étrangères, pratiquées selon les mêmes principes. L'incidence comptable de ces réévaluations a été maintenue en consolidation et incluse dans les capitaux propres consolidés en "Ecart de réévaluation". Ces écarts sont repris au rythme des amortissements des immobilisations concernées ou lors de leur cession.

Si elles sont d'un montant significatif, les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement en application de la norme n° 13 du FASB. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles acquises ou financées par crédit-bail sont amorties linéairement sur la durée de vie estimée des biens :

	<i>ANNÉES DE DURÉE DE VIE ESTIMÉE</i>
Matériel de transport	5-20
Installations, machines et outillage	5-10
Mobilier et matériel de bureau	5-10
Raffineries :	
■ Installations complexes spécialisées	8-20
■ Dépôts	10-15
■ Pipelines et autres équipements associés	10-15
Constructions	10-50

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées.

Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

F) AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 %) ou qui ont été exclues du périmètre de consolidation en application des principes expliqués ci-dessus, sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique (essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés).

Certains titres ont fait l'objet de la réévaluation légale mentionnée au paragraphe E (II).

G) VALEURS D'EXPLOITATION

Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les stocks d'hydrocarbures bruts et de produits pétroliers sont évalués selon la méthode FIFO. Les autres stocks sont généralement évalués au prix de revient moyen pondéré.

H) DÉTERMINATION DES CHARGES D'EXPLOITATION - PROVISION POUR RÉGULATION DES COURS

Le résultat du Groupe est défini selon la méthode du coût de remplacement. A la valeur de la consommation des stocks pétroliers (hydrocarbures bruts et produits finis) calculée mois par mois aux coûts historiques, se substitue une valeur de remplacement qui est fonction du coût du pétrole brut et des produits pétroliers sur la période considérée.

Quand le coût de remplacement est supérieur au coût historique (effet prix sur stocks positif), une provision pour régulation des cours est constituée et affecte les charges d'exploitation. Cette provision est inscrite en provisions pour risques et charges. Lorsque l'effet prix sur stocks devient négatif, la provision pour régulation des cours est reprise en réduction des charges d'exploitation dans la limite des montants antérieurement comptabilisés.

En 1998, l'effet prix sur stocks s'est élevé à -2 351 MF (effet négatif). Il a été couvert partiellement par la reprise en résultat de la provision pour régulation des cours figurant au bilan du 31 décembre 1997. L'effet prix sur stock non couvert s'est élevé à 1 572 MF avant impôt et à 1 481 MF, net d'impôt.

La provision pour régulation des cours au 31 décembre 1997 s'élevait à 955 millions de francs. Elle a été reprise en 1998 dans le résultat à hauteur de 933 millions de francs. Après prise en compte des variations monétaires pour -22 millions, la provision a été intégralement reprise au bilan du 31 décembre 1998.

La reprise en 1998 de la provision pour régulation des cours a pour origine la diminution du cours moyen du baril de pétrole brut qui, pour le Brent, est de 12,7 \$/b en 1998, contre 19,1 \$/b en 1997.

I) VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

J) PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES SITES ET POUR RISQUES ET CHARGES LIÉS A L'ENVIRONNEMENT

Activités Amont :

Le Groupe constitue une provision pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production de pétrole et de gaz par un calcul à l'unité de production.

Autres activités :

Les risques liés à l'environnement font l'objet de provisions pour risques lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme probables et raisonnablement estimables. Ces provisions sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle.

K) IMPOTS DIFFÉRÉS

Le Groupe applique la norme n° 109 du FASB relative aux impôts différés. Conformément à cette norme, toute différence temporaire entre la valeur comptable et la base fiscale des actifs et passifs donne lieu à la reconnaissance d'un impôt différé. Ces impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable en fonction des derniers taux d'imposition connus.

L) CHIFFRE D'AFFAIRES, CHARGES D'EXPLOITATION ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Les ventes sont comptabilisées à la date de chargement des marchandises ou lorsque les services ont été rendus.

Le chiffre d'affaires est présenté net des droits de douane et des taxes de mise à la consommation dont le montant s'est élevé à 54 320 millions de francs en 1998, 49 146 millions de francs en 1997 et 43 052 millions de francs en 1996.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de TOTAL (Abu Dhabi - offshore, Abu Dhabi - onshore, Dubai - offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) sont inclus dans les charges d'exploitation et s'élèvent en 1998 à 3 586 millions de francs, 6 136 millions de francs en 1997, 6 069 millions de francs en 1996.

Les charges d'exploitation sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel les ventes correspondantes ont été enregistrées.

Le résultat opérationnel se définit comme l'excédent brut d'exploitation modifié par la variation des provisions d'exploitation, les amortissements des immobilisations corporelles, et l'exploration passée en charges.

M) FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Le total de ces coûts s'est élevé en 1998 à 1 398 millions de francs, 1 289 millions de francs en 1997 et 1 157 millions de francs en 1996.

N) FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers relatifs au financement des projets en cours de construction, y compris les travaux de développement de réserves pétrolières, sont incorporés au prix de revient des immobilisations. Tous les autres frais financiers sont passés en charges.

O) TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (VOIR NOTE 32)

Le Groupe applique les principes retenus par la norme n° 95 du FASB.

P) PROVISIONS POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Engagements en matière de pensions et retraites

Le Groupe applique les méthodes de calcul définies par les normes n° 87 et 88 du FASB.

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de prévoyance, de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de départ. Ces régimes fournissent des prestations dépendant de différents facteurs : ancienneté, régimes légaux, plans multi-employeurs, etc.

Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les coûts liés à la mise en œuvre de plans sociaux sont provisionnés lors de l'acceptation des conditions par les salariés ou leurs représentants.

Engagements en matière de couverture des frais médicaux et assurance-vie future

L'adoption de la norme n° 106 du FASB au 1er janvier 1993 pour les régimes situés aux Etats-Unis, et au 1er janvier 1995 pour les régimes hors Etats-Unis conduit à comptabiliser les provisions au titre des régimes de couverture des frais médicaux et assurance-vie future dont bénéficient les retraités actuels et les actifs pour leur période de retraite.

Q) RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen d'actions dilué de la période en tenant compte des augmentations de capital et des actions restant à émettre.

2. VARIATION DE LA COMPOSITION DU GROUPE ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 1998

A) VARIATION DE LA COMPOSITION DU GROUPE

- Le 2 février 1998, Bostik, filiale du Groupe, a acquis MYDRIN, division adhésifs et revêtements textiles de la société britannique BTP plc.
- Le 25 février 1998, le groupe a cédé la société Docks Des Alcools, spécialisée dans la distribution sur le marché français de solvants pétroliers et de produits issus de la dénaturation d'alcools.
- Le 8 juillet 1998, Cray Valley, filiale du groupe, a acquis la société RESISA, filiale résines du groupe CEPESA. RESISA est une société européenne spécialisée dans le domaine des résines dures à base de colophane pour encres et des résines pour peintures en poudre. En Espagne RESISA est également un opérateur important sur le marché des résines de structure et de revêtement.
- En septembre 1998, TOTAL a cédé sa filiale TOTAL Minatome Corporation (TMC) à la compagnie nord-américaine ENERGEN Resources Corporation associée à Westport Oil and Gas Company Incorporated.

B) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 1998

Le Groupe comprend, pour l'exercice 1998, 489 entreprises dont 453 ont fait l'objet d'une consolidation globale, 4 d'une intégration proportionnelle et 32 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle :

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
AMONT		AVAL (suite)	
Europe		Méditerranée/Afrique	
TOTAL Oil Marine	100,0	TOTAL Turkiye	51,0
TOTAL Norge	100,0	TOTAL Maroc	100,0
TOTAL Oil & Gas Nederland BV	100,0	TOTAL Nigeria	60,0
TOTAL Exploration Production Russie	99,7	TOTAL Kenya	78,6
TOTAL Exploration Production Kazakhstan	99,7	TOTAL Tunisie	90,0
Afrique		TOTAL Outre-mer	100,0
TOTAL Upstream Nigeria	100,0	TOTAL Côte d'Ivoire	77,3
TOTAL Exploration Production Algérie	100,0	TOTAL Liban	99,8
TLOG (Libye)	99,8	TOTAL Sénégal	91,0
TOTAL Angola	100,0	TOTAL South Africa (Pty) Ltd	57,6
TOTAL Exploration South Africa	85,1	Amérique du Sud	
TOTAL Marine Gabon	100,0	TOTALGAZ Argentina	100,0
Moyen-Orient / Asie		TOTAL Gasandes SA	100,0
TOTAL Yémen	100,0	International	
TOTAL Abu Al Bu Khoosh	99,7	TOTAL Transport Maritime	100,0
TOTAL Qatar Oil & Gas	99,7	TOTAL Transport Corporation	100,0
TOTAL Thaïlande	100,0	TOTAL International	100,0
TOTAL Indonésie	100,0	Air TOTAL International	99,0
TOTAL Myanmar Exploration Production	99,7	New Wisdom Operating Cy	100,0
TOTAL Oman	99,8	New Vision Operating Cy	100,0
TOTAL Sirri	99,8		
TOTAL South Pars	99,8	CHIMIE	
Amérique du Sud et du Nord		France	
Tepma Colombie	100,0	Hutchinson	100,0
TOTAL Austral	99,7	Euridep	65,9
TOTAL Exploration Production Venezuela	99,6	Cray Valley SA	100,0
TOTAL Exploration Production USA	100,0	Coates Lorilleux SA	100,0
		Bostik SA	100,0
AVAL		Europe	
France		Resinas Sinteticas SA	100,0
TOTAL Raffinage Distribution	100,0	TOTAL Inchiostri	100,0
TOTALGAZ	100,0	Kalon	65,9
Compagnie Pétrolière de l'Est	100,0	Coates Brothers PLC	100,0
Distributeurs de Combustibles Associés	100,0	Amérique du Sud et du Nord	
Charvet	100,0	Bostik Inc.	100,0
Sud-Ouest Fioul TOTAL	100,0	Cook Composites & Polymers Co	70,0
Stela	100,0	Hutchinson FTS, Inc.	100,0
Pétroliers Réunis de l'Ouest	100,0	Sinclair	100,0
TOTAL Solvants	100,0		
Francillienne de Confort	100,0	FINANCES ET AUTRES ACTIVITÉS	
Yacco	100,0	TOTAL (société mère)	100,0
Europe		Société Financière d'Auteuil	100,0
TOTAL Oil Great Britain	100,0	TOTAL Nucléaire	100,0
TOTAL Nederland	100,0	Omnium de Participations SA	99,9
TOTAL Belgique Luxembourg	100,0	Omnium Insurance and Reinsurance Cy	100,0
TOTAL Deutschland	100,0	TOTAL Oil Holdings Ltd	100,0
TOTAL España	100,0	TOTAL Finance Nederland	100,0
TOTAL Hungaria	100,0	TOTAL America Inc.	100,0
(P) Lindsey Oil Refinery	50,0	TOTAL Chimie	100,0
(P) TOTAL Raffinaderij Nederland	55,0		

(P) = intégration proportionnelle

3. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le 14 janvier 1999, l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires de TOTAL a approuvé le projet de rapprochement industriel entre TOTAL et PETROFINA annoncé le 1er décembre 1998.

Ce projet se traduit dans un premier temps par l'acquisition par TOTAL des actions PETROFINA détenues par les sociétés ELECTRAFINA, FIBELPAR, TRACTEBEL, ELECTRABEL et AG 1824, représentant une participation de 41 % du capital de PETROFINA. Cette acquisition prend la forme d'apports en nature rémunérés par des actions nouvelles TOTAL. La parité d'échange est de 9 actions TOTAL pour 2 actions PETROFINA.

L'annexe au rapport du Conseil d'Administration de TOTAL à l'Assemblée Générale mixte du 14 janvier 1999 donnant des informations sur l'opération d'apports a été enregistré par la COB sous le n° E98-506 le 31 décembre 1998.

Les sociétés mentionnées ci-dessus apportent ainsi à TOTAL 9 614 190 actions ordinaires de PETROFINA, entièrement libérées et recevront en rémunération de leur apport 43 263 855 actions de TOTAL. En conséquence, TOTAL procédera à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles avec jouissance au 1er janvier 1998.

Les opérations d'apports en nature et d'émission d'actions nouvelles ne deviendront définitives qu'après l'accord des autorités européennes et américaines compétentes en matière de concurrence.

Dès la réalisation de cette augmentation de capital, TOTAL déposera un avis d'Offre Publique d'Echange auprès de la Commission Bancaire et Financière Belge et de l'US Securities and Exchange Commission ("SEC") sur l'intégralité des actions de PETROFINA n'appartenant pas aux apporteurs, selon le même rapport d'échange que celui des apports.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
Écarts d'acquisition				
■ Aval	3 027	1 885	1 142	544
■ Chimie	9 087	2 676	6 411	6 625
■ Autres	114	114	-	12
Total écarts d'acquisition	12 228	4 675	7 553	7 181
Autres immobilisations incorporelles				
■ Brevets et marques	673	507	166	100
■ Frais d'établissement	163	103	60	55
■ Fonds de commerce	1 499	530	969	813
■ Autres ⁽¹⁾	2 523	1 685	838	1 225
Total autres immobilisations incorporelles	4 858	2 825	2 033	2 193
TOTAL ⁽²⁾	17 086	7 500	9 586	9 374

(1) Lors de la première application de la norme n° 109 du FASB, certaines immobilisations du secteur Amont acquises avant le 1^{er} janvier 1993 dont les amortissements n'étaient pas déductibles fiscalement, ont fait l'objet d'une réévaluation "gross up" correspondant à la valeur théorique de l'économie d'impôt qu'elles auraient dégagée si elles avaient été fiscalement déductibles.

La contrepartie de cette réévaluation, neutre en résultat, est inscrite au passif du bilan dans la rubrique provisions pour impôts différés.

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Valeurs brutes	773	1 035
Amortissements	(502)	(415)
TOTAL	271	620

(2) Au 31 décembre 1997, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 16 339 MF et 6 965 MF

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

31 DÉCEMBRE	1998			1997
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
Immobilisations du secteur amont				
■ Sur permis prouvés	56 702	29 214	27 488	25 323
■ Sur permis non prouvés	938	276	662	727
■ Travaux en cours	11 050	74	10 976	9 565
Total immobilisations du secteur amont	68 690	29 564	39 126	35 615
Autres immobilisations				
■ Matériel de transport	1 409	390	1 019	1 023
■ Installations techniques	22 868	16 672	6 196	6 258
■ Terrains	3 499	168	3 331	3 302
■ Constructions	16 024	8 337	7 687	8 040
■ Immobilisations en cours	1 652	4	1 648	1 608
■ Autres	18 021	11 645	6 376	5 554
Total autres immobilisations	63 473	37 216	26 257	25 785
TOTAL ⁽¹⁾	132 163	66 780	65 383	61 400

(1) Au 31 décembre 1997, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 127 525 MF et 66 125 MF.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessus incluent des installations techniques et des constructions financées en crédit-bail pour les montants suivants :

31 DÉCEMBRE	1998			1997
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
■ Installations techniques	4 312	4 273	39	94
■ Constructions	860	546	314	374
TOTAL	5 172	4 819	353	468

6. SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE : TITRES ET PRÊTS

Quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence :

	31 DÉCEMBRE		EXERCICE				
	1998	1997	1998	1997	1998	1997	1996
	% DE DÉTENTION	% DE DÉTENTION	VALEUR D'ÉQUI- VALENCE	VALEUR D'ÉQUI- VALENCE	QUOTE-PART DU PROFIT [PERTE]	QUOTE-PART DU PROFIT [PERTE]	QUOTE-PART DU PROFIT [PERTE]
TITRES							
Cogema	15,00	15,00	2 429	2 396	110	-	-
Ocensa	15,20	15,20	572	597	78	72	26
Gisco	10,00	10,00	532	13	37	13	-
SARA	25,00	25,00	401	373	49	12	33
Cie Française du Méthane Holding	15,00	-	399	-	23	-	-
Qatargas LNG	10,00	10,00	358	156	13	8	-
Abu Dhabi Gas Industries Ltd	15,00	15,00	356	379	-	-	-
Statoil Thaïlande Limited	33,33	-	244	-	-	-	-
IPC	23,75	23,75	153	164	-	-	-
Trapil	34,72	34,72	147	156	33	22	20
Ruwais Fertilizer Industries	33,33	33,33	141	150	-	-	-
Gaz de Strasbourg	24,98	49,88	93	189	5	11	-
Dépôts pétroliers de Fos	25,69	25,69	117	131	(14)	(14)	(15)
Graficart	47,98	-	61	-	5	-	-
POHOL	10,00	10,00	38	40	-	-	-
ADPC	23,75	23,75	28	28	-	-	-
Autres	-	-	(136)	(152)	33	(182)	2
	-	-	5 933	4 620	372	(58)	66
PRÊTS			3 314	3 871			
TOTAL			9 247	8 491			

7. AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	VALEUR BRUTE	PROVISION POUR DÉPRÉCIATION	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Titres cotés				
Ultramar Diamond Shamrock	1 310	-	1 310	1 395
Société Générale	499	-	499	499
Eiffage	182	-	182	83
Paribas	160	-	160	410
Compagnie Générale de Géophysique	131	-	131	147
Sté Centrale des AGF	128	-	128	356
Technip	56	-	56	56
Unibail	-	-	-	153
Autres	52	4	48	108
TOTAL TITRES COTÉS	2 518	4	2 514	3 207
Valeur de marché des titres de participation cotés	-	-	3 019	4 459
Autres titres				
Wepec	296	-	296	296
Oman LNG LLC	163	-	163	16
Bianco-Tramier-Tardy	97	75	22	22
Nogat	92	-	92	98
Gasandes Argentina	82	-	82	-
Oleoducto de Colombia	76	-	76	89
TOTALGAZ Argentine ⁽¹⁾	-	-	-	73
Graficart ⁽²⁾	-	-	-	61
Autres ⁽³⁾	2 890	905	1 985	1 949
TOTAL AUTRES TITRES	3 696	980	2 716	2 604
TOTAL⁽⁴⁾	6 214	984	5 230	5 811

1) Titre de filiale consolidée globalement au 31 décembre 1998

(2) Titre figurant en "Sociétés Mises en Equivalence : titres et prêts" (Note 6) au 31 décembre 1998

(3) Le montant net des titres de filiales non consolidées globalement (du fait de leur importance relative) s'élève à 1 213 MF au 31 décembre 1998 et à 1 222 MF au 31 décembre 1997

(4) Au 31 décembre 1997, le montant total des valeurs brutes et des provisions pour dépréciation des autres titres de participation s'élevait respectivement à 6 847 MF et 1 036 MF.

8. AUTRES ACTIFS LONG TERME

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	VALEUR BRUTE	PROVISION POUR DÉPRÉCIATION	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Impôts différés actifs, long terme	1 027	-	1 027	1 008
Prêts et avances (*)	3 517	820	2 697	3 526
Autres	968	-	968	955
TOTAL	5 512	820	4 692	5 489

(*) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence

9. VALEURS D'EXPLOITATION

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Hydrocarbures bruts	1 774	2 390
Produits pétroliers raffinés et en cours	4 960	7 057
Produits de la chimie	4 344	3 948
Autres stocks	1 141	1 155
TOTAL	12 219	14 550

10. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	VALEUR BRUTE	PROVISION POUR DÉPRÉCIATION	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Créances clients, comptes rattachés et effets à recevoir ⁽¹⁾	22 131	1 646	20 485	23 371

((1) Au 31 décembre 1997, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation s'élevaient respectivement à 24 925 MF et 1 554 MF.

11. AUTRES CRÉANCES

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	VALEUR BRUTE	PROVISION POUR DÉPRÉCIATION	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Créances d'exploitation	830	-	830	1 055
Comptes courants	2 623	2	2 621	1 905
Créances sur États (impôts et taxes divers)	3 481	-	3 481	1 695
Charges constatées d'avance	1 041	-	1 041	969
Impôts différés actifs, court terme ⁽¹⁾	333	-	333	367
Autres débiteurs	2 771	45	2 726	2 809
TOTAL	11 079	47	11 032	8 800

(1) Voir Note 24

12. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	VALEUR NETTE	VALEUR DE MARCHÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Valeurs mobilières de placement cotées	4 064	4 010	1 744	1 984
Valeurs mobilières de placement non cotées	33	-	29	-
TOTAL	4 097	4 010	1 773	1 984

13. CAPITAUX PROPRES

AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS DU GROUPE

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1993 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'Administration à augmenter le capital en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 5 % du capital social.

Le Conseil d'Administration du 18 octobre 1994 a décidé d'effectuer une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe dans la limite de 5 millions d'actions au prix de 254 F par action. 2 003 229 actions avaient été créées lors d'une première période de souscription, du 31 octobre 1994 au 18 novembre 1994. 904 014 actions ont été créées lors d'une deuxième période de souscription du 31 mars 1995 au 14 avril 1995.

Le Conseil d'Administration du 5 septembre 1995 a décidé d'effectuer une nouvelle augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe dans la limite de 2 millions d'actions au prix de 245 F par action. 133 055 actions ont été créées lors d'une première période de souscription du 2 au 17 novembre 1995, réservée aux salariés des sociétés étrangères du Groupe. Une deuxième période de souscription a été ouverte du 12 au 23 février 1996 pour les salariés des filiales étrangères du Groupe, non couvertes par les souscriptions précédentes, et pour les salariés de certaines filiales françaises. 1 244 892 actions (jouissance 1er janvier 1995) ont été souscrites.

Le Conseil d'Administration du 11 décembre 1996 a décidé de mettre en œuvre une troisième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3 millions d'actions au prix de 331 F par action. La première phase de souscription réservée aux salariés des filiales françaises a été ouverte du 24 février 1997 au 7 mars 1997, permettant la souscription de 1 139 447 actions portant jouissance au 1er janvier 1996. La deuxième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 14 au 22 avril 1997 était ouverte aux salariés des pays étrangers. 469 073 actions portant jouissance au 1er janvier 1996 ont été souscrites à cette occasion. La troisième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 12 au 21 novembre 1997 était ouverte aux salariés des pays étrangers où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales sont intervenues postérieurement à la date de détachement du coupon (3 juin 1997). 22 236 actions portant jouissance au 1er janvier 1997 ont été souscrites lors de cette phase.

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le Conseil d'Administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission, cette autorisation remplaçant et annulant, pour la partie non utilisée, l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1993.

DIVIDENDE EN ACTIONS

L'Assemblée Générale Mixte du 4 juin 1996 avait décidé, pour la quatrième année consécutive, de donner l'option entre le paiement du dividende en numéraire et le paiement du dividende en actions. Les Assemblées Générales Mixtes du 21 mai 1997 et du 13 mai 1998 n'ont pas renouvelé cette option, proposant uniquement le paiement du dividende en numéraire.

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT

Au 31 décembre 1997, l'Etat français détenait 2 180 644 actions, soit 0,9 % du capital, représentant 4 361 288 droits de vote, soit 1,7 % du total des droits de vote. Au cours du mois boursier d'avril 1998, l'Etat français a cédé 1 197 474 actions TOTAL ; En avril 1998, il a également annoncé lancer un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers TOTAL (une action TOTAL pour un certificat pétrolier). Depuis la fin de cette opération effective le 7 mai 1998, l'Etat ne possède plus aucune action TOTAL.

	<i>ACTIONS TOTAL</i>
Au 1er janvier 1996	235 049 629
Actions émises en raison de :	
■ Augmentation de capital réservée aux salariés	1 244 892
■ Paiement du dividende en actions	4 446 748
■ Exercice d'options de souscription d'actions	387 383
■ Remboursement de TSDIRA	996 936
Au 31 décembre 1996	242 125 588
Actions émises en raison de :	
■ Augmentation de capital réservée aux salariés	1 630 756
■ Exercice d'options de souscription d'actions	576 832
Au 31 décembre 1997	244 333 176
Actions émises en raison de :	
■ Exercice d'options de souscription d'actions	454 462
Au 31 décembre 1998	244 787 638

14. ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

Ces actions sans droit de vote ont été émises par les filiales consolidées TOTAL Energy Resources Finance Inc. (TERFIN) et Total Energy Capital Inc. (TECI) aux Etats-Unis. Elles bénéficient d'un dividende dont le taux dépend du "commercial paper" classé AA et sont remboursables au gré des sociétés émettrices.

A/ VARIATIONS DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

	<i>EN MILLIONS DE FRANCS</i>
1er janvier 1997	1 309
Écarts de conversion	188
31 décembre 1997	1 497
Écarts de conversion	(91)
Au 31 décembre 1998	1 406

B/ RÉMUNÉRATION DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

<i>EXERCICE</i>	<i>1998</i>	<i>1997</i>	<i>1996</i>
Actions émises par :			
TERFIN	24	24	21
TECI	37	36	31
TOTAL	61	60	52

15. PROVISIONS POUR PENSIONS, RETRAITES ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de prévoyance, retraite, préretraite et indemnités de départ. Les régimes à prestations définies couvrent environ 55 % de l'effectif total du Groupe. Ces régimes fournissent des prestations dépendant de différents facteurs : ancienneté, salaire, versements des régimes légaux et interprofessionnels, etc.

Les régimes sont majoritairement préfinancés par des placements diversifiés tels que contrats d'assurance, fonds communs de placement, actions, etc. Il n'y a pas d'investissement significatif en actions du Groupe.

Pour les régimes à cotisations définies et les régimes mutualisés avec d'autres employeurs, les charges correspondent aux cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués à l'aide de la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les provisions dans les comptes des sociétés du groupe sont enregistrées en accord avec les pratiques locales. Dans quelques cas particuliers elles ont été ajustées pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Les effets des plans sociaux temporaires sont comptabilisés en charge à la date à laquelle les employés ont accepté d'y participer.

Les résultats sont pour la première fois présentés sous le format prescrit par la norme FAS 132.

	RÉGIMES DE RETRAITES		AUTRES RÉGIMES	
	1998	1997	1998	1997
<i>(En millions de francs)</i>				
Variation de la dette actuarielle				
Dette actuarielle en début d'exercice	9 409	8 362	360	390
Coût normal	233	252	7	7
Intérêts sur la dette actuarielle	622	596	22	22
Cotisations employés	54	49		
Acquisitions / Cessions	90	343	(4)	(83)
Plans sociaux		(111)		
Pertes et gains actuariels générés	240	348	(21)	34
Prestations payées	(525)	(559)	(15)	(15)
Autres (Ecart de change)	(276)	129	(9)	5
Dette actuarielle en fin d'exercice	9 847	9 409	340	360
<i>Variation de la valeur vénale des placements</i>				
Valeur vénale des placements				
en début d'exercice	(8 042)	(4 055)		
Rendement réel des placements	(836)	(975)		
Cotisations employeur	(110)	(2 532)		
Cotisations employés	(55)	(49)		
Acquisitions / Cessions		(473)		
Prestations payées par le fonds	349	158		
Autres (Ecart de change)	35	(116)		
Valeur vénale des placements				
en fin d'exercice	(8 659)	(8 042)		
Couverture financière	1 188	1 367	340	360
Pertes et gains actuariels restant à amortir	756	467	6	(13)
Modifications de régimes restant à amortir	59	73	17	19
Dette initiale restant à amortir	(17)	(35)		
(Provisionné) / activé	1 986	1 872	363	366

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par des actuaires selon les spécificités de chaque pays et de chaque régime.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES AU 31 DÉCEMBRE	RÉGIMES DE RETRAITES		AUTRES RÉGIMES	
	1998	1997	1998	1997
Taux moyen d'actualisation	7,1 %	7,4 %	6,6 %	6,6 %
Taux moyen de revalorisation des salaires	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %
Taux moyen de rendement prévu des placements	8,1 %	8,0 %		
Espérance résiduelle moyenne d'activité	10-25 ans	10-25 ans	10-25 ans	10-25 ans

	RÉGIMES DE RETRAITES		AUTRES RÉGIMES	
	1998	1997	1998	1997

(En millions de francs)

Composants du coût de la période

Coût normal	233	252	7	7
Intérêts sur la dette actuarielle	622	596	22	22
Rendement prévu des placements	(663)	(403)		
Amortissement des modifications de régimes	(6)	(7)	(2)	(1)
Amortissement des pertes et gains actuariels	64	37		
Amortissements de la dette initiale	23	24		
Réductions/ cessations de régimes et plans temporaires	91	(91)	1	(3)
COÛT TOTAL SELON LES NORMES AMÉRICAINES	364	408	28	25

En 1998, conformément au FAS132, le coût normal est présenté hors cotisations des employés. 1997 a été retraité pour comparaison.

Les charges de retraite enregistrées en compte de résultat consolidé au 31 décembre 1997 s'élevaient à 422 MF; elles s'élèvent à 390 MF au 31 décembre 1998. La différence entre ces montants et ceux évalués selon les normes américaines provient principalement de la méthode d'amortissement utilisée pour les écarts actuariels et de l'absence de reconnaissance des surfinancements dans les comptes consolidés.

RÉCONCILIATION AVEC LES ÉTATS FINANCIERS :

	RÉGIMES DE RETRAITES		AUTRES RÉGIMES	
	1998	1997	1998	1997
<i>(En millions de francs)</i>				
Provisions (MLA inclus)	3 127	2 712	363	366
Charges constatées d'avance	(784)	(840)		
Engagements à comptabiliser selon les normes américaines	2 343	1 872	363	366
Ajustement de dette minimale (MLA)	(357)			
Provisionné / (activé)	1 986	1 872	363	366

Dans les comptes consolidés, les provisions comptabilisées à fin 1998 sont de 2 527 MF et se rapprochent des montants déterminés en application des normes américaines :

	RÉGIMES DE RETRAITES		AUTRES RÉGIMES	
	1998	1997	1998	1997
<i>(En millions de francs)</i>				
Engagements à comptabiliser selon les normes américaines	2 343	1 872	363	366
■ Surfinancements de régimes constatés seulement lors de leur remboursement	451	497		
■ Ecart sur changements de méthode, sur modifications de régimes et pertes et gains actuariels comptabilisés sur des durées différentes selon les règles locales	90	58	(1)	
■ Ajustement de dette minimale (MLA)	(357)			
Engagements comptabilisés dans les comptes consolidés	2 527	2 427	362	366
■ Provisions	2 964	2 850	362	366
■ Charges constatées d'avance	(437)	(423)		

Concernant les autres régimes, la variation d'un point du taux d'augmentation des coûts maladie aurait les effets suivants :

	AUGMENTATION D'UN POINT	DIMINUTION D'UN POINT
<i>(En millions de francs)</i>		
Effet sur le cumulé du coût normal et des intérêts sur la dette actuarielle	4	(4)
Effet sur la dette actuarielle	46	(42)

16. AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Provision pour litiges	595	388
Provision pour arrêts techniques	613	572
Provision pour remise en état des sites et protection de l'environnement	1 627	1 516
Autres provisions		
Provisions d'exploitation	1 429	1 466
Autres	1 287	1 330
TOTAL	5 551	5 272

17. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

A/ DETTES FINANCIÈRES A LONG TERME

31 DÉCEMBRE	1998			1997		
	GARANTIS	NON GARANTIS	TOTAL	GARANTIS	NON GARANTIS	TOTAL
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	5	16 052	16 057	7	13 874	13 881
Financement des immobilisations en crédit-bail	418	-	418	567	-	567
Autres emprunts :						
• Taux fixe	25	444	469	52	414	466
• Taux variable	9	6 966	6 975	22	6 806	6 828
	34	7 410	7 444	74	7 220	7 294
TOTAL	457	23 462	23 919	648	21 094	21 742

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère.

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit :

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Société mère		
Emprunt 9 1/2 % 1991-1998 (750 millions de francs français) ⁽¹⁾	-	789
Emprunt 8 1/2 % 1991-2001 (200 millions de deutsche marks) ⁽¹⁾	711	758
Emprunt 7 1/8 % 1991-2001 (100 millions de francs suisses) ⁽¹⁾	405	432
Emprunt 8 1/4 % 1992-2002 (300 millions de deutsche marks) ⁽¹⁾	1 015	1 081
Emprunt 6 % 1993-2000 (150 millions de francs suisses) ⁽¹⁾	553	589
Emprunt 8 1/5 % 1995-2005 (500 millions de francs français) ⁽¹⁾	547	582
Emprunt 7,62 % coupon unique 1995-2005 (950 millions de francs français) ⁽¹⁾	1 040	1 108
Emprunt 7 1/2 % 1995-2005 (400 millions de francs français) ⁽¹⁾	438	467
Emprunt 6,90 % 1996-2006 (990 millions de francs français) ⁽¹⁾	1 103	1 175
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (950 millions de francs français) ⁽¹⁾	1 029	1 096
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (800 millions de francs français) ⁽¹⁾	887	945
Emprunt 6 3/4 % 1996-2008 (700 millions de francs français) ⁽¹⁾	758	807
Emprunt 6 1/5 % 1997-2009 (900 millions de francs français) ⁽¹⁾	971	1 034
Emprunt 6 7/8 % 1997-2004 (300 millions de dollars US)	1 687	1 796
Emprunt 5 1/4 % 1997-2003 (250 millions de deutsche marks) ⁽¹⁾	817	870
Emprunt 5,03 % 1997-2007 (620 millions de francs français) ⁽¹⁾	555	591
Emprunt 6 4/5 % 1997-2007 (12 milliards de pesetas) ⁽¹⁾	463	493
Emprunt Pibor 3 mois+0,38 % 1998-2008 (230 millions de francs français) ⁽¹⁾	215	-
Emprunt 2 1/4 % 1998-2003 (200 millions de francs suisses) ⁽¹⁾	754	-
Emprunt 5 % 1998-2013 (1 milliard de francs français) ⁽¹⁾	939	-
Emprunt ATHIMID 3 mois - 0,9 % 1998-2003 (10 milliards de drachmes grecques) ⁽¹⁾	184	-
Emprunt 5 1/8 % 1998-2009 (1 milliard de francs français) ⁽¹⁾	932	-
Part à moins d'un an ⁽²⁾	-	(789)
TOTAL SOCIÉTÉ MÈRE	16 003	13 824
Filiales consolidées	54	57
TOTAL	16 057	13 881

(1) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

(2) Emprunts obligataires - part à moins d'un an :

- au 31 décembre 1998 : néant

- au 31 décembre 1997 : 789 millions de francs sur emprunt 9.5 % 1991 - 1998 Société mère.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (HORS COURT TERME) :

31 DÉCEMBRE	1998	%	1997	%
1999	-	-	803	4
2000	1 671	7	1 448	7
2001	1 672	7	1 872	8
2002	2 458	10	3 877	18
2003	2 752	12	13 742	63
2004 et suivantes	15 366	64	-	-
TOTAL	23 919	100	21 742	100

RÉPARTITION PAR DEVISE ET PAR TYPE DE TAUX :

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux, adossés aux emprunts à longs terme.

31 DÉCEMBRE	1998	%	1997	%
Dollar US	15 006	63	13 067	60
Livre sterling	5 311	22	5 699	26
Couronne norvégienne	2 400	10	1 582	7
Franc français	711	3	931	5
Lire italienne	193	1	75	-
Dollar australien	169	1	209	1
Peseta espagnole	15	-	37	-
Autres devises	114	-	142	1
TOTAL	23 919	100	21 742	100

31 DÉCEMBRE	1998	%	1997	%
Taux fixes	580	2	569	3
Inférieurs à 7 %	198	-	137	-
Entre 7 % et 11 %	356	-	394	-
Supérieurs ou égaux à 11 %	26	-	38	-
Taux variables ⁽¹⁾	23 339	98	21 173	97
TOTAL	23 919	100	21 742	100

(1) La dette à taux variable est principalement libellée en dollar US et livre sterling. Les conditions en vigueur au 31 décembre 1998 étaient les suivantes :

DEVISE	TAUX DE RÉFÉRENCE	SPREAD MOYEN	TAUX EFFECTIF
Dollar US	Libor USD 6 mois	0,04 %	5,35 %
Livre sterling	Libor GBP 3 mois	0,19 %	6,62 %

Au 31 décembre 1998, la société mère bénéficie de lignes de crédit long terme pour 3 327 millions de dollars US dont 3 292 millions de dollars US ne sont pas utilisés (contre respectivement 2 981 et 2 933 millions de dollars US au 31 décembre 1997).

Ces lignes de crédit sont accordées par des banques internationales pour des durées initiales pouvant aller jusqu'à 5 ans (la moyenne étant cependant de 3,2 ans). Les intérêts payables en cas d'utilisation des lignes de crédit sont évalués sur la base du taux du marché monétaire. Des commissions diverses pour les montants non utilisés de ces lignes de crédit sont également dues.

B) DETTES FINANCIÈRES À MOINS D'UN AN DÈS L'ORIGINE

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	Encours en fin de période	Taux d'intérêt moyen pondéré	Encours en fin de période	Taux d'intérêt moyen pondéré
Billets de trésorerie	1 120	3,50 %	2 000	3,49 %
Autres dettes à court terme	2 620	6,46 %	2 529	6,36 %
TOTAL	3 740		4 529	

18. AUTRES CRÉDITEURS ET DETTES DIVERSES

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Dettes d'exploitation	3 095	3 258
Produits constatés d'avance	766	897
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	9 535	8 422
Dettes sociales	1 717	1 636
Autres	4 015	3 385
TOTAL	19 128	17 598

19. INFORMATIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les secteurs d'activités sont définis et présentés en accord avec la norme n° 131 du FASB : l'information financière est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'organisation sectorielle interne telle que les instances de direction l'ont définie pour gérer et mesurer la performance de l'entreprise.

Depuis 1995, les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs : amont, aval, chimie.

- L'amont rassemble, aux côtés de TOTAL Exploration-Production (TEP), les activités Moyen-Orient, Gaz, Electricité et Charbon.
- L'aval regroupe, aux côtés de TOTAL Raffinage-Distribution, l'activité Trading et Transports Maritimes.
- La Chimie comprend la transformation des élastomères, avec Hutchinson, et la chimie des revêtements avec Bostik, Coates, Kalon et la division Résines.

Les secteurs d'activité bénéficient de l'assistance des directions fonctionnelles de la holding.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité après retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

<i>EXERCICE 1998</i>	<i>AMONT</i>	<i>AVAL</i>	<i>CHIMIE</i>	<i>HOLDING</i>	<i>ÉLIMINATIONS DE CONSOLIDATION</i>	<i>TOTAL</i>
COMPTE DE RÉSULTATS :						
• Ventes hors Groupe	15 496	112 742	31 131	245	-	159 614
• Ventes Groupe	15 420	274	39	1 902	(17 635)	-
Total ventes	30 916	113 016	31 170	2 147	(17 635)	159 614
Résultat opérationnel	4 813	2 993	2 468	(504)	-	9 770
Résultat des sociétés mises en équivalence	295	72	5	-	-	372
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	4 196	2 439	1 110	131	-	7 876
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	86	-	(3)	-	-	83
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	144	147	47	129	-	467
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	207	457	22	-	686
Total des dotations aux amortissements et provisions	4 426	2 793	1 611	282	-	9 112
Éléments exceptionnels	-	-	-	-	-	-
Produits financiers	190	432	64	889	-	1 575
Charges financières	(475)	(517)	(280)	(1 847)	-	(3 119)
Impôts exigibles et différés	1 570	450	270	112	-	2 402
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	39 831	18 855	15 344	939	-	74 969
Investissements	14 513	3 659	2 866	277	-	21 315
Sociétés mises en équivalence : titres	2 742	672	68	2 451	-	5 933

<i>EXERCICE 1997</i>	<i>AMONT</i>	<i>AVAL</i>	<i>CHIMIE</i>	<i>HOLDING</i>	<i>ÉLIMINATIONS DE CONSOLIDATION</i>	<i>TOTAL</i>
COMPTE DE RÉSULTATS :						
• Ventes hors Groupe	16 539	145 613	28 537	396	-	191 085
• Ventes Groupe	20 299	334	39	1 631	(22 303)	-
Total ventes	36 838	145 947	28 576	2 027	(22 303)	191 085
Résultat opérationnel	8 217	3 082	2 324	(551)	-	13 072
Résultat des sociétés mises en équivalence	(92)	30	4	-	-	(58)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 542	2 785	1 019	219	-	7 565
Dotations (Reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	114	1	-	-	-	115
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	60	148	48	277	-	533
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	252	590	18	-	860
Total des dotations aux amortissements et provisions	3 716	3 186	1 657	514	-	9 073
Éléments exceptionnels	-	-	-	-	-	-
Produits financiers	171	307	65	1 953	-	2 496
Charges financières	(403)	(635)	(271)	(2 287)	-	(3 596)
Impôts exigibles et différés	3 080	339	216	442	-	4 077
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	36 682	18 199	14 888	1 005	-	70 774
Investissements	12 545	6 403	2 447	1 264	-	22 659
Sociétés mises en équivalence : titres	1 529	687	8	2 396	-	4 620

<i>EXERCICE 1996</i>	<i>AMONT</i>	<i>AVAL</i>	<i>CHIMIE</i>	<i>HOLDING</i>	<i>ÉLIMINATIONS DE CONSOLIDATION</i>	<i>TOTAL</i>
COMPTE DE RÉSULTATS :						
• Ventes hors Groupe	12 160	139 441	24 568	408	-	176 577
• Ventes Groupe	16 235	234	45	1 451	(17 965)	-
Total ventes	28 395	139 675	24 613	1 859	(17 965)	176 577
Résultat opérationnel	6 767	1 529	1 916	(444)	-	9 768
Résultat des sociétés mises en équivalence	22	41	3	-	-	66
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	3 391	2 525	901	99	-	6 916
Dotations (Reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (incluses dans les charges d'exploitation)	39	1	-	-	-	40
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles (Note 22)	69	141	72	64	-	346
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	253	389	21	-	663
Total des dotations aux amortissements et provisions	3 499	2 920	1 362	184	-	7 965
Éléments exceptionnels	-	-	-	-	-	-
Produits financiers	82	251	53	1 787	-	2 173
Charges financières	(550)	(623)	(271)	(1 830)	-	(3 274)
Impôts exigibles et différés	2 534	108	132	(152)	-	2 622
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	27 908	21 362	13 252	1 161	-	63 683
Investissements	8 602	3 891	3 548	335	-	16 376
Sociétés mises en équivalence : titres	1 316	704	19	-	-	2 039

20. INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Les ventes du Groupe sont essentiellement réalisées en Europe et sur le continent américain pour les produits raffinés et en Extrême-Orient pour les hydrocarbures.

	<i>FRANCE</i>	<i>RESTE DE L'EUROPE</i>	<i>AMÉRIQUE DU NORD</i>	<i>AFRIQUE</i>	<i>EXTRÊME-ORIENT ET RESTE DU MONDE</i>	<i>TOTAL</i>
EXERCICE 1998						
Ventes hors Groupe	42 663	43 673	8 290	12 193	52 795	159 614
Immobilisations corporelles et incorporelles	13 279	26 598	4 035	8 899	22 158	74 969
EXERCICE 1997						
Ventes hors Groupe	49 223	44 792	18 098	12 879	66 093	191 085
Immobilisations corporelles et incorporelles	13 783	26 314	4 732	8 282	17 663	70 774
EXERCICE 1996						
Ventes hors Groupe	44 592	39 163	20 331	11 772	60 719	176 577
Immobilisations corporelles et incorporelles	14 378	24 310	8 132	6 201	10 662	63 683

En Asie, les productions gazières du Groupe sont vendues à des acheteurs de premier rang ou à des sociétés nationales, dans le cadre d'engagements contractuels de longue durée et à des prix liés au dollar. De ce fait, la croissance des productions gazières en Asie devrait se poursuivre, en dépit de la situation économique. Les secteurs Aval et Chimie ont une présence limitée en Asie.

21. FRAIS FINANCIERS NETS

<i>EXERCICE</i>	<i>1998</i>	<i>1997</i>	<i>1996</i>
Produits financiers	1 575	2 496	2 173
Charges financières	(3 119)	(3 596)	(3 274)
	(1 544)	(1 100)	(1 101)
Charges financières immobilisées	556	362	184
TOTAL	(988)	(738)	(917)

22. AUTRES CHARGES ET PRODUITS

<i>EXERCICE</i>	<i>1998</i>	<i>1997</i>	<i>1996</i>
Pertes et profits de change	(139)	(180)	78
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	845	974	851
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	(465)	(533)	(346)
Autres	(456)	(190)	(717)
TOTAL	(215)	71	(134)

23. ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS [NETS D'IMPÔT]

Néant

24. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Conformément aux dispositions de l'article 209 quinquies du Code Général des impôts, TOTAL a obtenu du Ministre délégué au budget l'agrément qui lui permet d'être imposé selon le régime du bénéfice consolidé. Ce régime lui permet de retenir pour le calcul de l'assiette de l'impôt non seulement le résultat des sociétés françaises ou étrangères consolidées globalement ou par mise en équivalence, mais aussi celui des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation directe ou indirecte de plus de 10 % dans le secteur de l'énergie et de plus de 50 % dans les autres secteurs. Cet agrément permet ainsi la compensation, dans certaines limites, du résultat taxable des sociétés bénéficiaires et des pertes des autres entités. Le 24 septembre 1996, TOTAL a obtenu du Ministre délégué au budget le renouvellement de l'agrément pour une période de trois ans allant jusqu'au 31 décembre 1998.

TOTAL a déposé auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, le 11 décembre 1998, une demande de renouvellement de l'agrément pour une période de trois ans.

IMPÔTS

<i>EXERCICE</i>	<i>1998</i>	<i>1997</i>	<i>1996</i>
Impôts courants	2 189	3 311	2 869
Impôts différés	213	766	(247)
Total impôt sur les sociétés	2 402	4 077	2 622

Les surtaxes de 10 % et de 15 % en majoration de l'impôt sur les sociétés françaises n'ont pas d'impact significatif sur la charge d'impôt du Groupe.

LES PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS AU 31 DÉCEMBRE 1998 SONT LES SUIVANTES :

Déficits et crédits d'impôts reportables	2 334
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	492
Autres provisions	811
Dépenses d'exploration	368
Autres	2 285
Total des impôts différés actifs bruts	6 290
Provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(1 509)
Impôts différés actifs nets	4 781
Amortissement fiscal accéléré	(4 383)
Provisions réglementées	(1 253)
Autres	(2 839)
Provision pour impôts différés passifs	(8 475)
Passif net d'impôt différé	(3 694)

LES IMPÔTS DIFFÉRÉS SONT PRÉSENTÉS DE LA MANIÈRE SUIVANTE DANS LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1998 :

Impôts différés actifs, long terme	1 027
Impôts différés actifs, court terme	333
Provision pour impôts différés	(5 054)
Net	(3 694)

Au 31 décembre 1998, le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables. Cette économie d'impôt expire de la manière suivante :

1999	102
2000	32
2001	120
2002	139
2003	237
2004 et suivantes	613
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	1 091
TOTAL	2 334

25. CRÉDIT-BAIL

Les contrats de crédit-bail portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres matériels.

Les redevances minimales des contrats de crédit-bail irrévocables restant à payer au 31 décembre 1998 sont présentées selon leurs dates d'échéance dans le tableau suivant :

	Crédit-bail non capitalisé	Crédit-bail capitalisé
1999	246	207
2000	210	217
2001	189	72
2002	148	69
2003	81	26
2004 et suivantes	84	122
Total des engagements	958	713
Moins intérêts		(128)
Valeur nominale des contrats		585
Moins dette à moins d'un an des contrats de crédit-bail capitalisés		(167)
DETTES LONG TERME RÉSULTANT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL CAPITALISÉES		418

Les redevances constatées au titre des contrats de crédit-bail non capitalisés ont été de 248 millions de francs pour l'exercice 1998 et de 364 millions de francs pour l'exercice 1997.

Les contrats de crédit-bail non capitalisés incluent des chartes à long terme de plusieurs navires.

26. GESTION DES RISQUES

1/ ACTIVITÉ DE TRÉSORERIE

Le Groupe TOTAL limite sa gestion de trésorerie à la couverture des risques financiers induits par son activité industrielle et commerciale.

(I) GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval du département central chargé du suivi des risques de contrepartie.

Elle ne peut être autorisée à travailler avec une société du groupe TOTAL que si elle bénéficie des meilleurs ratings (à court ou long terme, selon l'opération), attribués par les agences Moody's et Standard & Poor's.

Une limite est fixée pour chaque banque : déterminée au niveau du Groupe, elle est ensuite répartie entre les filiales et la maison-mère selon leurs besoins. L'encours calculé inclut notamment les instruments dérivés, qui sont pris en compte selon des normes très prudentes.

(II) GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Bien que la monnaie de comptabilisation du Groupe soit le franc français, une part significative des cash-flows est libellée en dollar américain, et dans une moindre mesure en livre britannique et couronne norvégienne.

L'activité commerciale génère des revenus et des coûts en devises. Or le Groupe a pour politique de couvrir systématiquement ces positions de change. Si la recette et le coût sont dans la même devise, TOTAL couvre la marge. Si la devise de l'achat (par exemple coût du pétrole brut) diffère de celle de la recette (par exemple vente de produit pétrolier), TOTAL couvre chacun des flux réels. Cette couverture s'effectue par achat/vente, essentiellement au comptant et parfois à terme, des montant en devises correspondants. TOTAL ne couvre que rarement des flux prévisionnels, et dans ce cas, a principalement recours à des achats d'options.

Quant aux actifs à long terme en devises étrangères, TOTAL s'efforce de réduire le risque de change associé en adossant, si cela est possible, un financement dans la même devise ; la dette à long et moyen terme en devise compense alors partiellement la position économique générée. Ainsi, pour des projets offrant une visibilité satisfaisante, un financement bancaire en devise, conclu localement ou via la société-mère, est souvent préféré à un financement sur fonds propres en francs français. Dans le cadre du refinancement par la société mère, celle-ci va, soit directement adosser un emprunt bancaire en devises, soit utiliser des swaps de change court terme ou long terme.

(III) GESTION DE LA TRÉSORERIE

La trésorerie de la plupart des filiales du Groupe est centralisée au niveau de la société-mère.

A ce niveau, la position courante, principalement constituée de francs français et de dollars américains, est gérée avec l'objectif de maintenir une liquidité permanente et maximale. Compte tenu de l'importance de la position courante en francs français, les disponibilités sont placées soit directement en francs français, soit par l'intermédiaire de swaps de devises court terme, sans modification de la position de change.

(IV) GESTION DES TAUX SUR LA DETTE À LONG TERME

Tenant compte de la couverture naturelle entre le prix du baril et le niveau des taux d'intérêt, le groupe TOTAL privilégie, pour minimiser les risques, la référence au taux variable. Des swaps d'émission (swaps de taux et change long terme) sont ainsi adossés à la plupart des emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TOTAL peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme. Dans ce but, tout endettement destiné à rester à taux fixe, ou toute transformation de dette à taux variable en taux fixe, nécessite un accord préalable du Comité Exécutif du Groupe.

(V) GESTION DE POSITION DE TAUX À COURT TERME

La position de taux à court terme est gérée avec trois objectifs principaux :

- maintenir une liquidité maximale,
- optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe des taux,
- minimiser le coût d'emprunt.

La trésorerie est gérée sur un horizon inférieur à douze mois, et sur la base d'une référence de taux au jour le jour. La Direction du Groupe considère en effet que ces principes de gestion permettent d'atteindre ces objectifs.

La position de taux générée par l'ensemble du portefeuille (prêts, emprunts,...) est corrigée en recourant à des instruments financiers tels des swaps (échange) de taux d'intérêts, des Forward Rate Agreements (contrats à terme de taux d'intérêt) et des futures (contrats sur marchés organisés).

(VI) CONTRÔLE DU PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Les produits dérivés sont utilisés dans un but de couverture des risques induits par l'activité du Groupe. L'encours correspondant est contrôlé en permanence par un service indépendant, avec notamment une vérification du respect des limites de contrepartie, des évaluations au marché des instruments détenus et des estimations de sensibilité aux variations des taux. Le groupe TOTAL n'utilise que des instruments peu complexes, ce qui permet de faciliter et fiabiliser les procédures de contrôle.

2. ACTIVITE SUR MATIÈRES PREMIÈRES

- Produits pétroliers

La direction Trading de TOTAL assure un service commercial pour le compte des autres entités du Groupe.

Ses missions sont les suivantes :

- vendre la production du secteur Amont au meilleur prix,
- assurer l'approvisionnement des raffineries du Groupe dans les meilleures conditions,
- écouler les produits des raffineries du Groupe à l'exportation.

Dans ce cadre, la direction Trading de TOTAL développe une activité de commercialisation de cargaisons physiques "hors groupe".

Pour remplir ces objectifs, la direction Trading peut utiliser les instruments de couverture disponibles sur le marché.

(I) RISQUES DE MARCHÉ

Certains contrats d'achat ou de vente physique génèrent une position en risque en raison des formules de prix. Pour couvrir ce risque, la direction Trading de TOTAL utilise les instruments disponibles sur le marché : contrats sur marchés organisés (IPE, NYMEX), contrats Brent et Dubai à terme, swaps sur produits pétroliers et sur pétrole brut. Le volume d'options est extrêmement faible.

(II) SUIVIS DES RISQUES

Le risque et le résultat des opérations de la direction Trading sont évalués quotidiennement sur une base de valorisation de marché "mark-to-market" et diffusés aux intervenants du Groupe sur les marchés ainsi qu'à la Direction Générale.

(III) RISQUE DE CONTREPARTIE

Les limites de contrepartie sont fixées et communiquées quotidiennement aux traders.

- Gaz naturel

Les instruments financiers utilisés entrent pour l'essentiel dans le cadre d'opérations de couverture sur la production de gaz naturel en Amérique du Nord.

Les instruments non financiers utilisés entrent pour l'essentiel dans le cadre d'opérations de couverture sur la production de gaz naturel au Royaume Uni et de trading. Le risque et le résultat des opérations sont évalués quotidiennement "mark-to-market" et diffusés aux intervenants du Groupe sur les marchés ainsi qu'à la Direction Générale.

27. ENGAGEMENTS HORS BILAN

31 DÉCEMBRE	1998	1997
Engagements donnés		
Effets escomptés non échus	30	16
Cautions en douane	9 329	9 106
Garanties sur emprunts	1 464	1 759
Sûretés réelles	26	64
Autres engagements donnés	1 201	1 323
TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS	12 050	12 268
Engagements reçus		
Garanties reçues des clients	819	810
Autres engagements reçus	1 098	930
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	1 917	1 740

Les engagements relatifs aux crédits-baux sont présentés en Note 25.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUE DE CONTREPARTIE

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés simples pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change des devises étrangères, des prix du pétrole brut et du gaz naturel.

Le Groupe a poursuivi, au cours de l'exercice 1998, sa politique consistant à privilégier le taux au jour le jour pour ses placements de trésorerie. Cela justifie l'utilisation de swaps de taux court terme qui permettent de ramener à une référence au jour le jour des liquidités placées à quelques semaines ou quelques mois.

Les opérations de placement de la trésorerie expliquent en partie l'encours élevé des swaps de change à court terme. Des swaps de change sont également utilisés dans le cadre du financement des filiales du Groupe par la société-mère.

Afin de minimiser le coût de son endettement à long terme, le Groupe a emprunté à taux fixe sur les marchés internationaux et utilise des swaps d'émission (swaps de taux et de change long terme négociés lors de l'émission) pour convertir cette dette en dollars US à taux variable. Des swaps de taux long terme peuvent être adossés à certaines dettes à long terme afin de modifier la structure d'endettement du Groupe.

Les positions de change sont couvertes par des achats/ventes de devises essentiellement au comptant, ce qui explique l'encours relativement faible des instruments dérivés de gestion du risque de change. Les achats/ventes à terme de devises sont, pour la plupart, de très courte maturité (quelques jours à quelques mois).

Le Groupe ne prévoit pas de défaut de tiers qui pourrait avoir un impact significatif sur sa situation financière et le résultat de ses opérations.

PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent. Ils sont exprimés en millions de FRF.

AU 31 DÉCEMBRE 1998

TOTAL

1999 2000 2001 2002 2003 2004 ET
APRÈS

GESTION DU RISQUE DE TAUX

Swaps d'émission

Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	16 003	-	553	1 116	1 015	1 755	11 564
	Taux reçu	6,43 %						
	Taux payé (au 31.12.98)	5,30 %						

Swaps de change long terme

	Montant notionnel	388	-	-	388	-	-	-
	Taux reçu (au 31.12.98)	4,08 %						
	Taux payé (au 31.12.98)	7,85 %						

Swaps de taux long terme

Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	795	122	122	122	308	113	8
	Taux reçu	8,00 %						
	Taux payé (au 31.12.98)	7,10 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	190	190	-	-	-	-	-
	Taux payé	4,89 %						
	Taux reçu (au 31.12.98)	3,44 %						

Swaps de change court terme

Montant notionnel	14 661	de 2 jours à 6 mois	-	-	-	-	-	-
-------------------	--------	------------------------	---	---	---	---	---	---

Swaps de taux court terme

Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	793	de 1 mois à 4 mois					
	Taux reçu	3,44 %						
	Taux payé (au 31.12.98)	3,24 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	12 344	de 7 jours à 6 mois	-	-	-	-	-
	Taux payé	3,17 %						
	Taux reçu (au 31.12.98)	3,06 %						

Caps/Floors*

Montant notionnel	144	9 mois	-	-	-	-	-
Taux garanti	22,00 %						

Future Rate Agreement*

Montant notionnel	144	9 mois	-	-	-	-	-
Taux garanti	19,86 %						

GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Options de change	Option achetée - notionnel	-	-	-	-	-	-	-
	Option vendue - notionnel	-	-	-	-	-	-	-
Contrats à terme de devises	Montant notionnel	488	475	9	4	-	-	-

* Ces contrats portent sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé des taux garantis.

AU 31 DÉCEMBRE 1997		TOTAL	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ET APRÈS
GESTION DU RISQUE DE TAUX								
Swaps d'émission								
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	14 613	789	-	589	1 189	1 081	10 965
	Taux reçu	7,06 %						
	Taux payé (au 31.12.97)	5,91 %						
Swaps de change long terme								
	Montant notionnel	414	-	-	-	414	-	-
	Taux reçu (au 31.12.97)	3,45 %						
	Taux payé (au 31.12.97)	7,11 %						
Swaps de taux long terme								
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	981	130	130	130	130	329	132
	Taux reçu	7,99 %						
	Taux payé (au 31.12.97)	8,24 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	190	-	190	-	-	-	-
	Taux payé	4,89 %						
	Taux reçu (au 31.12.97)	3,61 %						
Swaps de change court terme								
	Montant notionnel	16 476	de 2 jours à 6 mois	-	-	-	-	-
Swaps de taux court terme								
Swaps prêteurs à taux fixe	Montant notionnel	50	1 mois	-	-	-	-	-
	Taux reçu	3,48 %						
	Taux payé (au 31.12.97)	3,38 %						
Swaps prêteurs à taux variable	Montant notionnel	19 067	de 2 jours à 6 mois	-	-	-	-	-
	Taux payé	3,52 %						
	Taux reçu (au 31.12.97)	3,48 %						
Future Rate Agreement								
	Montant notionnel	-	-	-	-	-	-	-
	Taux garanti	-						
GESTION DU RISQUE DE CHANGE								
Options de change								
	Option achetée - notionnel	-	-	-	-	-	-	-
	Option vendue - notionnel	-	-	-	-	-	-	-
Contrats à terme de devises								
	Montant notionnel	1 159	1 134	13	12	-	-	-

IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT DES PRINCIPAUX INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE ^(a)

AU 31 DÉCEMBRE	1998	1997
Swaps de taux d'intérêt à long terme	(20)	(19)
Swaps de taux d'intérêt à court terme	(10)	(12)
Caps/Floors	(1)	-
Swaps de change à court terme	(258)	(461) ^(b)
Options de change	-	73

(a) Il n'a pas été jugé pertinent de mesurer un tel impact pour les swaps d'émission. En effet, ces derniers font partie intégrante des contrats d'émission de la plupart des emprunts obligataires afin de convertir dès l'origine une référence à taux fixe en devises diverses, en taux variable en dollars. De ce fait, le taux fixe d'origine de l'emprunt obligataire, et donc du swap, n'a pas de signification réelle.

(b) Les swaps de change sont largement utilisés par TOTAL SA pour placer ses disponibilités en francs français sur des marchés de devises étrangères, et notamment en dollars. Cette manière de procéder s'est traduite par un montant de produits financiers plus élevé, compensé par un montant de déport significatif.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les marchés à terme de pétrole brut, de produits raffinés et de gaz naturel sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent. Les engagements sur instruments assimilés à des instruments financiers correspondent à la branche achat des swaps. Les engagements sur instruments non assimilés à des instruments financiers sont valorisés sur la base des cotations à la clôture.

AU 31 DÉCEMBRE	1998	1997
Instruments assimilés à des instruments financiers		
Swaps de produits pétroliers	384	879
Swaps de pétrole brut (contrats pour différence)	1 342	1 170
Swaps de gaz naturel (contrats pour différence)	-	341
Instruments non assimilés à des instruments financiers		
Contrats de futures :		
■ Achat	751	76
■ Vente	821	333
Contrats de gré à gré (Brent, Dubai et gaz naturel) :		
■ Achat	3 060	1 280
■ Vente	3 946	1 992

Tous les engagements sur matières premières ont une échéance courte (inférieure à 1 an).

28. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les normes n° 107 et 119, édictées par le FASB, requièrent l'estimation d'une valeur de marché de tous les instruments financiers à l'exception de certains instruments tels que les contrats de crédit-bail, les prêts aux filiales et sociétés apparentées et les retraites et obligations similaires. Les valeurs de marché ont ainsi été estimées pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres de participation et valeurs mobilières de placement cotés pour lesquels le cours de cotation a été retenu. Les instruments financiers intra-Groupe ne sont pas valorisés.

Les valorisations calculées, basées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doivent être nuancées par le fait que la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment), et d'autre part que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte. Dans certains cas, les évaluations ont été effectuées sur la base d'hypothèses simplificatrices, en particulier lorsque le calcul exact de la valeur de marché ne peut être obtenu sans coût excessif.

LES MÉTHODES UTILISÉES ONT ÉTÉ LES SUIVANTES :

Disponibilités et dépôts à court terme, clients et comptes rattachés, concours bancaires courants, fournisseurs et comptes rattachés : en raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

Titres de participation et valeurs mobilières de placement : les valeurs de marché estimées pour les titres de participation cotés proviennent des cours aux 31 décembre 1998 et 1997. Pour les autres titres non cotés, une estimation raisonnable de la valeur de marché ne peut être obtenue sans entraîner de coûts excessifs.

Prêts au personnel et autres prêts : l'échéancier des flux de trésorerie nets a été estimé et les montants ont été actualisés sur la base des courbes de taux "zéro coupon" au 31 décembre 1998, en tenant compte d'un spread correspondant à la classe de risque du groupe TOTAL. Les prêts aux filiales non consolidées et sociétés apparentées ne sont pas valorisés.

Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an des emprunts à long terme, swaps d'émission : la valeur de marché de ces éléments a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices avec prise en compte d'un spread déterminé pour le Groupe.

Remarque : les swaps d'émission (swap de change et taux à long terme) sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. Ils ont été conclus dès l'origine sous un contrat d'agrément ISDA, afin de créer un emprunt synthétique à taux variable en dollars US. La valeur de marché de ces swaps peut donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

De même, des swaps de taux long terme ont été conclus par la suite, afin de modifier partiellement la structure de taux de l'endettement du Groupe. Leur valeur de marché peut, là aussi, être rapprochée de celle des emprunts à long terme.

Garanties bancaires : les garanties sont évaluées en estimant les primes moyennes demandées par le marché pour reprendre des garanties similaires émises par un groupe de même classe de risque que TOTAL.

AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS HORS BILAN :

La valeur de marché des swaps de taux est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices 1998 et 1997.

Les Future Rate Agreements sont évalués à partir de taux "forward" déduits de la courbe des taux d'intérêts observés à la date de clôture.

Quant au seul Cap recensé au 31 décembre 1998, il a été considéré, compte tenu de son échéance proche et de sa faible liquidité, que la prime versée était un bon indicateur de sa valeur de marché.

Les opérations de change à terme (termes secs et swaps de change) sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers aux 31 décembre 1998 et 1997 pour les mêmes maturités.

Remarque : Les swaps de change court terme sont utilisés dans le cadre de la gestion de la position courante de TOTAL, afin de pouvoir emprunter ou placer la trésorerie sur des marchés autres que le marché du franc. Ainsi, leur valeur de marché, si elle s'avère significative, est compensée par celle des prêts et emprunts court terme auxquels ils se rattachent. De même, la valeur de marché des swaps de taux court terme est corrélée à celle des prêts et emprunts court terme, ces swaps étant utilisés afin de ramener les taux négociés au taux au jour le jour, celui-ci constituant la référence.

Les valeurs nettes comptables et les valeurs de marché déterminées sont les suivantes :

31 DÉCEMBRE	1998		1997	
	<i>VALEUR NETTE COMPTABLE</i>	<i>VALEUR DE MARCHÉ ESTIMÉE</i>	<i>VALEUR NETTE COMPTABLE</i>	<i>VALEUR DE MARCHÉ ESTIMÉE</i>
BILAN				
Autres titres de participation :				
■ Cotés	2 514	3 019	3 207	4 459
■ Non cotés :				
. Filiales non consolidées	1 213	-	1 222	-
. Autres	1 503	-	1 382	-
Valeurs mobilières de placement :				
■ Cotées	4 064	4 010	1 744	1 984
■ Non cotées	33	-	29	-
Prêts et avances :				
. Filiales non consolidées	1 443	-	1 798	-
. Autres prêts	1 254	1 155	1 728	1 354
Emprunts obligataires (avant swaps et hors part à moins d'un an)				
	16 057	18 215	13 881	14 147
Swaps d'émission	-	(2 226)	-	(235)
Autres emprunts, hors crédits-baux ^(a) :				
■ Taux fixe	1 109	1 217	466	536
■ Taux variable	6 335	6 335	6 828	6 828
Part à moins d'un an des emprunts à long terme (hors part à moins d'un an des immobilisations en crédit-bail)				
	1 204	1 278	1 658	1 757
HORS BILAN				
<i>Instrument de gestion de trésorerie</i>				
Garanties bancaires	-	(82)	-	(22)
Swaps de taux long terme	-	34	-	30
Swaps de taux court terme	-	(b)	-	(b)
Swaps de taux et de change long terme ^(c)	-	(b)	-	-
Contrats à terme de devises	-	39	-	(b)
Forward rate agreement	-	(b)	-	-
Caps / Floors	-	(b)	-	(b)
<i>Instrument sur matières premières</i>				
Swaps sur produits pétroliers et de pétrole brut	-	(b)	-	(b)
Swaps de gaz naturel	-	-	-	13

La valeur de marché des autres instruments hors bilan détenus au 31 décembre 1998 n'est pas significative (inférieure à 10 millions de francs).

(a) La valeur de marché ne tient pas compte des swaps de taux dans la mesure où ils sont présentés séparément.

(b) Valeur non significative (inférieure à 10 millions de francs).

(c) Non adossés à un emprunt obligataire.

29. ENVIRONNEMENT

Le Groupe opère dans des secteurs d'activité et dans des pays où les réglementations et les lois concernant la protection de l'environnement sont en constante augmentation. Les coûts futurs estimés liés à des obligations probables en matière d'environnement ont été provisionnés. A mesure que la portée de ces obligations environnementales se précise, des variations de coûts futurs estimés peuvent être enregistrées. Le montant définitif de ces coûts futurs reste toutefois indéterminé du fait de facteurs tels que l'étendue d'une possible contamination du sol, la durée et l'importance des actions correctives qui pourraient être rendues nécessaires et la part de responsabilité du Groupe par rapport à d'autres parties en cause. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer avec précision quelle sera l'évolution de ces réglementations et de ces lois, le Groupe ne s'attend pas à ce qu'elles affectent de façon significative ses comptes consolidés.

30. PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (PLANS 1992, 1993, 1994, 1995)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du groupe TOTAL, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 3 % du capital social au jour où les options sont consenties.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (PLAN 1996)

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du groupe TOTAL, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social au jour où les options sont consenties.

	PLANS ANTÉRIEURS 1992	PLAN 1992 [1]	PLAN 1993 [1]	PLAN 1994 [1]	PLAN 1995 [1]	PLAN 1996 [2]	TOTAL
PRIX D'EXERCICE (en francs)		225	210	286	291	392	
Nombre d'options							
■ attribuées avant le 1er janvier 1996	800 000	788 700	697 250	800 000	946 500	-	4 032 450
■ annulées	(15 800)	(8 200)	(4 600)	(3 000)	-	-	(31 600)
■ exercées	(784 200)	(123 003)	(6 350)	(2 000)	-	-	(915 553)
■ exerçables au 1er janvier 1996	-	657 497	686 300	795 000	946 500	-	3 085 297
■ attribuées	-	-	-	-	-	960 000	960 000
■ annulées	-	600	(17 100)	(3 500)	(4 900)	-	(24 900)
■ exercées	-	(272 143)	(100 740)	(10 500)	(4 000)	-	(387 383)
■ exerçables au 1er janvier 1997	-	385 954	568 460	781 000	937 600	960 000	3 633 014
■ attribuées	-	-	-	-	-	-	-
■ annulées	-	-	-	(1 150)	(500)	(2 200)	(3 850)
■ exercées	-	(277 117)	(222 947)	(70 968)	(3 300)	(2 500)	(576 832)
■ exerçables au 1er janvier 1998	-	108 837	345 513	708 882	933 800	955 300	3 052 332
■ attribuées	-	-	-	-	-	-	-
■ annulées	-	(15 300)	(200)	(500)	(1 000)	(2 100)	(19 100)
■ exercées	-	(93 537)	(168 483)	(102 302)	(85 240)	(4 900)	(454 462)
■ exerçables au 31 décembre 1998	-	-	176 830	606 080	847 560	948 300	2 578 770
Date d'expiration		Mars 1998 Juin 1998	Juin 1999 Octobre 1999	Novembre 2000	Septembre 2001	Décembre 2002	

(1) Attributions décidées par le Conseil d'Administration et autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Attributions décidées par le Conseil d'Administration et autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

Le conseil d'Administration n'a effectué aucune attribution d'options de souscription en 1997 et 1998.

Options d'achat d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 1989 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir à des salariés des options d'achat d'actions TOTAL. Ce programme, limité à 1 200 000 actions, a été mis en œuvre de la façon suivante :

Plan 1990 : attribution de 240 000 options au prix d'exercice de 112,5 F par action.

Plan 1991 : attribution de 960 000 options au prix d'exercice de 148,5 F par action.

904 800 options ont été notifiées individuellement et 24 800 options ont été annulées postérieurement à leur notification.

La durée d'exercice des options d'achat était de 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Au 31 décembre 1996, toutes les options d'achat des plans 1990 et 1991 ont été exercées après que 3 400 options du plan 1991 ont été annulées en mars 1996 et 8 800 autres rendues caduques à l'échéance du plan le 1er juin 1996.

L'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997 (treizième résolution) a autorisé le Conseil d'Administration à consentir au plus tard le 4 juin 2001, aux salariés du Groupe TOTAL, des options d'achat d'actions TOTAL. Le nombre global d'options d'achat consenties en vertu de cette autorisation et d'options de souscription consenties dans le cadre de la même résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 4 juin 1996 ne pourra donner droit globalement à acheter ni à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social. Le Conseil d'Administration du 17 mars 1998 a décidé l'attribution de 970 000 options d'achat au prix d'exercice de 615 F par action. 955 000 options ont été notifiées individuellement et 1 550 options ont été annulées postérieurement à leur notification.

Programme d'options sur actions de Kalon

Cotée au London Stock Exchange, Kalon est une filiale détenue à hauteur de 65,9 % du capital par TOTAL au 31 décembre 1998. A cette date, le nombre d'actions pouvant être reçues par les salariés de Kalon par exercice d'options était de 11,9 millions. Les prix d'exercice se situent entre 46,5 pence et 176,5 pence exerçables entre le 1/1/1999 et le 27/08/2008.

31. EFFECTIFS DU GROUPE ET CHARGES DE PERSONNEL

EXERCICE	1998	1997	1996
CHARGES DE PERSONNEL			
Salaires et traitements (y compris charges sociales) (millions de francs)	14 206	13 906	13 052
EFFECTIFS MOYENS DU GROUPE			
France			
■ Encadrement	5 164	4 942	4 829
■ Autres personnels	16 904	16 586	16 815
Étranger			
■ Encadrement	4 391	4 337	3 924
■ Autres personnels	30 707	28 526	31 987
TOTAL	57 166	54 391	57 555

Ne sont compris que les effectifs des entreprises consolidées globalement.

32. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(I) INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT N'AYANT PAS EU D'INCIDENCE EN TERMES DE VARIATION DE TRÉSORERIE

Il n'y a pas eu de flux non financier significatif en 1998.

(II) INFORMATIONS SUR LES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en francs au cours moyen de l'exercice. Le tableau des flux de trésorerie exclut les différences de change dues à la conversion en francs des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères au cours de fin de période (sauf pour les disponibilités et dépôts à court terme). Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

Disponibilités et dépôts à court terme

Les disponibilités et dépôts à court terme sont des actifs, soit immédiatement disponibles, soit convertibles en disponibilités dans une échéance inférieure à trois mois. Les variations des concours bancaires courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

Dettes à long terme

La variation de l'endettement à long terme a été présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit revolving. Cette variation peut être analysée de la manière suivante :

EXERCICE	1998	1997	1996
Augmentation de l'endettement à long terme	6 009	7 638	4 282
Remboursement de l'endettement à long terme	(1 061)	(3 323)	(5 977)
	4 948	4 315	(1 695)

(III) VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

EXERCICE	1998	1997	1996
Valeurs d'exploitation	2 149	348	(2 680)
Créances clients et comptes rattachés	2 664	(255)	(1 338)
Autres créances	(2 734)	(881)	(507)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2 422)	531	1 277
Autres créditeurs et dettes diverses	1 845	1 094	2 209
	1 502	837	(1 039)

(IV) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE	1998	1997	1996
Trésorerie décaissée dans l'exercice au titre de :			
■ Frais financiers (net des montants capitalisés)	3 059	6 117	2 691
■ Impôts sur les bénéfices	1 948	1 919	953

33. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement la situation financière, les résultats ou l'activité du Groupe.

34. AN 2000

Le passage à l'an 2000 est coordonné au niveau du Groupe et chaque secteur d'activité est responsable de sa mise en place.

Chacun de ces secteurs a créé une équipe dédiée au projet qui rapporte à son Comité de Direction.

INFORMATIQUE ET TELECOMS

L'inventaire de tous les objets ou systèmes (matériel informatique, logiciels, systèmes d'échanges de données tels que les réseaux, les liaisons, les télécoms, ...) qui traitent des informations contenant ou susceptibles de contenir des dates a été achevé en 1998.

Pour chacun de ces objets ou systèmes, l'information recueillie comprend entre autres, une évaluation du risque sur l'exploitation induit par une non-conformité, une indication du niveau de criticité et, le cas échéant, l'existence d'une attestation de conformité "AN 2000" émanant du fournisseur.

Un Plan d'Action est mis en place. Il correspond à la liste des actions à accomplir et à leur planification (définition des moyens, désignation de responsables des travaux et fixation d'un calendrier) pour assurer la conformité "AN 2000" des objets ou systèmes. Ce plan d'action a été réalisé à environ 90 % au 31/12/98. Il inclut le statut des objets ou systèmes (en cours d'étude, abandonné, remplacé ou conforme "AN 2000") et une appréciation par le service juridique des attestations reçues, à savoir : conforme, non conforme ou analyse à approfondir.

En ce qui concerne les Actions de Mise en Conformité, TOTAL a réalisé au 31/12/98 environ 60 % des tâches internes et externes liées à la rénovation ou "upgrade" des objets ou systèmes non conformes "AN 2000".

De plus, les Actions de Tests "AN 2000", qui regroupent l'ensemble des tâches ayant pour objet de tester de façon unitaire et/ou en intégration dans un environnement simulant celui du 1/1/2000 les travaux de mise en conformité "AN 2000" des objets ou systèmes, ont été réalisés à environ 25 % au 31/12/98.

PROCESS

Dans le domaine du Process, l'inventaire recense tous les systèmes d'instrumentation et de contrôle (informatique associé à l'outil de production et/ou de sécurité) qui traitent ou participent au traitement d'informations contenant des dates ou susceptibles d'en contenir. Au 31/12/98, l'inventaire a été réalisé à environ 90 %.

Le Plan d'Action dans le domaine du Process a été réalisé à environ 70 % au 31/12/98.

Les Actions de Mise en Conformité "AN 2000" ont été réalisées à environ 35 % au 31/12/98.

Les Actions de Test "AN 2000" ont été réalisées à environ 20 % au 31/12/98.

BUSINESS

L'inventaire qui recense les tiers (fournisseurs, prestataires de service, partenaires et clients) a été réalisé à environ 80 % au 31/12/98.

Le Plan d'Action correspond à la liste des tâches internes et externes à effectuer pour assurer la continuité de nos approvisionnements et pour informer nos clients et nos partenaires sur l'avancement des travaux du Groupe pour le passage à l'an 2000. Le Plan d'Action dans le domaine du Business a été réalisé à environ 80 % au 31/12/98.

Les Actions de Mise en Conformité "AN 2000" ont été réalisées à environ 30 % au 31/12/98.

PLANS DE SECOURS ET PRÉPARATION DU 1/1/2000

Dans le cadre de la préparation du 1/1/2000, TOTAL continue à développer ses plans de secours qui détaillent les tâches et solutions à mettre en œuvre en cas de défaillance des objets/systèmes ou tiers identifiés comme fortement critiques.

BUDGET

Le total des coûts de passage à l'an 2000 est estimé à 650 MF, dont 75 MF en 1997, 210 MF en 1998 et 365 MF pour 1999 et 2000.

Les coûts de passage à l'an 2000 comprennent les dépenses internes et externes. Ils ne comprennent pas les dépenses qui auraient normalement été engagées dans le cadre de la continuité de l'activité.

L'ensemble des coûts de passage à l'an 2000 n'est pas considéré comme significatif par le management.

L'opération de rapprochement avec PETROFINA étant en cours, le passage à l'an 2000 est pour l'instant géré par les deux Groupes séparément. Dès la finalisation du rapprochement, les opérations liées au passage à l'an 2000 seront coordonnées au niveau du nouveau Groupe.

35. L'EURO

TOTAL prévoit le maintien en francs de la comptabilité des sociétés gérées au Siège jusqu'au second trimestre 2001. La préparation des systèmes informatiques a été entreprise avec mise en place de versions "Euro" des logiciels. Les autres sociétés du Groupe ont la faculté de basculer leur comptabilité en euro avant cette date.

Les opérations commerciales (y compris intragroupe) ne seront que progressivement négociées en euro, la possibilité étant offerte aux clients et fournisseurs de régler dans cette devise.

Le passage à l'euro des activités de trésorerie a fait l'objet d'une préparation minutieuse, et s'est concrétisé par la conversion, en fin d'année 1998, de l'ensemble des positions et soldes financiers précédemment exprimés dans l'une des devises de l'Union Monétaire Européenne (dites devises "in").

Depuis le premier janvier 1999, les opérations financières court terme, précédemment conclues en devises "in", sont réalisées en euro. Ceci concerne les opérations de marché à court terme (billets de trésorerie, papier commercial, dépôts), ainsi que les opérations de financement de TOTAL vis-à-vis de ses filiales, quelle que soit leur durée, et les opérations de change. L'euro est désormais la devise de référence de l'ensemble des rapports internes au Groupe sur la trésorerie, en particulier des états de suivi des positions de change et de taux d'intérêt.

En ce qui concerne les opérations financières à long terme, TOTAL étudie l'opportunité de procéder à la "redénomination" en euro de certains de ses emprunts obligataires en fonction de leur montant et de leur échéance. Quant au capital social, il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 11 mai 1999 la conversion du capital social en euro et l'augmentation du nominal des actions de 50 FRF à 10 euros.

L'ensemble des coûts de passage à l'euro n'est pas jugé significatif pour le groupe.

36. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le groupe TOTAL, dans le cadre de sa cotation au New York Stock Exchange ("NYSE") dépose un rapport annuel sous la forme 20 F auprès de l'US Securities and Exchange Commission ("SEC").

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TOTAL ET SES FILIALES

	1998	1997	1996	1995	1994
<i>(en millions de francs)</i>					
ACTIF					
Actif long terme	94 138	90 565	78 663	69 872	71 600
Immobilisations incorporelles	9 586	9 374	9 375	8 073	8 591
Immobilisations corporelles	65 383	61 400	54 308	47 881	46 495
Autres actifs long terme	19 169	19 791	14 980	13 918	16 514
Actif circulant	57 815	61 146	79 519	69 089	63 215
Valeurs d'exploitation	12 219	14 550	15 014	11 704	11 867
Autres actifs	45 596	46 596	64 505	57 385	51 348
TOTAL	151 953	151 711	158 182	138 961	134 815
PASSIF					
Capitaux permanents	109 683	107 088	101 472	95 425	93 457
Capitaux propres	67 865	66 632	59 258	52 588	51 996
Actions privilégiées sans droit de vote	1 406	1 497	1 309	1 225	1 337
Intérêts minoritaires	1 577	1 605	2 221	2 383	2 421
Provisions pour risques et charges	13 931	14 673	17 466	14 432	14 896
Dettes à long terme	24 904	22 681	21 218	24 797	22 807
Dettes à court terme	42 270	44 623	56 710	43 536	41 358
TOTAL	151 953	151 711	158 182	138 961	134 815

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TOTAL ET SES FILIALES

	1998	1997	1996	1995	1994
<i>(en millions de francs)</i>					
Chiffre d'affaires	159 614	191 085	176 577	135 829	136 743
Charges d'exploitation	(141 968)	(170 448)	(159 893)	(123 356)	(125 214)
Amortissements courants des immobilisations corporelles	(7 876)	(7 565)	(6 916)	(5 544)	(5 135)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	9 770	13 072	9 768	6 929	6 394
Frais financiers nets	(988)	(738)	(917)	(731)	(792)
Dividendes reçus des participations non consolidées	326	597	339	337	479
Rémunération des actions privilégiées	(61)	(60)	(52)	(57)	(48)
Autres charges et produits	(215)	71	(134)	(51)	(88)
Éléments exceptionnels	-	-	-	(1 666)	-
Impôts	(2 402)	(4 077)	(2 622)	(2 023)	(1 730)
Résultat des sociétés mises en équivalence	372	(58)	66	14	69
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ					
AVANT AMORTISSEMENT					
DES ÉCARTS D'ACQUISITION	6 802	8 807	6 448	2 752	4 284
Amortissement des écarts d'acquisition	(686)	(860)	(663)	(549)	(556)
Résultat de l'ensemble consolidé	6 116	7 947	5 785	2 203	3 728
Part des minoritaires	302	336	139	(45)	343
RÉSULTAT NET	5 814	7 611	5 646	2 248	3 385

ESTIMATION DES RÉSERVES PROUVÉES TOUTES ZONES

(NON AUDITÉ)

RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTRAOLE ET DE GAZ NATUREL

	MOYEN-ORIENT			HORS MOYEN-ORIENT			TOUTES ZONES		
	LIQUIDES ⁽¹⁾ [MILLIONS DE BARILS]	GAZ NATUREL [MILLIARDS DE MÈTRES CUBES]	LIQUIDES + GAZ ⁽²⁾ [MILLIONS DE BARILS ÉQUIVALENT PÉTRAOLE]	LIQUIDES [MILLIONS DE BARILS]	GAZ NATUREL [MILLIARDS DE MÈTRES CUBES]	LIQUIDES + GAZ ⁽²⁾ [MILLIONS DE BARILS ÉQUIVALENT PÉTRAOLE]	LIQUIDES [MILLIONS DE BARILS]	GAZ NATUREL [MILLIARDS DE MÈTRES CUBES]	LIQUIDES + GAZ ⁽²⁾ [MILLIONS DE BARILS ÉQUIVALENT PÉTRAOLE]
31 DECEMBRE 1996									
Sociétés consolidées globalement	207,3	-	207,3	757,7	254,4	2 352,2	965,0	254,4	2 559,5
Sociétés mises en équivalence	1 853,3	26,1	2 023,2	-	-	-	1 853,3	26,1	2 023,2
Sociétés non consolidées	-	8,1	55,0	-	-	-	-	8,1	55,0
Total toutes sociétés	2 060,6	34,2	2 285,5	757,7	254,4	2 352,2	2 818,3	288,6	4 637,7
Variation en % depuis le 31 décembre 1995	(2,9 %)	32,6 %	(0,2 %)	13,6 %	5,5 %	8,0 %	1,1 %	8,1 %	3,8 %
31 DECEMBRE 1997									
Sociétés consolidées globalement	253,3	-	253,3	820,7	271,5	2 512,7	1 074,0	271,5	2 766,0
Sociétés mises en équivalence	1 761,2	24,8	1 922,2	4,3	-	4,3	1 765,5	24,8	1 926,5
Sociétés non consolidées	-	20,2	140,5	-	-	-	-	20,2	140,5
Total toutes sociétés	2 014,5	45,0	2 316,0	825,0	271,5	2 517,0	2 839,5	316,5	4 833,0
Variation en % depuis le 31 décembre 1996	(2,2 %)	31,6 %	1,3 %	8,9 %	6,7 %	7,0 %	0,7 %	9,7 %	4,2 %
31 DECEMBRE 1998									
Sociétés consolidées globalement	461,5	-	461,5	911,8	282,4	2 670,5	1 373,3	282,4	3 132,0
Sociétés mises en équivalence	1 644,5	24,3	1 802,1	3,0	-	3,0	1 647,5	24,3	1 805,1
Sociétés non consolidées	-	21,1	145,6	-	-	-	-	21,1	145,6
Total toutes sociétés	2 106,0	45,4	2 409,2	914,8	282,4	2 673,5	3 020,8	327,8	5 082,7
Variation en % depuis le 31 décembre 1997	4,5 %	0,9 %	4,0 %	10,9 %	4,0 %	6,2 %	6,4 %	3,6 %	5,2 %

(1) Ne sont incluses au Moyen-Orient que les réserves prouvées de la Compagnie qui peuvent être produites avant la fin des concessions, sans tenir compte d'éventuels renouvellements de ces dites concessions.

(2) Le gaz naturel est converti en barils équivalent pétrole à raison de 159,6, 159,5 et 158,8 mètres cubes par bep pour les années 1995, 1996 et 1997 respectivement. Ces ratios sont basés sur l'équivalence énergétique moyenne des réserves de gaz de la Compagnie.

ESTIMATION DES RÉSERVES D'HYDROCARBURES LIQUIDES

(NON AUDITÉ)

	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	EXTRÊME- ORIENT	RESTE DU MONDE	TOTAL
<i>(en millions de barils)</i>					
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES GLOBALEMENT					
Réserves prouvées développées et non développées					
Au 1er janvier 1996	191,1	11,8	124,6	546,6	874,1
Révision des estimations précédentes	5,2	3,1	(14,3)	9,8	3,8
Extensions, découvertes et autres	45,4	0,4	-	117,5	163,3
Acquisitions de réserves en terre	15,3	-	-	-	15,3
Cessions de réserves en terre	-	(0,1)	-	(0,4)	(0,5)
Production de l'année	(30,6)	(2,2)	(8,8)	(49,4)	(91,0)
Au 31 décembre 1996	226,4	13,0	101,5	624,1	965,0
Révision des estimations précédentes	30,8	1,9	19,1	145,3	197,1
Extensions, découvertes et autres	11,4	0,6	1,2	4,9	18,1
Acquisitions de réserves en terre	-	0,1	-	-	0,1
Cessions de réserves en terre	(5,5)	(0,6)	-	-	(6,1)
Production de l'année	(29,5)	(1,7)	(8,6)	(60,4)	(100,2)
Au 31 décembre 1997	233,6	13,3	113,2	713,9	1 074,0
Révision des estimations précédentes	40,0	3,2	21,8	131,0	196,0
Extensions, découvertes et autres	2,8	-	-	227,2	230,0
Acquisitions de réserves en terre	-	-	-	0,2	0,2
Cessions de réserves en terre	(0,6)	(15,5)	-	-	(16,1)
Production de l'année	(26,8)	(1,0)	(10,2)	(72,8)	(110,8)
Au 31 décembre 1998	249,0	-	124,8	999,5	1 373,3
Réserves prouvées développées					
Au 31 décembre 1996	129,3	13,0	71,6	529,9	743,8
Au 31 décembre 1997	144,6	13,3	84,6	564,2	806,7
Au 31 décembre 1998	175,8	-	92,5	706,5	974,8

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

Au 31 décembre 1996	1 853,3
Au 31 décembre 1997	1 765,5
Au 31 décembre 1998	1 647,5

SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

Au 31 décembre 1996	-
Au 31 décembre 1997	-
Au 31 décembre 1998	-

ESTIMATION DES RÉSERVES D'HYDROCARBURES GAZ NATUREL

(NON AUDITÉ)

	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	EXTRÊME- ORIENT	RESTE DU MONDE	TOTAL
<i>(en millions de m³)</i>					
SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES GLOBALEMENT					
Réserves prouvées développées et non développées					
Au 1er janvier 1996	44,6	3,7	168,6	24,2	241,1
Révision des estimations précédentes	3,1	0,2	3,1	4,1	10,5
Extensions, découvertes et autres	8,4	1,0	–	7,4	16,8
Acquisitions de réserves en terre	0,5	–	–	–	0,5
Cessions de réserves en terre	(0,1)	(0,1)	–	–	(0,2)
Production de l'année	(5,4)	(0,9)	(5,9)	(2,1)	(14,3)
Au 31 décembre 1996	51,1	3,9	165,8	33,6	254,4
Révision des estimations précédentes	5,1	0,1	8,8	11,7	25,7
Extensions, découvertes et autres	4,1	1,4	2,5	0,4	8,4
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	–	–
Cessions de réserves en terre	(2,5)	(0,1)	–	–	(2,6)
Production de l'année	(5,2)	(1,0)	(6,1)	(2,0)	(14,3)
Au 31 décembre 1997	52,6	4,3	171,0	43,7	271,6
Révision des estimations précédentes	6,0	1,5	9,3	6,5	23,3
Extensions, découvertes et autres	3,6	–	2,6	0,4	6,6
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	0,7	0,7
Cessions de réserves en terre	(0,3)	(5,1)	–	–	(5,4)
Production de l'année	(4,5)	(0,7)	(7,2)	(2,0)	(14,4)
Au 31 décembre 1998	57,4	–	175,7	49,3	282,4
Réserves prouvées développées					
Au 31 décembre 1996	37,5	3,9	101,0	14,1	156,5
Au 31 décembre 1997	38,5	4,3	99,6	12,9	155,3
Au 31 décembre 1998	38,7	–	126,2	19,0	183,9

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

Au 31 décembre 1996	26,1
Au 31 décembre 1997	24,8
Au 31 décembre 1998	24,3

SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

Au 31 décembre 1996	8,1
Au 31 décembre 1997	20,2
Au 31 décembre 1998	21,2

REVENUS NETS FUTURS ACTUALISÉS GÉNÉRÉS PAR LES RÉSERVES PROUVÉES

(NON AUDITÉ)

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	EXTRÊME- ORIENT	RESTE DU MONDE	TOTAL
<i>(en millions de francs)</i>					
Au 31 décembre 1996					
Revenus futurs	64 029,9	4 201,9	89 082,1	86 743,9	244 057,8
Coûts de production futurs	(19 656,1)	(1 176,2)	(15 518,9)	(32 227,6)	(68 578,8)
Coûts de développement futurs	(7 026,3)	(245,7)	(10 736,2)	(8 200,8)	(26 209,0)
Flux futur net avant impôts sur les bénéfices	37 347,5	2 780,0	62 827,0	46 315,5	149 270,0
Impôts sur les bénéfices futurs	(19 704,2)	-	(28 741,2)	(12 809,8)	(61 255,2)
Flux futur net après impôts sur les bénéfices	17 643,3	2 780,0	34 085,8	33 505,7	88 014,8
Actualisation au taux de 10 %	(6 511,5)	(874,7)	(18 622,0)	(14 845,0)	(40 853,2)
Flux futur net actualisé	11 131,8	1 905,3	15 463,8	18 660,7	47 161,6
Au 31 décembre 1997					
Revenus futurs	63 125,5	3 572,6	76 955,5	78 777,7	222 431,3
Coûts de production futurs	(21 443,2)	(1 418,6)	(14 587,0)	(30 299,0)	(67 747,8)
Coûts de développement futurs	(6 518,4)	(255,7)	(11 341,5)	(7 231,8)	(25 347,4)
Flux futur net avant impôts sur les bénéfices	35 163,9	1 898,3	51 027,0	41 246,9	129 336,1
Impôts sur les bénéfices futurs	(18 421,2)	-	(22 773,9)	(10 899,2)	(52 094,3)
Flux futur net après impôts sur les bénéfices	16 742,7	1 898,3	28 253,1	30 347,7	77 241,8
Actualisation au taux de 10 %	(6 315,0)	(547,8)	(15 228,9)	(11 929,5)	(34 021,2)
Flux futur net actualisé	10 427,7	1 350,5	13 024,2	18 418,2	43 220,6
Au 31 décembre 1998					
Revenus futurs	50 766,3	-	54 755,7	67 554,8	173 076,8
Coûts de production futurs	(20 414,8)	-	(13 959,1)	(27 382,3)	(61 756,2)
Coûts de développement futurs	(5 435,6)	-	(8 932,0)	(10 066,8)	(24 434,4)
Flux futur net avant impôts sur les bénéfices	24 915,9	-	31 864,6	30 105,7	86 886,2
Impôts sur les bénéfices futurs	(11 332,6)	-	(13 031,2)	(5 756,7)	(30 120,5)
Flux futur net après impôts sur les bénéfices	13 583,3	-	18 833,4	24 349,0	56 765,7
Actualisation au taux de 10 %	(5 059,6)	-	(9 761,3)	(10 444,9)	(25 265,8)
Flux futur net actualisé	8 523,7	-	9 072,1	13 904,1	31 499,9
Part du Groupe dans les flux futurs nets actualisés des sociétés mises en équivalence au :					
Au 31 décembre 1996					9 065,8
Au 31 décembre 1997					8 331,8
Au 31 décembre 1998					5 904,3

ÉTATS FINANCIERS SIMPLIFIÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

COMPTES DE RÉSULTAT RÉSUMÉS

	EURO 1998	FAF 1998	FAF 1997	FAF 1996
<i>(en millions de francs et euros)</i>				
Résultat d'exploitation	414	2 716	5 648	5 428
Résultat financier	470	3 083	4 424	5 619
Incluant :				
Produits des participations	430	2 817	3 046	2 350
Résultat exceptionnel et impôt	(311)	(2 043)	(5 727)	(5 911)
BÉNÉFICE NET	573	3 756	4 345	5 136

VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES	ACTIONS ÉMISES		PRIMES D'ÉMISSION	RÉSERVES ET REPORT À NOUVEAU	RÉSERVE DE RÉÉVALUATION	TOTAL
	NOMBRE	MONTANT				
<i>(en millions de francs)</i>						
AU 31 DÉCEMBRE 1997	244 333 176	12 217	12 918	27 716	1 918	54 769
Dividendes payés en numéraires				(3 154)		(3 154)
Résultat net 1998				3 756		3 756
Émission d'actions	454 462	22	89			111
Variation des écarts de réévaluation					(112)	(112)
AU 31 DÉCEMBRE 1998	244 787 638	12 239	13 007	28 318	1 806	55 370

BILANS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE

	EURO 1998	FAF 1998	FAF 1997	FAF 1996
<i>(en millions de francs et euros)</i>				
ACTIF				
Actif immobilisé	11 082	72 696	69 903	55 701
Immobilisations incorporelles	26	172	225	302
Immobilisations corporelles	77	504	475	474
Immobilisations financières	10 979	72 020	69 203	54 925
■ Titres de participation	4 292	28 153	26 882	22 668
■ Créances rattachées à des participations	6 687	43 867	42 321	32 257
Actif circulant	2 004	13 147	15 502	34 673
Stocks	7	45	7	8
Créances d'exploitation	652	4 278	6 194	5 915
Valeurs mobilières de placement	386	2 530	868	508
Disponibilités et dépôts à court terme	959	6 294	8 433	28 242
Compte de régularisation	50	325	108	504
TOTAL GÉNÉRAL	13 136	86 168	85 513	90 878
PASSIF				
Capitaux propres	8 441	55 370	54 769	52 395
Capital	1 866	12 239	12 217	12 106
Primes, réserves, report à nouveau	6 002	39 375	38 207	35 153
Résultat de l'exercice	573	3 756	4 345	5 136
Autres fonds propres	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	202	1 327	1 343	2 969
Dettes	4 475	29 350	29 100	35 369
Dettes financières	3 933	25 798	23 444	29 613
■ Emprunts obligataires ⁽¹⁾	2 469	16 198	14 799	10 506
■ Emprunts et dettes financières divers	1 464	9 600	8 645	19 107
Dettes d'exploitation	542	3 552	5 656	5 756
Compte de régularisation	18	121	301	145
TOTAL GÉNÉRAL	13 136	86 168	85 513	90 878

(1) Y compris emprunts assimilés.

Les états simplifiés de TOTAL société mère sont établis conformément à la réglementation comptable française.

Principes financiers d'évaluation des immobilisations :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition éventuellement corrigé de la réévaluation légale de 1976.

Les créances rattachées à des participations sont valorisées à leur valeur nominale.

Pour le secteur Amont, les titres de participation et créances rattachées font l'objet d'une provision à hauteur des dépenses d'exploration en l'absence d'une décision de mise en production. Dans l'hypothèse où il a été mis en évidence l'existence de réserves prouvées, la valeur des titres et créances est limitée au montant des revenus futurs actualisés de la filiale évalués en fonction des conditions contractuelles connues au moment de la clôture.

Pour les autres secteurs, les provisions pour dépréciation des titres de participation et créances rattachées sont calculées en fonction des capitaux propres, de la valeur "concomitante" et de l'intérêt de la détention des titres.

Les états financiers complets sont disponibles sur simple demande auprès de la société.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

31 DECEMBRE 1998	QUOTE-PART DU CAPITAL DÉTENU EN %	CAPITAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS		PRÊTS ET AVANCES	CHIFFRE D'AFFAIRES	RÉSULTAT NET	DIVIDENDES ENCAISSÉS	AVALS ET CAUTIONS
				BRÛTE	NETTE					
<i>(en millions de francs)</i>										
FILIALES										
BOSTIK SA SWEDEN	100.0	3	53	170	170	7	254	19	2	25
BOSTIK SA	100.0	110	34	285	166	209	408	25	-	14
TEPA	100.0	210	696	846	-	236	1 091	109	-	-
CRAY VALLEY SA	100.0	457	(21)	451	451	100	1 168	50	-	-
FINALENS	87,0	31	178	167	167	-	-	5	3	-
HUTCHINSON	62,1	283	3 786	2 074	2 074	1 052	8 952	360	186	-
NORSOKAPPA	100.0	1	(49)	201	-	98	-	(6)	-	-
OMNIUM INSURANCE REINSURANCE CIE	100.0	225	516	751	751	-	508	272	168	-
OPSA - Omnium des Participations SA	100,0	73	78	200	200	68	-	65	96	11
PBGAZ SVERVIZ KFT	100.0	86	(3)	152	107	-	178	9	-	-
POLICHEM S.A.	100.0	24	71	227	112	-	106	1	-	-
SOCIETE FINANCIERE D'AUTEUIL (SFA)	100.0	50	380	185	185	-	-	213	78	-
TOTAL AMERICA INC	100.0	6	3 043	5 680	1 992	-	8 135	8	-	1 793
TOTAL AUSTRALIA Limited	100.0	87	(72)	197	17	-	-	(1)	-	256
TOTAL Belgique Luxembourg	100.0	130	(20)	137	104	9	2 114	(16)	-	49
TOTAL CESKA REPUBLIKA	100.0	120	(15)	123	104	-	429	2	-	56
TOTAL CHIMIE	100.0	654	4 486	5 466	5 466	-	-	293	454	-
TOTAL DEUTSCHLAND (GMBH)	100.0	191	(496)	1 144	748	570	9 863	114	144	-
TOTAL EMPRESA PORTUGESA	100,0	151	(79)	173	70	120	472	(4)	-	2
TOTAL ESPANA	100,0	343	31	437	378	236	1 793	4	-	-
TOTAL HUNGARIA	100.0	108	(9)	219	90	-	492	(10)	-	39
TOTAL INCHIOSTRI SPA	71,9	209	(15)	459	74	-	782	(17)	-	-
TOTAL INTERNATIONAL LTD	100.0	141	13	127	127	-	64 273	403	403	-
TOTAL OIL HOLDINGS LTD	100,0	1 616	2 452	1 514	1 514	3 373	9 798	785	-	901
TOTAL OUTRE MER	100,0	18	273	179	179	730	1 537	169	300	-
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION S.A.	99,2	2 500	1 760	8 543	8 543	2 531	40 157	1 109	-	1 311
TUPGAZ	99,8	69	86	179	179	-	316	7	-	-
PARTICIPATIONS										
ADGIL	15.0	2 375	-	273	273	-	-	-	-	-
CFMH (EX DELORME PARTICIPATION2)	15,0	197	-	375	375	-	-	-	-	-
IRAK PETROLEUM COMPANY LMT (IPC)	23.8	776	(133)	294	153	7	-	-	-	-
QATAR LIQUEFIED GAS CO (QATARGAS)	10.0	3 380	79	354	354	180	-	128	-	1 133
RUWAIS FERTILIZER INDUSTRIES LTD	33.3	422	-	139	139	-	-	-	-	1
WEST PACIFIC PETROCHEMICAL (WEPEC)	20.0	1 451	-	311	311	494	-	-	-	-
AUTRES	-	-	-	3 130	2 580	36 175	-	-	983	8 838
TOTAL GÉNÉRAL	-	-	-	35 162	28 153	46 195	-	-	2 817	14 429

AUTRES INFORMATIONS SUR CINQ ANS

EURO 1998 FAF 1998 FAF 1997 FAF 1996 FAF 1995 FAF 1994

I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE

(en milliers de francs et d'euros)

Capital social	1 865 882	12 239 382	12 216 659	12 106 279	11 752 481	11 364 703
Nombre des actions ordinaires existantes		244 787 638	244 333 176	242 125 588	235 049 629	227 294 065
Nombre d'actions futures à créer :						-
• par remboursement de TSDIRA		-	-	-	996 936	3 402 436
• par exercice d'options de souscription d'actions		2 578 770	3 052 332	3 644 514	3 085 297	2 264 600

II - OPERATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE

(en milliers de francs et d'euros)

Chiffre d'affaires commercial hors taxes	4 575 011	30 010 104	44 457 495	41 121 524	31 550 772	31 159 601
Provisions pour participation et intéressement des salariés au titre de l'exercice	4 573	30 000	48 500	33 000	17 000	16 000
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions	572 623	3 756 159	4 345 273	5 136 255	3 552 289	2 679 665
Report à nouveau antérieur	501 955	3 292 608	2 613 127	2 066 254	1 917 072	1 824 664
Résultat à affecter	1 074 578	7 048 767	6 958 400	7 202 509	5 469 361	4 504 329
Réserve légale	346	2 272	11 038	35 380	38 778	38 583
Fonds de prévoyance		-	-	-	-	700 000
Réserves			500 000	2 000 000	1 300 000	-
Résultat distribué	704 319	4 620 027	3 176 331	2 568 569	2 064 436	1 869 547
Report à nouveau	369 913	2 426 468	3 271 031	2 598 560	2 066 149	1 896 199

III - RÉSULTATS PAR ACTION

(en francs et euros)

Résultat après impôts, mais avant dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	2,74	18,00	11,14	10,08	10,18	17,73
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	2,33	15,29	17,73	21,36	15,17	11,56
Dividende net attribué à chaque action	2,00	13,11914	13,00	10,50	8,70	8,00

IV - PERSONNEL

(en milliers de francs et euros, excepté pour l'effectif des salariés)

Effectif moyen des salariés pendant l'exercice ⁽²⁾		2 501	2 424	2 429	2 499	2 551
Montant de la masse salariale de l'exercice	162 217	1 064 077	985 587	958 297	1 010 842	1 025 336
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc ...)	79 574	521 973	509 904	485 744	522 612	494 545

(1) Les résultats par action sont calculés sur la base du nombre moyen d'actions pondéré dilué sur l'année.

(2) Y compris les collaborateurs en congé de fin de carrière, en congé de formation rémunéré ou en préretraite (61 personnes en 1998 et 80 personnes en 1997).

ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

APPORTS EN NUMÉRAIRE

ANNÉES	AUGMENTATIONS DU CAPITAL	NOMINAL	PRIME D'ÉMISSION OU DE CONVERSION	MONTANTS SUCCESSIFS DU CAPITAL NOMINAL	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONNÉS DE LA SOCIÉTÉ
<i>(en milliers de francs)</i>					
1994	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	162 684	803 659	11 141 552	222 831 036
	Augmentation de capital réservée aux salariés	100 161	408 659	11 241 713	224 834 265
	Exercice d'options de souscription d'actions	600	566	11 242 313	224 846 265
	Remboursement de TSDIRA	122 390	343 304	11 364 703	227 294 065
1995	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	209 570	951 446	11 574 273	231 485 457
	Augmentation de capital réservée aux salariés	51 853	210 365	11 626 126	232 522 526
	Exercice d'options de souscription d'actions	6 080	21 307	11 632 206	232 644 129
	Remboursement de TSDIRA	120 275	337 371	11 752 481	235 049 629
1996	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	222 337	1 240 643	11 974 818	239 496 377
	Augmentation de capital réservée aux salariés	62 245	240 762	12 037 063	240 741 269
	Exercice d'options de souscription d'actions	19 369	67 185	12 056 432	241 128 652
	Remboursement de TSDIRA	49 847	139 820	12 106 279	242 125 588
1997	Augmentation de capital :				
	Augmentation de capital réservée aux salariés	81 538	458 242	12 187 817	243 756 344
	Exercice d'options de souscription d'actions	28 842	102 566	12 216 659	244 333 176
1998	Augmentation de capital :				
	Augmentation de capital réservée aux salariés				
	Exercice d'options de souscription d'actions	22 723	89 688	12 239 382	244 787 638